

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

ÉTHIQUE ET POLITIQUE DE LA GOUVERNANCE ENVIRONNEMENTALE
ET DU RÉGIME DE CONSERVATION DE LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCES POLITIQUES

PAR
YASMINA MALKI

JUILLET 2010

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Il y a trois ans, j'ai découvert par le plus charmant des hasards un texte de Rosemary Radford Ruether qui tentait de démontrer le lien qu'il pouvait y avoir entre dégradation de l'environnement et condition féminine. La réaction fut immédiate : je venais de prendre conscience de l'importance de l'environnement comme variable, déterminant ou univers pour la réflexion en sciences politiques, et décidais par là même d'y dédier ma maîtrise et ma carrière. Quoi de plus stimulant que de découvrir son sujet mois après mois car le terrain était vierge, fertile, nouveau et propice au fleurissement des idées les plus audacieuses. Au fil des mois, le train se mit en marche, nourri par la passion et la curiosité, parfois pour des destinations inconnues au fil des disciplines, des auteurs, des théories. Je rencontrais mes mentors, des relations nouvelles se créaient, je découvrais le terrain et partais à l'aventure dans des contrées reculées. Je découvrais aussi les limites, les obstacles et les difficultés de construire une réflexion rigoureuse car la beauté d'une aventure n'illumine le ciel de nos accomplissements que si elle est ponctuée d'embûches, et que le défi est plus grand que ce que notre perception nous permet d'appréhender. Dès lors, je dois beaucoup à tous ceux qui y ont participé.

Je dédie d'abord chaque pas, chaque succès et chaque accomplissement à « l'auteur de l'auteur », soit ma merveilleuse et dévouée mère qui se bâtit toute sa vie pour me donner le meilleur et qui est, et restera toujours, ma plus grande inspiration. À ma grand-mère qui me choya, me gâta et me dit toujours d'être une femme forte et indépendante. Je remercie mon père de m'avoir donné son amour pour la littérature, ma belle-mère pour son soutien moral quotidien, et mon frère pour ses bons soins et ses encouragements dans les moments difficiles.

Puis, au-dessus de chaque élève, il y a un maître, et j'ai eu la chance d'en avoir deux, dont les qualités personnelles et professionnelles sont en compétition constante. Donc, je remercie ma

directrice principale, Michèle Rioux, de m'avoir prise sous son aile et de s'être investie autant dans mon encadrement. Je remercie ma co-directrice, Marie-Hélène Parizeau, de la Faculté de philosophie de l'Université Laval, de m'avoir donné ma chance alors qu'elle ne me connaissait pas, et de m'avoir ouvert son monde en m'offrant les opportunités les plus importantes de ma carrière.

Je dois aussi témoigner ma gratitude à Lamiss Naciri, coordonnatrice nationale au PMF/FEM, qui m'a accueillie au sein de ses bureaux pour le stage et qui m'a donné carte blanche pour le démarrage de plusieurs projets de conservation; je remercie également ma coordonnatrice à l'IRSPUM, Marie-Ève Blanc, de son accueil et de sa confiance.

Et puis, il y a mes chers amis, en particulier Rim, Ece et Yassine qui n'ont pas hésité une seconde à m'offrir leur aide; merci à Pamela Obertant et Yvenson St-Fleure, doctorants en droit, de m'avoir aidée dans mes recherches et tenu compagnie lors des longues journées à la bibliothèque.

Enfin, rien de tout cela n'aurait été possible sans ceux que je vais appeler les guerriers de l'ombre, soit nos bibliothécaires, et en particulier l'équipe des sciences juridiques dont les efforts, les accommodations et les bons mots ont facilité la rédaction de ce mémoire.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES TABLEAUX.....	vii
LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES	viii
RÉSUMÉ	xi
INTRODUCTION.....	1
 CHAPITRE I	
LA GOUVERNANCE ENVIRONNEMENTALE : STRUCTURE ET FONDEMENTS	9
1.1 L'école des <i>environmental economics</i> : la construction théorique des problèmes environnementaux.....	9
1.1.1 La constitution du discours environnemental moderne	10
1.1.1.1 L'école des <i>environmental economics</i> et la construction théorique des problèmes environnementaux	12
1.1.1.2 L'émergence d'un nouvel économisme dans un contexte international marqué par les conflits sociaux	15
1.1.2 Les fondements de l'école des <i>environmental economics</i>	19
1.1.3 La Banque Mondiale et les <i>environmental economics</i>	21
1.2 De l'éthique de la gouvernance environnementale : un espace politique de confrontation des acteurs ?	25
1.2.1 Le contexte sociopolitique de l'émergence du discours de la Banque Mondiale	27
1.2.2 La gouvernance environnementale, un espace public des relations entre acteurs.....	29
1.2.2.1 Analyse éthique du concept de gouvernance	30
1.2.2.2 De la gouvernance globale aux rapports de force subtils.....	36
1.2.2.3 Commerce et environnement : de Stockholm à l'Agenda 21.....	37
1.3. Au cœur du débat sur la gouvernance environnementale : le statut du PNUE et les mécanismes de financement des Conventions de Rio de Janeiro	38
1.3.1 Le PNUE : ce que nous enseignent les négociations autour de sa création	41
1.3.2 Le FEM	45

1.3.2.1 Les origines du FEM.....	45
1.3.2.2 Le fonctionnement du FEM.....	47
1.3.2.3 Le mandat du FEM	48

CHAPITRE II

LE RÉGIME DE CONSERVATION DE LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE DANS LA GOUVERNANCE ENVIRONNEMENTALE..... 51

2.1 Le langage de la Convention sur la diversité biologique : la nature comme un ensemble de ressources génétiques 52

2.1.1 La Convention sur la diversité biologique	52
2.1.1.1 Une culture de l'extinction?	52
2.1.1.2 Définitions de la diversité biologique	55
2.1.1.3 Les fondements philosophiques et discursifs : la diversité biologique comme une construction sociopolitique de la gestion globale des ressources génétiques.....	57
2.1.1.4 La Convention dans les faits : genèse et structure	61
2.1.1.5 La CBD et la politique internationale	66
2.1.1.6 La mise en application de la Convention	69
2.1.2 L'économie de la biodiversité et les obstacles au commerce : vers une législation globale uniforme	70
2.1.2.1 La valeur de la biodiversité, économie ou philosophie ?	72
2.1.3 Le Protocole de Carthagène sur la biosécurité.....	75
2.1.3.1 Définitions.....	75
2.1.3.2 La genèse du Protocole et les débats qui l'entourent	76
2.1.3.3 La révolution verte en agriculture et les enjeux pour la négociation de la CBD	79
2.1.3.4 Culture, justice et biodiversité : le principe de précaution	85

CHAPITRE III

DES SOLUTIONS GLOBALES POUR DES PROBLÈMES LOCAUX : LES MYTHES ET LIMITES DU GLOBALISME..... 90

3.1 Modernité et environnement : aux origines de l'appropriation de la nature 91

3.1.1 Aux origines de la propriété.....	92
3.1.1.1 L'histoire du système juridique d'appropriation.....	92
3.1.1.2 La propriété dans la pensée moderne	98

3.2 De l'effet structurant de la gestion des ressources environnementales : rareté et économies d'échelle.....	104
3.3 Actions globales et impacts communautaires : le cas du PMF/FEM dans la conservation de l'environnement au Maroc et la lutte contre la perte en biodiversité	107
3.3.1 Le Maroc et son environnement.....	108
3.3.2 Présentation des activités du PMF/FEM et de ses collaborateurs nationaux au Maroc	110
3.3.3 « Iguernane » : un projet pilote dans le cadre de la lutte contre la déforestation, le changement climatique et la perte en biodiversité	113
3.3.4 Identification et montage des projets : une participation relative des communautés	117
3.3.5 La réalité de l'approche participative : le plaidoyer et les formations	119
3.3.6 Les dessous de l'idéologie libérale du développement : un véritable consensus	121
3.3.7 Les limites de l'approche communautaire promue par la Banque Mondiale : l'humain et son milieu	124
 CONCLUSION	 126
 BIBLIOGRAPHIE.....	 130

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1.1 Les fondements théoriques de la gouvernance environnementale 11

Tableau 1.2 Organisations internationales, traités et secrétariats impliqués dans
l'environnement 21

LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

CARAI	Centre australien pour la recherche agricole internationale
ADPIC	Accord sur les Droits de Propriété liés au Commerce
ADS	Agence de Développement Social
AIP	Accord Informé Préalable
AME	Accords Multilatéraux Environnementaux
CDB	Convention sur la Diversité Biologique
CBTHA	Programme de Conservation de la Biodiversité par la Transhumance
CCUNCC	Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques
CFC	Chlorofluorocarbures
GCRAI	Groupe Consultatif Pour la Recherche Agricole
CITIES	Convention sur le Commerce International des Espèces de faune et de flore Sauvages menacées d'extinction
CND	Comité National de Décision
COP2	Deuxième Conférence des Partis

ECOSOC	Conseil Économique et Social des Nations Unies
FEM	Fonds pour l'Environnement Mondial
GATT	Accord Général sur les Tarifs Douaniers et le Commerce
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
ICFP	Programme de Financement international de la Conservation
ISEE	International Society for Ecological Economics
MATEE	Ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de l'Aménagement de l'espace
OCED	Organisation pour la Coopération Économique et le Développement
ODC	Substances Chimiques Appauvrissant la Couche d'Ozone
OI	Organisation Internationales
OMC	Organisation Mondiale du Commerce
OME	Organisation Mondiale de l'Environnement
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel
ORD	Organe de Règlement des Différends
OTC	Obstacles Techniques au Commerce
OVM	Organismes Vivants Modifiés

PAS	Politiques d'Ajustement Structurel
PED	Pays En Développement
PMF/FEM	Programme de Microfinancement du Fonds pour l'Environnement Mondial
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PNUE	Programme des Nations Unies en Environnement
SPS	Mesures Sanitaires et Phytosanitaires
UICN	Union Internationale pour la Conservation de la Nature
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture
UNOPS	Bureau des Nations Unies pour les Services d'Appui aux Projets
UPOV	Union internationale pour la Protection des Obtentions Végétales
WRI	Institut mondial de la recherche

RÉSUMÉ

Cette recherche se situe à l'intersection des sciences politiques et de la philosophie. Elle dresse une analyse sélective des principales dimensions éthiques et politiques du système de gouvernance environnementale et de son régime de conservation de la diversité biologique. L'hypothèse principale autour de laquelle s'est construite toute l'argumentation pose les rapports de force entre les acteurs de la gouvernance environnementale et les différentes conceptions éthiques de la conservation de la nature, de l'environnement et du développement, comme les éléments et variables structurant la hiérarchie et le mode de fonctionnement, vertical et horizontal, de la gouvernance environnementale. Autrement dit, les dynamiques du jeu des acteurs internationaux, dont les intérêts et les visions divergent, se reflètent dans la structure de la gouvernance environnementale, dans les accords et dans la problématique d'application des accords à l'échelle des États des AME (Accords Multilatéraux Environnementaux). La méthode choisie mêle analyse du discours et analyse systémique et elle sélectionne de manière instrumentaliste les contributions des principales théories des relations internationales à l'analyse de la gouvernance environnementale.

Notre démonstration se fait autour de trois niveaux d'analyse. D'abord, et c'est l'objet du premier chapitre, nous identifions les fondements théoriques et discursifs de la gouvernance environnementale depuis les années 1960, et montrons comment la Banque Mondiale est l'acteur central de cette gouvernance, tant au niveau de la production du discours qu'à celui de l'échiquier des négociations. Dans un second temps, nous démontrons, à travers l'analyse des concepts et textes constitutifs du régime de conservation de la diversité biologique, comment se traduisent ces rapports de force, notamment à travers la notion de ressource génétique. Enfin, à travers des études des fondements de l'idéologie moderne de la propriété et de l'histoire de la gestion des ressources naturelles, nous montrons qu'à l'inverse de ce que peut laisser entendre l'approche communautaire de la Banque Mondiale, ce sont les dynamiques et les visions globales qui vont structurer l'organisation locale et générer des formes de résistance.

Mots clefs : gouvernance environnementale, régime de conservation de la diversité biologique, biotechnologie, propriété, rapport de force, éthique.

INTRODUCTION

En 1987, paraissait le Rapport Brundtland sur la nécessité d'un développement durable, soit 20 ans après que l'UNESCO eut convoqué le Congrès constitutif de l'Union Internationale pour la Protection de la Nature. En 1972, la Conférence de Stockholm a initié la modernité de l'institutionnalisme environnemental, et le Sommet de la Terre de Rio de Janeiro en 1992 a posé les principes d'application de la durabilité dans le système international de l'aide au développement grâce aux trois principales conventions environnementales¹. Le 26 février 2008, une banque de semences mondiale, dont le but est de préserver la diversité agricole, est inaugurée en Norvège par le Prix Nobel de la paix 2004, Wangari Mathai. Ainsi, 30 ans après le rapport Brundtland, la hiérarchie institutionnelle environnementale est structurée par plus de 500 accords internationaux ainsi que de nombreux fonds, et le *développement durable* est devenu le fer de lance des politiques économiques à l'échelle des États et des institutions internationales.

Pourtant, le bilan environnemental ne suit pas la profusion de normes et de régimes ; les conséquences du réchauffement climatique ainsi que l'accélération de l'extinction des espèces animales et végétales deviennent une fatalité à laquelle les États tentent de se préparer. Les institutionnalistes néolibéraux du projet de gouvernance environnementale globale venant principalement de l'Université Yale² ainsi que de nombreux politologues québécois comme P. Le Prestre multiplient les publications en faveur de la création d'une Organisation Mondiale de l'Environnement (OME) ayant les mêmes pouvoirs contraignants que l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). Ils accusent le manque de volonté

¹ Jean-Paul Deléage. « Les étapes de la prise de conscience ». In *L'État du monde*, sous la dir. de Michel Beaud, Calliope Beaud et Mohamed Larbi Bouguerra, p.35. Paris : La Découverte, 1993.

² *The G project*. En ligne, <http://environmentalgovernance.org>; Yale University, *Yale Environmental Centre for Law and Policy*. En ligne, <http://envirocenter.research.yale.edu/>. Page consultée le 5 août 2009.

politique des États, qu'ils conçoivent comme restant les acteurs centraux de la mondialisation, et l'absence d'éléments régulateurs contraignants au sein de ce qu'ils appellent la Gouvernance Environnementale. Ils prônent aussi une internalisation du coût environnemental dans les stratégies économiques et vantent une coopération environnementale qui pallierait les effets néfastes du marché³. Les plus critiques accusent une mondialisation économique dominée par les grandes corporations. Ils définissent la gouvernance environnementale comme un véritable Nouvel Ordre Vert dont le discours reproduit les rapports commerciaux inégalitaires mondiaux et le néocolonialisme, et dénoncent les principes idéologiques et normatifs des régimes politiques de conservation, qu'ils qualifient de politiques de « cloche de verre » et d'expropriation.

Nous circonscrivons notre analyse à la période allant des années 1960 à aujourd'hui. La raison de ce choix est que, d'après nos recherches, l'acte fondateur de l'intégration des considérations environnementales à l'idéologie moderne du développement à l'échelle des institutions est le Rapport Pearson, élaboré à la demande du président de la Banque Mondiale en 1969. Ces textes seront analysés dans notre première partie comme étant les éléments fondateurs du discours environnementale moderne. La compréhension de la genèse du discours environnemental moderne est impérative pour comprendre la structure et les débats qui entourent les accords signés au Sommet de la Terre de Rio.

Ainsi, au niveau juridique, nous mettrons l'emphase sur les développements du droit de l'environnement après 1992. La raison de ce choix est que le Sommet de la Terre de Rio de Janeiro sur l'environnement et le développement, en 1992, constitue la concrétisation de 30 ans d'efforts internationaux pour ériger les fondations juridiques d'un régime environnemental mondial, qui englobera les initiatives déjà existantes, de même que des objectifs à atteindre à long terme.

³ Dave Toke, *Green Politics and Néoliberalism*, London, Macmillan Press, 2000, p. 61.

Cette année-là fut aussi celle de la création du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM), dont les prérogatives sont uniques et constituent une rupture dans la philosophie de l'aide au développement des années 1970 pour aller vers la notion de transfert de richesses et de technologies du Nord vers le Sud. Après 1992, les Accords Multilatéraux Environnementaux (AME) qui furent signés sont d'une importance considérable et ce, alors que le régime environnemental global prend de plus en plus d'ampleur. On notera la ratification tant attendue et controversée du Protocole de Carthagène sur la biosécurité ainsi que les négociations autour des Accords sur les Aspects des Droits de Propriété Intellectuelle qui touchent au Commerce (ADPIC). Face aux résistances – notamment en Inde mais aussi partout dans le monde – des peuples dits « autochtones », le Conseil général de l'ONU (Organisation des Nations Unies) adopta en 2006 une « Déclaration sur les droits des peuples autochtones⁴ » et le respect de leur savoir. Pendant les années 1990, c'est la fin des bilans sur la crise de la dette et l'avènement d'un nouveau discours de la Banque Mondiale sous l'égide du développement durable et de la lutte contre la pauvreté. Autrement dit, dans la période allant de 1992 à aujourd'hui, le ballet des acteurs de la gouvernance environnementale et les actions menées à l'échelle mondiale offrent la possibilité de dresser un exposé des rapports entre ces acteurs et de l'efficacité des régimes mis en place pour gérer la crise environnementale.

L'objectif de notre analyse s'inscrit dans la volonté d'une contribution à la science politique, et ce, non pas par le décodage du système complexe des négociations des accords, mais bien en dressant les éléments d'une critique comme réponse directe au discours dominant dans la gestion de l'environnement. C'est cette volonté critique qui justifie notre recours à une littérature diverse afin d'explorer un nouveau paradigme de la coopération en matière environnementale tenant compte des rapports de forces constitutifs de la gouvernance⁵. Le père de la théorie institutionnaliste néolibérale, Robert Keohane, définit les régimes en

⁴ Haut commissariat des droits de l'Homme, *Projet de déclaration des Nations Unies sur les Droits des peuples autochtones*, en ligne, [http://www.unhchr.ch/huridocda/huridoca.nsf/\(Symbol\)/E.CN.4.SUB.2.RES.1994.45.Fr?OpenDocument](http://www.unhchr.ch/huridocda/huridoca.nsf/(Symbol)/E.CN.4.SUB.2.RES.1994.45.Fr?OpenDocument). Page consultée le 28 avril 2008.

⁵ Robert O. Keohane, *After Hegemony : cooperation and discord in the World Political Economy*, Princeton University Press, 2005, p. 57.

l'absence d'hégémon sur la base de la maximisation des intérêts des États dans la coopération économique, comme l'ensemble des normes, des principes, des règles et de processus de décision, implicites ou explicites, autour desquels les aspirations et attentes des acteurs convergent, dans un champ donné des relations internationales⁶. Pour Susan Strange, les relations internationales ne peuvent être définies sans une réflexion sur la notion de pouvoir et de changement dans les déterminants de l'autorité de l'État face aux autres acteurs, notamment ceux du secteur privé. La coopération internationale en termes d'environnement ne viendrait-elle pas montrer que la prise en compte des inégalités de pouvoir dans les relations entre acteurs au sein de ces régimes est un élément nécessaire à toute réflexion sur la gouvernance mondiale⁷?

Toujours pour Susan Strange, la rationalité économique appliquée aux relations internationales ne permet pas d'identifier ni d'analyser les buts et fins des acteurs dans la coopération et les négociations. En effet, les objectifs et intérêts de ces derniers sont en étroite relation avec l'étendue de leur pouvoir. Pour cette auteure qui se réclame du réalisme classique en relations internationales, l'intégration de la notion de pouvoir à l'analyse du système international prive la rationalité économique néoclassique de toute légitimité empirique⁸. Dans notre première partie, nous ouvrirons le débat de la rationalité économique appliquée aux problématiques environnementales dans les conventions et les négociations.

De plus, bien que nous voulions dresser un portrait global de l'ensemble la gouvernance environnementale, nous choisissons de mettre l'emphase sur le régime de conservation de la diversité biologique et ses accords commerciaux connexes concernant la diversité agricole. Ce choix est guidé par des impératifs de synthèse mais aussi par le fait que nous considérons que les négociations et les intérêts divergents – face à la conservation de la diversité

⁶ *Idem.*

⁷ Susan Strange, *The Retreat of the State: The Diffusion of Power in the World Economy*, Ithaca, Cornell University Press, 1996, p 21.

⁸ *Ibid.*, p. 21-25.

biologique – sont les éléments les plus révélateurs des rapports de force existant au sein de la gouvernance environnementale ainsi que dans la mondialisation néolibérale.

La question éthique et politique de la gestion de l'environnement est donc un grand défi pour la discipline des Sciences Politiques et des Relations Internationales. En effet, lorsque l'on s'intéresse aux questions d'économie politique de la mondialisation et du développement ainsi qu'aux fondements de la coopération internationale, la problématique de la gestion de l'environnement à l'échelle globale s'impose d'elle-même. Longtemps occulté, ou simplement considéré par les intellectuels du développement en termes de ressources ou de potentiel économique, l'environnement devient un aspect central de l'analyse de la mondialisation, un champ d'études important du politique et des sciences humaines. Le présent projet de mémoire répond donc à une volonté d'appréhender l'étude des relations internationales et du développement à travers l'utilisation de la problématique écologique comme prisme d'analyse des enjeux de la mondialisation.

Le but de notre travail est de mettre en évidence les divergences présentes à la fois dans la structure atomisée de la gouvernance environnementale ainsi que dans ses textes, et de pouvoir montrer comment ceux-ci reflètent différents rapports de force au sein des luttes qui ont lieu dans les différentes négociations. Comme nous l'avons déjà affirmé, pour comprendre les fondements de la gouvernance environnementale, nous pensons qu'il est impératif de recourir à une lecture pluridisciplinaire qui entraîne l'examen des présupposés idéels et discursifs de la gouvernance. Ces derniers sont, ainsi, révélateurs d'un débat politique éthique et juridique sur le rapport de l'Homme à son milieu, débat qui resurgit dans les stratégies de résistance à la mondialisation des communautés autochtones.

L'éthique relève de la dimension pratique de l'existence humaine, et elle peut être assimilée à la morale ou simplement à une réflexion sur notre manière de vivre, d'appréhender le politique, le social, ou ce qui nous concerne ici : la science et l'environnement⁹. Pour

⁹ André Duhamel, Noureddine Mouelhi et Syliane Charles, *Éthique, histoire, politique, application*, Boucherville, Gaëtan Morin, 2001, p.33.

Monique Canto-Sperber, la définition du champ de l'éthique est plus complexe et problématique car elle englobe deux dimensions par rapport aux normes et à la morale, et donc par rapport à l'action et aux institutions issues de ces normes. De prime abord, l'éthique fondamentale antérieure pointe vers l'enracinement des normes dans la vie et le désir, et l'éthique postérieure vise à insérer ces normes dans la vie concrète et intègre une réflexion sur les normes issues des institutions¹⁰. L'éthique fondamentale dont rend compte Kant, à travers le concept d'éthique déontologique, est axée sur le devoir pris dans les expériences morales communes, qui peut être tenues pour obligatoires et qui se traduiront en maximes universelles. Alors, dans l'optique de la lettre morale kantienne, les normes s'adressent à un sujet capable de se projeter dans une symbolique pratique. Mais selon Canto-Sperber, la critique de la raison pratique de Kant n'élimine pas la subjectivité du sujet dans ce qu'il va considérer être un devoir moral issu de normes tenues pour universelles. Toujours selon la philosophe, c'est l'éthique postérieure, autrement appelée fondamentale, qui considère la morale et les normes (institutionnelles) non plus comme un champ de référence de l'agir du sujet, mais bien comme la « structure de transition qui guide le transfert de l'éthique fondamentale en direction des éthiques appliquées et qui lui donne une visibilité au plan (...) » de la pratique¹¹. C'est dans ce deuxième champ que s'inscrivent la bioéthique et l'éthique de l'environnement, reposant sur une forte base critique du lien entre les normes et la pratique, les institutions et la société, pour proposer un comportement nouveau de l'être humain envers la nature. Pour le philosophe Hans Jonas, c'est à partir d'une réflexion sur la transformation de l'essence de l'agir humain par la technique moderne que l'auteur démontre que la morale déontologique kantienne ne rendrait plus compte de l'étendue du pouvoir de l'homme et requerrait une nouvelle analyse de la valeur de l'agir humain et le développement de l'éthique appliquée¹². C'est à travers ce débat/dialogue entre les différentes disciplines et l'éthique appliquée que se situera notre analyse.

¹⁰ Monique Canto-Sperber (dir.), « Éthique : de la morale à l'éthique et aux éthiques », Dictionnaire d'éthique et de philosophie morale Tome 2, Paris : PUF, 1996, p 688-695.

¹¹ *Ibid.*, p. 691.

¹² Hans Jonas, *Le principe de responsabilité : une éthique pour la civilisation technologique*, Paris : Les éditions du cerf, 1990, p 23-26.

De ce fait, la présente recherche vise à répondre à la question suivante : comment les rapports de force entre les acteurs de la gouvernance environnementale et les différentes conceptions éthiques de la conservation de la nature, de l'environnement et du développement, ont-ils structuré la hiérarchie et le mode de fonctionnement, vertical et horizontal, de la gouvernance environnementale? Autrement dit, comment les dynamiques du jeu des acteurs internationaux, dont les intérêts, les moyens et les visions divergent, se reflètent-elles dans la structure de la gouvernance environnementale, dans les accords, et dans la problématique d'application des accords à l'échelle des États?

L'hypothèse principale sur laquelle nous fonderons toute notre argumentation s'intègre dans la sociologie politique de Bourdieu que celui-ci résume comme suit :

(...) Le discours néolibéral n'est pas un discours comme les autres. (...) c'est un discours fort (...) parce qu'il a pour lui toutes les forces d'un monde de rapports de force qu'il contribue à faire tel qu'il est, notamment en orientant les choix économiques de ceux qui dominent les rapports économiques en ajoutant ainsi sa propre force. (...) le programme néolibéral tend globalement à favoriser la coupure entre l'économie et les réalités sociales, et à construire ainsi, dans la réalité un système économique conforme à la description théorique, c'est-à-dire une sorte de machine logique, qui se présente comme une chaîne de contraintes entraînant les agents économiques.¹³

Comme le montre Michel Foucault, le discours et sa production sont fortement liés au désir et au pouvoir. Celui-ci va même jusqu'à affirmer que « le discours, ce n'est pas seulement ce qui traduit les luttes ou les systèmes de domination, mais ce pourquoi et par quoi on lutte (...) »¹⁴. Le discours environnemental moderne autour duquel se structure la gouvernance environnementale n'est donc pas neutre : il est, pour paraphraser Foucault, lié à l'exercice du

¹³ Pierre Bourdieu, « Le néolibéralisme, utopie (en voie de réalisation) d'une exploitation sans limites ». Chap. in *Contre-feux, Propos pour servir à la résistance contre l'invasion néolibérale*, p. 108-109. Paris : Éditions Raisons d'agir, 1998.

¹⁴ Michel Foucault, *L'ordre du discours*, Paris : Gallimard, 1971, p. 17.

pouvoir, et les pratiques économiques qui y sont liées cherchent à se rationaliser en morale et discours de vérité¹⁵.

De ce fait, notre démonstration sera organisée de la manière suivante. Dans notre premier chapitre, nous dresserons un inventaire des fondements discursifs et idéologiques de la gouvernance environnementale, et nous mettrons aussi en évidence comment la hiérarchie – à savoir la domination idéologique, structurelle et financière de la Banque Mondiale – découle directement des enjeux que celui-ci a instigué. Dans notre second chapitre, nous mettrons en application les éléments identifiés dans notre première partie pour analyser les enjeux que représente le régime de conservation de la diversité biologique. Dans notre troisième partie, à l'aide d'un détour par l'analyse de la propriété dans la pensée moderne et des dynamiques de l'extraction des ressources naturelles à travers l'histoire, nous montrerons comment le discours environnemental moderne promu par les institutions structure le mode de gestion de l'environnement au niveau local. Nous utiliserons pour cela une étude de cas de projet de conservation de l'environnement dont les informations ont été recueillies dans le cadre d'un stage en gestion de projets ruraux.

¹⁵ *Ibid.*, p. 11-23.

CHAPITRE I

LA GOUVERNANCE ENVIRONNEMENTALE : STRUCTURE ET FONDEMENTS

Le Prométhée définitivement déchaîné, auquel la science confère des forces
jamais encore connues et l'économie son impulsion effrénée,
réclame une éthique qui, par des entraves librement consenties,
empêche le pouvoir de l'homme de devenir une malédiction pour lui.

Hans Jonas, *Le principe de responsabilité*.

1.1 L'école des *environmental economics* : la construction théorique des problèmes environnementaux

Si la Conférence de Rio a posé les bases juridiques du régime environnemental moderne, sa constitution a suivi une évolution complexe depuis les années 1960. L'analyse de ce que nous considérons être les principaux textes du discours environnemental moderne (résumés dans le Tableau 1.1) ainsi qu'un important travail de recherche recouvrant les cinquante dernières années permettent de mettre en évidence l'important lien qui a existé entre différents courants académiques, centres de recherche universitaires, États et institutions internationales. Dès lors, notre premier exposé de la gouvernance environnementale part de l'hypothèse suivante : l'histoire des régimes environnementaux, de même que les thèses, études, concepts et approches ayant été à l'origine du régime environnemental tel que nous le connaissons aujourd'hui, puise ses sources dans deux principaux courants des sciences politiques et économiques : le paradigme institutionnaliste néolibéral de la coopération internationale, et le paradigme économique néoclassique de l'école des *environmental economics*.

Il est important de s'attarder quelque peu sur les fondements de ces théories afin de mieux comprendre les virages théoriques opérés par les grandes institutions internationales ce dernier quart de siècle ainsi que les défis d'application à l'échelle nationale des politiques environnementales. En effet, nous savons, d'une part, que ces théories sont représentées par des acteurs impliqués dans la gestion mondiale de l'environnement et, d'autre part, qu'elles représentent les visions dominantes en sciences politiques de l'environnement.

1.1.1 La constitution du discours environnemental moderne

Selon David Toke, le discours environnemental moderne contient trois principaux éléments : l'incapacité du mode de production issu de la révolution industrielle à considérer sérieusement l'environnement, la notion d'activité humaine qui menace l'environnement et, enfin, le concept de durabilité (« sustainability »)¹⁶. Ces éléments constituent les fondements ontologiques sur lesquels s'est fondée toute la hiérarchie des institutions et des accords engagés dans l'écologie politique et le développement durable, qui s'est développée au cours du dernier quart de siècle. Tout au long des pages qui suivront, nous montrerons comment ils se sont traduits dans les normes environnementales, les traités, les groupes de recherches, et surtout comment ils furent intégrés à l'économie mondiale et au libre-échange.

L'émergence des concepts centraux autour desquels s'est construite toute la hiérarchie institutionnelle environnementale comporterait quatre actes fondateurs principaux, qui sont les quatre documents de travail illustrés dans le tableau ci-après. C'est après le retour à ces textes que nous pourrions comprendre le fonctionnement de la coopération environnementale depuis 1992.

¹⁶ Dave Toke, *op. cit.*

Tableau 1.1 Les fondements théoriques de la gouvernance environnementale

Date	Rapport	Auteur et contexte
1969	Report Pearson	Lester B. Pearson, élaboré à la demande du Président de la Banque Mondiale Robert MacNamara, dans un contexte de bilan de la première décennie du développement amorcée en 1961.
1970	Halte à la croissance	Par Denis Meadows, Rapport demandé à une équipe du Massachusetts Institute of Technology par le Club de Rome.
1987	Le Rapport Brundtland : Our Common Future	La ministre Gro Harlem Brundtland, pour la Conférence des Nations Unies sur l'Homme et son milieu
1989	Blueprint for a Green Economy	David W. Pearce au gouvernement britannique

Ces documents furent élaborés à l'intention de certains gouvernements, aux institutions internationales du développement, et ont contribué à façonner le discours environnemental moderne. À travers la présentation des principales caractéristiques de ces documents, nous pouvons noter l'évolution des éléments discursifs entre le plaidoyer malthusien de la croissance zéro du Club de Rome, le paradigme de développement durable et le plaidoyer de David W. Pearce¹⁷ pour la création d'un marché des biens et services environnementaux. Dans le but d'expliquer cette évolution, nous examinerons l'école des *environmental economics* ainsi que le contexte d'application de ce nouvel économisme par la Banque Mondiale.

¹⁷ Le professeur David W. Pearce a été professeur au département d'économie à l'University College London (UCL). Il a été un pionnier de l'école des *environmental economics*, à laquelle il a dédié sa série « Blueprint for a Green Economy Series ». Au cours de sa carrière, il a été conseiller en chef pour l'environnement auprès des secrétaires d'État britanniques entre 1989 et 1992. Il a également fourni des conseils à un certain nombre de grandes entreprises. Il fut auteur principal de la convocation du Groupe intergouvernemental sur les changements climatiques. Il a été co-directeur du Centre de Recherche en Économie de l'Environnement (CSERGE) à partir de 1991-2001. En 1989, il a été nommé dans le Global 500 Roll of Honour pour ses services à l'environnement mondial par le Programme des Nations Unies pour l'Environnement. David W. Pearce est mort en septembre 2005.

1.1.1.1 L'école des *environmental economics* et la construction théorique des problèmes environnementaux

Depuis sa création, l'OCDE (l'Organisation pour la Coopération Économique et le Développement) est progressivement devenue, pour ses pays membres¹⁸, la référence en termes d'outils de mesure économiques de performances et d'innovations. Les travaux opérés depuis les quarante dernières années ont été entrepris avec la collaboration des pays et de leurs experts ; ils s'appuient sur un nouvel économisme, avec la prise en compte de nouveaux agrégats de performance. En effet, l'évaluation de la croissance est fondée sur le développement de la recherche et la commercialisation des nouvelles technologies¹⁹, l'intégration des institutions internationales et des externalités du marché – ici l'environnement. David W. Pearce, auteur du premier ouvrage traitant des *environmental economics*, a très étroitement collaboré avec l'OCDE en tant qu'économiste. Dès lors, nous pouvons lire sur le site des données statistiques de l'OCDE la définition suivante du concept des *environmental economics* :

A characterisation of the economic contribution and environmental burden by industry. Economic contribution is the contribution an industry makes to GDP (Gross Domestic Product) employment and environmental burden may be represented as the percent of emissions or residuals or use of material and energy over the total.²⁰

Les politiques des institutions internationales, le plaidoyer économique de David Pearce et les politiques des États sont incontestablement marqués par la rationalité économique du paradigme néoclassique. La raison pour laquelle nous tenons à nous attarder sur la description du courant des *environmental economics studies* avant de présenter les fondements des principes économiques environnementaux de la Banque Mondiale est la volonté de mettre en

¹⁸ Benoît Godin, *The New Economy: What the Concept Owes to the OECD*, en ligne, http://www.csiic.ca/PDF/Godin_21.pdf. Page consultée le 26 octobre 2009, p.5.

¹⁹ *Ibid.*, p.7.

²⁰ OCDE, *Glossary of Statistical Terms*, en ligne: <http://stats.oecd.org/glossary/detail.asp?ID=6423>. Page consultée le 26 octobre 2009.

relief leurs présupposés idéologiques et leur complémentarité avec les politiques environnementales financées dans le cadre de l'aide au développement. Autrement dit, et c'est l'objet de notre recherche, le discours environnemental moderne est une vision du monde empreinte des rapports de force et débats desquels il est directement issu : la gestion globale de l'environnement au sein d'une mondialisation néolibérale. Les tenants de l'écopolitique internationale datent la politisation de l'écologie au Rapport Brundtland (1987). Cependant, d'après nos recherches, l'émergence du nouveau discours environnemental moderne est inséparable des nombreuses réflexions sur l'échec des modèles de développement postcoloniaux ; par ailleurs, les premières réflexions suivent la fin des années 1950 (Tableau 1.1).

De ce fait, les recherches et outils que nous présenterons tout au long de cette partie s'appuient sur une vision normative des solutions à la crise environnementale et ce, à travers trois présupposés constamment remis à l'ordre du jour lors des grandes rencontres de l'environnement et du développement. Cette vision comprend donc essentiellement trois éléments qui caractérisent la bureaucratie internationale du développement. Et comme nous l'avons vu, ce discours est axé autour de la nouvelle priorité affirmée par la Banque Mondiale : la pauvreté²¹.

Dans un premier temps, nous notons donc **l'affirmation de la supériorité des experts et la promotion du rationalisme administratif** de la bureaucratie des organisations internationales, qui, dans un aspect plus philosophique, rappelle la croyance en le pouvoir de l'esprit humain pour connaître et agir sur la réalité, de même qu'en les possibilités du droit comme fondements d'organisation rationnelle des sociétés humaines. Il s'agit aussi de l'affirmation selon laquelle les sciences économiques sont libérées de tout système de valeurs²².

²¹ Martha Finnemore, *National Interests in International Society*, London, Cornell University Press, 1996, p. 95-97.

²² Ozay Mehmet, *Westernizing the Third World: The Eurocentricity of Economic Development Theories*, London: Routledge, 1999, p. 1-5.

Ensuite la promotion de l'**économie de marché** que l'on retrouve dans l'Agenda 21 puis dans le texte des Objectifs du millénaire se traduit dans le discours environnemental moderne, par une phraséologie sur l'importance de la poursuite du développement économique et de l'intégration dans l'économie mondiale des pays du tiers monde. Il est ainsi rappelé que seuls l'économie de marché, la croissance et le développement des avantages comparatifs de chaque pays sont non seulement capables de ramener un équilibre budgétaire satisfaisant, mais aussi de parer à la crise écologique²³.

L'approche participative, quant à elle, s'est développée depuis les années 1970, et c'est l'une des assises théoriques de la participation des communautés au niveau local pour le développement durable, comme nous le verrons en détail dans notre étude de cas²⁴.

Nous occulterons l'exposé des présupposés normatifs empiriques de l'économie néoclassique pour seulement nous attarder sur la version environnementale de celle-ci. L'implication de l'école des *environmental economics* dans les théories des institutions internationales de l'environnement est incontestable, comme l'atteste la conférence organisée par l'ISEE (International Society for Ecological Economics²⁵) à Nairobi en août 2008. En effet, comme son intitulé l'indique, cette conférence porte sur « La réconciliation de l'économie néolibérale avec la gestion de l'environnement²⁶ ».

²³ *Ibid.*, p. 7.

²⁴ Frédéric Lapeyre, Isabel Yopez, « Le processus participatif dans les documents stratégiques de réduction de la pauvreté » In Géraldine Froger (dir.), *Quels acteurs pour le développement?* Paris : Karthala, 2005, p 35.

²⁵ Dans notre recherche, nous occulterons volontairement l'explication des principes de l'école des *ecological economics* pour préciser seulement qu'elle a précédé l'avènement des *environmental economics* et qu'elle a été abandonnée au profit des nouveaux paradigmes élaborés par David W. Pearce.

²⁶ Voir à ce titre le site des Ecological Economics, *ISEE 2008 Nairobi*, en ligne, <http://www.ecoeco.org/conference08/home.php>. Page consultée le 22 août 2008.

1.1.1.2 L'émergence d'un nouvel ékonomisme dans un contexte international marqué par les conflits sociaux

Le premier acte de publication de ce qui devint plus tard le manifeste de l'école des *environmental economics*²⁷ est un rapport publié par David W. Pearce en 1989, intitulé *Blueprint for a Green Economy*. Il fut demandé par ce qui était à l'époque le *United Kingdom Department of Environment* (Tableau 1.1). L'objectif était de compléter le Rapport Brundtland avec l'élaboration d'une vision économique de la gestion de l'environnement en termes de coûts-bénéfices, l'élaboration de mesures quantitatives du concept de *développement durable* et l'évaluation de sa faisabilité pratique²⁸. Cela se voulait aussi être une réponse au rapport du *Club de Rome*. En effet, l'objectif était de montrer, d'une part, que la dégradation de l'environnement vient d'une incapacité du marché à intégrer les coûts environnementaux et, d'autre part, que la crise écologique pouvait être surmontée en encourageant la création d'un marché de biens et de services environnementaux. Ce fut aussi une réponse aux nombreuses contestations de la part de la société civile quant aux conséquences environnementales et sociales des politiques d'ajustement structurel (PAS) des années 1980.

Conflicts and confrontation became the battle cry for those groups seeking to protect the environment as they set out to block market forces whenever possible [...]. The change in attitude has been triggered by a recognition that this former adversary, the market, can be turned into a powerful ally. In contrast to the traditional regulatory approach which makes mandatory particular forms of behaviour or specific technological choices, the economic incentive approach allows more flexibility in how the environment goal is reached.²⁹

²⁷ L'école des *ecological economics* a précédé celle des *environmental economics*. Nous occultons volontairement la présentation du passage de la première à la seconde.

²⁸ David W. Pearce, Anil Markandya et Edward Barbier, « Introduction », *Blueprint for a Green Economy*, London, Earthscan, 1989, p.10-17.

²⁹ Tom H. Tietenberg. « Economic Instruments for Environmental Regulation ». In *Economics of the Environment: Selected Readings*, sous la dir. de Robert N. Stavins, p.279, New York, NY: Harvard University, 2005.

Les études des *environmental economics* constituent donc une adaptation des principes économiques néoclassiques à un contexte spécifique d'émergence de préoccupations environnementales. Ainsi, l'économie est-elle considérée comme un univers en soi existant indépendamment des institutions sociales mais pouvant être affecté par ces dernières. Les notions d'équilibre dans la croissance, de coordination par les prix et les contrats en représentent les bases. L'économie de marché peut favoriser la protection de l'environnement si cette dernière est encouragée par des incitatifs économiques (comme l'exemple de l'écotourisme). En 1972, l'OCDE a adopté le principe de « pollueur payeur », qui fut le premier acte institutionnel d'adaptation des principes d'internalisation des effets externes du marché et de régulation de l'environnement par l'économie de marché, adaptation n'affectant ni le commerce international ni l'investissement³⁰.

Dans son rapport, Lester B. Pearson dresse un bilan des plus dramatiques à Robert McNamara. À l'aube des années 1970, les pays du tiers monde auraient déjà cumulé une dette totale de 50 milliards de dollars. Le service de la dette augmenterait de 17% par an. Les pays riches qui, dans les années 1970, concentrent à peu près 34% de la population, cumulent 90% des PNB du monde³¹. Le plaidoyer du Club de Rome ainsi que Lester B. Pearson félicitent un taux de croissance des pays du tiers monde de 5 à 6%. Mais de tels chiffres cachent des disparités régionales croissantes dans les pays moins développés, l'augmentation de la pauvreté et l'échec de nombreux plans économiques, notamment au niveau de l'industrialisation de l'agriculture. Néanmoins, pour les pays asiatiques, l'industrialisation de l'agriculture a généré des augmentations de production du riz supérieures à 40% de 1960 à 1968 (Inde, Philippines, Indonésie, Cambodge) ; mais comme le rappelle la Commission d'Étude sur le Développement International de 1970, cela s'est fait au prix de destruction de sites naturels, (exploitation excessive des terres arables, pollution, grands barrages), suivi par

³⁰ Joseph Di Mento, *The Global Environment and International Law*, Austin, TX, University of Texas Press, 2003, p.7.

³¹ Lester B. Pearson, *The Crisis of Development*, published for the Council on Foreign Relations, New York/Washington/London, Praeger Publishers, 1969, p.3-28.

le déplacements de population, et ce sans résorber la malnutrition, qui persiste à cette époque et atteint plus de la moitié de la population mondiale³².

Ainsi, selon notre hypothèse foucaldienne qui fait le lien entre discours et exercice du pouvoir, il est possible de voir l'avènement des *environmental economics* comme outil de modélisation du développement durable, et comme le résultat des contestations suite aux crises des premières décennies du développement. En effet, selon Ozay Mehmet, mais aussi Bruce Rich³³ et Michael Goldman³⁴, les premières décennies du développement se sont soldées pour les pays du tiers monde, par un important déficit public, et une balance commerciale négative, mais plus encore en une crise culturelle et écologique amenée par les privatisations des services publics et les grands travaux. L'argument principal étayant notre thèse sur les rapports de forces et de domination au sein de la gouvernance est que, au-delà du fait de générer des inégalités, le système néolibéral de la gouvernance environnementale n'intègre pas les cultures ni les modes de vie des populations. Il est posé comme seul vecteur de progrès.

L'allocation de prêts aux pays nouvellement indépendants s'est faite sous l'égide du développement possible par rattrapage, axé sur la croissance économique. Les prêts alloués par McNamara au cours des années 1970 concernait pour les deux tiers de grands projets de barrages. L'exemple le plus significatif est la déportation forcée du peuple des Nambicuaras de leur terre natale, la Vallée de Guaporé, par le gouvernement brésilien en 1968, à des fins de construction d'un barrage hydro-électrique et d'exploitation des mines par la compagnie minière américaine Tordon³⁵. Cela s'est passé dans le cadre d'un Programme de

³² Donella Meadows, Dennis Meadows, Jorgen Randers et William Behrens, *Halte à la croissance! Rapport sur les limites de la croissance*, Paris, Éditions Fayard, 1973, p.180-185. L'édition originale en anglais fut publiée en 1970 sous le titre *The limith Of Growth*.

³³ Bruce Rich, *Mortgaging the Earth: The World Bank, Environmental Impoverishment, and the Crisis of Development*, Boston, MASS, Beacon Press, 1995, p.39.

³⁴ Goldman, Michael, *Imperial Nature: The World Bank and Struggles for Social Justice in the Age of Globalization*. New Haven and London: Yale University Press, 2005.

³⁵ Rich, *op. cit.*, p. 40-43.

développement de la zone entourant l'Amazonie, monté et financé par la Banque Mondiale. Si l'on décomptait plus de vingt mille autochtones de cette vallée au début du siècle, il n'en reste plus que 650. La terre peu fertile sur laquelle ils furent relocalisés causa des famines ; ajoutons à cela les nombreuses maladies engendrées par les défoliants toxiques utilisés pour laver les minéraux et déversés sans contrôle dans les rivières. Bruce Rich et Michael Goldman multiplient les exemples comme celui-ci. Ainsi, au Cambodge, la délocalisation forcée de ruraux poussés à l'exode vers les villes fut en lien avec l'apparition de bidonvilles et l'augmentation de la prostitution³⁶. Ce sont l'activisme et le mécontentement populaire des peuples autochtones qu'il est intéressant de noter. L'extermination des Nambiquidia attira l'attention d'experts de la Croix-Rouge, auxquels se joignirent des associations de peuples autochtones³⁷. Au début des années 1970, se créait le premier réseau global d'altermondialistes, porté par un contexte de naissance de l'activisme environnemental dans les pays du Nord, mais aussi par la multiplication des dictatures militaires en Amérique latine. Ce réseau était sous la commande de Chico Mendes, environnementaliste sud-américain résidant à Washington et comprenait notamment Steve Schwartzman, président de l'ONG *The Environmental Defense Fund*. Michael Goldman et Bruce Rich émettent l'hypothèse selon laquelle la contestation et les résistances à travers le monde ont influencé l'élaboration du nouveau discours de la Banque Mondiale et ses objectifs de lutte contre la pauvreté puis de développement durable³⁸. La notion de respect des cultures et des peuples ainsi que le rappel de l'importance de leur participation et de leur savoir sont depuis 1992 dans tous les accords touchant au développement. Un régime de protection des droits des peuples autochtones s'est donc mis en place sous l'égide de la protection des cultures et de la participation (cela sera développé au paragraphe 2.1.3.4 dans le chapitre suivant).

³⁶ Goldman, *op. cit.*, p. 95.

³⁷ Rich, *op. cit.*, p. 43.

³⁸ *Ibid.*, p 48.

1.1.2 Les fondements de l'école des *environmental economics*

Pour les *environmental economics studies*, les problèmes environnementaux comme l'extinction des espèces végétales, l'émission de gaz à effet de serre ou les cas de pollution locale, sont perçus comme des *externalités du marché*. Le Rapport Pierce recommande que les considérations environnementales soient intégrées aux politiques économiques à tous les niveaux comme un facteur essentiel au bien-être des individus³⁹. Le principe d'équité intergénérationnelle, qui est l'un des fondements du Rapport Brundtland, a dû être adapté aux études des *environmental economics*, de même qu'il a contraint le modèle économique néoclassique à se projeter dans une vision à long terme. « The inability of orthodox economists to cope with green issues has given a rise to ecological economics, which is the study of the compatibility between the human economy and ecosystems over the long term⁴⁰. » Ces économistes ont donc défini là une économie du développement durable comme « an economy that takes what we know about our biophysical circumstances and about man psychology seriously, which standard neoclassical economics, including sub-disciplines of environmental and resource economics⁴¹ ».

Dès lors, comme le souligne David W. Pearce, une interaction réciproque entre l'environnement et les sciences économiques est nécessaire à l'élaboration de toute politique⁴². Afin de parachever cette interaction, qui concerne non seulement les effets de l'économie sur l'environnement mais aussi ceux de l'environnement sur l'économie, l'école des *environmental economics* prône l'évaluation du coût de l'environnement ainsi que des coûts et bénéfices des « politiques d'anticipation⁴³ ». La notion de politique d'anticipation symbolise pour David W. Pearce une projection futuriste ou à long terme de l'économie néoclassique, dont les principales prérogatives sont enclavées dans les court et moyen termes.

³⁹ David W. Pearce, Anil Markandya et Edward Barbier, *op. cit.*, p. xv.

⁴⁰ John Barry, *Environment and Social Theory*, New York: Routledge, 2002, p.228.

⁴¹ *Ibid.*, p.229.

⁴² *Ibid.*, p.4.

⁴³ En anglais dans le texte: « costs and benefits of anticipatory policy », *ibid.*, p.5.

It recognizes that the economy is not only a sub-system within a wider ecological system, but also operates within an, and is influenced by, a wider political and cultural context. This systems methodological approach to the study of the human economy is something which distinguishes ecological economics from neoclassical economics, [...] integrates social and natural science but also recognises and acknowledges normative and ethical as well as political character of the economy and economic decision making.⁴⁴

Afin de donner une valeur économique à la nature, celle-ci est donc divisée en une somme de biens et services, qui sont ainsi incorporés non seulement aux cycles de consommation mais aussi aux comportements rationnels des individus⁴⁵. Lorsque nous observons toute l'architecture des accords internationaux de protection de l'environnement, nous notons une stratification des types de considérations environnementales – émissions de gaz à effet de serre, biodiversité, changement climatique, zones humides, zones territoriales. Ces considérations sont toutes des parcellisations issues de l'économisme positiviste, à des fins d'optimisation des espaces et ce, soit en régulant la conservation soit en supervisant sa gestion durable⁴⁶. Nous ne ferons pas d'évaluations critiques des implications éthiques d'une telle approche avant notre troisième chapitre car notre intérêt, ici, est de présenter les fondements théoriques du discours environnemental moderne et des politiques qui l'accompagnent.

⁴⁴ *Ibid.*, p.231.

⁴⁵ Selon Dryzecks, le paradigme économique des *environmental economics studies* inaugure le passage de l'unité de référence *Homo æconomicus* à celle appelée *Homo æcologicus*.

⁴⁶ Maria Ivanova, David Gordon et Jennifer Roy. « Towards Institutional Symbiosis: Business and the United Nations in Environmental Governance », *Review of European Community and International Environmental Law*, vol. 16, no 2 (2007), p.126.

Tableau 1.2 Organisations internationales, traités et secrétariats impliqués dans l'environnement

TABLE 2 INTERNATIONAL ORGANIZATIONS AND TREATY SECRETARIATS ACTIVE IN ENVIRONMENTAL ISSUES

INTERNATIONAL ORGANIZATIONS AND MAJOR TREATY SECRETARIATS ⁴⁷	AGRICULTURE	AIR POLLUTION	BIODIVERSITY	CHEMICALS	CLIMATE CHANGE	DESERTIFICATION	ENERGY	FISHERIES	FORESTS	INVASIVE SPECIES	TRADE IN ENDANGERED SPECIES	WATER
	UNCCD CSD ECA FAO IFAD ILO ITC ITU IUCN OCHA OSS UNCTAD UNDP UNEP World Bank WTO	CSD ECE ECLAC ESCAP ESCWA GEF ICAO ILO OECD OHCHR UNEP UN-HABITAT WHO World Bank WMO	Cartagena Protocol CBD CITES CMS Ramsar ECA ECLAC ESCAP ESCWA FAO GEF IUCN UNEP UN-HABITAT UNESCO UNHCR UNICEF UNIDO UNITAR UPU WFP WHO WMO WTO	CSD ECE FAO GEF IAEA IFAD ILO IMO OECD OHCHR SBC UNCTAD UNDP UNEP UNESCO UN-HABITAT UNHCR UNICEF UNIDO UNITAR UPU WFP WHO WMO WTO	CBD CSD ESCAP ESCWA GEF ICAO IEA IPCC ISDR OECD UNCTAD UNDP UNEP UNESCO UNFCCC UNITAR WHO WMO World Bank WTO	CBD CSD UNCCD ECA ESCAP FAO GEF IFAD ISDR ITU OECD OCHA UNDP UNEP	CSD ECLAC GEF IAEA IEA UNEP ITLOS UPU World Bank WTO	CBD CITES CSD FAO FAO ILO IMO ITTO ITLOS IUCN UNEP WTO	CBD FAO GEF GISP IMO IUCN UNEP WTO	CBD CITES Interpol IUCN UNEP	CBD CSD Ramsar ECA ECE ESCAP ESCWA GEF IMO ITU UNDP UNEP UNESCO UNFPA UNICEF UNU WHO WMO World Bank WWC	

Source⁴⁷ : Ivanova *et al.*, 2007.

1.1.3 La Banque Mondiale et les *environmental economics*

Nous examinerons en premier lieu comment la Banque Mondiale est devenue la pierre angulaire de l'application et du financement des trois principaux accords de la gouvernance environnementale, à savoir les Conventions du Sommet de la Terre de Rio de Janeiro en

⁴⁷ *Ibid.*, p.128.

1992. L'intérêt de se fonder sur des auteurs institutionnalistes néolibéraux réside dans la possibilité de comprendre l'essence du discours et des réformes promues par celui-ci, de même que la mesure de l'efficacité des régimes existants comme éléments de coordination de l'action collective.

Dans les années 1990, la Banque Mondiale a fait du développement durable le fer de lance de ses politiques de développement. Elle a ainsi multiplié les forums économiques pour atteindre deux buts : d'une part, préparer la Conférence de Rio ; d'autre part, adapter ses organes de financement afin de rester l'institution financière dominante dans la gestion globale de l'environnement et des transferts de liquidités nécessaires à l'application des conventions, sur le même modèle que celui de l'aide au développement⁴⁸. Les études des *environmental economics* deviennent donc la base sur laquelle se sont construits tous les projets de la Banque Mondiale. Nous avons recensé principalement deux auteurs, M. Munasinghe et J. Pizzey⁴⁹, à l'origine de la plupart des outils de mesure et d'évaluation ainsi que des concepts d'applications verticale et horizontale du développement durable comme principe mondial d'un développement compatible avec la préservation de la nature. Quelques jours après Rio, s'est tenue une conférence internationale intitulée International Conference on the Definition and Measurement of Sustainability: the Biophysical Foundations⁵⁰, visant la définition et la mesure de la durabilité. Lors de cette conférence, plusieurs économistes qui travaillent étroitement avec les institutions internationales jusqu'à aujourd'hui encore se sont réunis – parmi lesquels David W. Pearce, C. Constantza et Mohan Munasinghe. Ils avaient alors pour but de définir et de mesurer la durabilité, autrement dit, de produire des outils d'application des trois grandes Conventions de Rio de Janeiro et de l'Agenda 21. Cette démarche était

⁴⁸ Zoe Young, *The New Green Order : The World Bank and the Politics of the Global Environmental Facility*, London, Pluto Press, 2002, p.28.

⁴⁹ Mohan Munasinghe est le chef de la division Politique et Recherche dans le département Environnement de la Banque Mondiale. Quant à John Pizzey, il est consultant pour le même département et aussi maître de conférence au département des sciences économiques de l'Université de Bristol en Grande-Bretagne.

⁵⁰ The World Bank, *Environment and Social Development Unit*, en ligne, http://www.worldbank.org/external/default/main?pagePK=64193027&piPK=64187937&theSitePK=523679&menuPK=64187510&searchMenuPK=64187283&siteName=WDS&entityID=000009265_3961219103404. Page consultée le 23 septembre 2008.

principalement à l'intention des pays du Sud tributaires de l'aide au développement et des transferts financiers visant l'application des conventions. Comme indiqué dans les préfaces des World Bank Environmental Papers, l'adoption du développement durable constitue un virage théorique et conceptuel motivé par le constat d'échec des politiques de développement des années 1970 et ce, tant au niveau social qu'au niveau environnemental⁵¹. Ce que nous voulons avancer un peu prématurément ici, c'est que le constat de ces échecs ne s'est pas fait par souci d'autocritique mais bien par l'avènement de deux types de mouvements sociaux contestataires. En effet, d'un côté, les activistes des pays du Nord multiplièrent les pressions sur leurs gouvernements contre un libéralisme trop coûteux d'un point de vue social et environnemental. Cependant, des ONG dans les pays du Sud manifestèrent contre la déstructuration de leurs économies de subsistances par les réformes ultralibérales qu'ils considèrent comme imposées par la Banque Mondiale et le GATT (General Agreement on Tariffs and Trade)⁵². Comme l'explique Ismaël Sengelin, vice-président du département Environmentally Sustainable Development :

The World Bank has been pursuing the basic goals of development and poverty eradication for five decades. It was for this reason that we were pleased when the other sponsoring organization agreed to join us in assembling a group of outstanding scientists in an international conference on the Definition and Measurement of Sustainability: the Biological and Physical Foundations, held at the World Bank in June 1992. The primary goal of the conference was to explore the prospects of establishing a scientifically rigorous definition and a set of measures of sustainability.⁵³

Le premier bilan des vingt ans de travail des institutions internationales et des représentants de leurs membres est que la durabilité implique des interactions complexes entre les différentes dynamiques biogéophysiques, économiques, sociales, culturelles et politiques⁵⁴.

⁵¹ Marteen Hajer, *The Politics of Environmental Discourse, Ecological Modernization and the Policy Process*, Oxford/New York, Clarendon Press, 1995, p.61..

⁵² Michael Goldman, *Imperial Nature : The World Bank and Struggles for Social Justice in the Age of Globalization*, New Haven and London: Yale University Press, 2005, p.40-49.

⁵³ Mohan Munasinghe, *Defining and Measuring Sustainability*, Washington DC, UN and the World Bank, 1995, p. xxv.

⁵⁴ *Ibid.*, p. xxvii.

La stratégie d'élaboration des outils de mesure de la durabilité biogéophysique passe par une définition à travers trois approches : l'économique, qui concerne la croissance et le développement, l'environnementale, qui concerne les ressources naturelles, et enfin la dimension socioculturelle. Les concepts et outils de mesure élaborés par les commissions de la Banque Mondiale visent essentiellement l'opérationnalisation du développement durable. À partir de là sont élaborés les indices de mesure de la réussite d'une politique économique. Des problématiques environnementales nécessitant une gestion durable sont identifiées et classées comme suit : l'aménagement et la composition des parcs et des espaces (en anglais dans le texte *landscape composition and patterns*), production de biens et services, diversité biologique, Qualité et quantité de l'eau, les propriétés du sol, les propriétés énergétiques et nutritives (en anglais dans le texte *energy and nutrient flows*), composition de l'atmosphère, et climat. L'environnement est, quant à lui, divisé en huit écosystèmes : agriculture, forêts terrain de chasse, la faune and flore, eau douce et nappes phréatiques terre humides et littoraux, ressources maritimes. Les différentes activités humaines nécessitant une pratique durable sont : l'activité humaine sur l'environnement, la croissance démographique et la recherche du bien-être des populations⁵⁵. La méthode préconisée est le maintien d'un revenu et de profits maximaux tout en maintenant le stock de capital à la source de ces profits. C'est un principe d'optimisation économique élaboré par R. Solow⁵⁶ en vue de gérer la rareté, dans ce contexte, des ressources naturelles et environnementales⁵⁷. Le défi est donc d'évaluer le capital en question et son seuil critique d'exploitation.

⁵⁵ *Ibid.*, p. xxv.

⁵⁶ Robert M Solow. « Sustainability: An Economist's Perspective ». In Robert N. Stavins (dir.), *op. cit.*, p.181.

⁵⁷ Mohan Munasinghe, *Environmental Economics and Sustainable Development*, Washington DC, World Bank Environment Paper number 3, 1993, p.8.

1.2 De l'éthique de la gouvernance environnementale : un espace politique de confrontation des acteurs ?

Comme nous l'avons mentionné dans notre introduction, la gouvernance environnementale est davantage une problématique qu'un concept en soi, qui tire ses origines dans le concept de *bonne gouvernance*. Celui-ci a été élaboré par les institutionnalistes néolibéraux sur le modèle normatif et idéologique de la bonne gestion des affaires publiques⁵⁸, et dans ses concepts pratiques de mise en application par les intellectuels de la Banque Mondiale à l'intention des États bénéficiant de l'aide au développement⁵⁹. Dès lors, qu'elles viennent de la littérature critique ou des tenants des études de la gouvernance environnementale, les accusations sont nombreuses.

Nous examinerons ici principalement des apologistes de la coopération internationale. Ce choix méthodologique est justifié par l'importance des études et du savoir produit concernant les mécanismes de fonctionnement et d'application des AME dans lesquelles sont engagés. Cette littérature publiée par les institutionnalistes néolibéraux les plus connus s'appuie sur des critères mécaniques d'efficacité en termes d'intégrations horizontale (liens entre acteurs) et verticale (application des politiques collectives à l'échelle nationale et/ou locale,

⁵⁸ Reprenant ainsi les travaux de Rosenau, R. Keohane définit le concept de gouvernance comme « the processes and institutions, both formal and informal, that guide and restrain the collective activities of a group ». Ainsi, en l'absence de structures étatiques fortes, Keohane statue que l'avantage du libéralisme est de mettre l'accent sur l'action humaine et le choix. L'institutionnalisme néolibéral incorpore une conviction dans la possibilité d'amélioration par les arrangements multilatéraux. Malgré ses failles, le libéralisme montre combien la coopération est importante et l'institutionnalisme permet de pallier les effets pervers de l'économie globale capitaliste. Robert O. Keohane, *Power and Governance in a Partially Globalized World*, Routledge, London, 2002, p.53.

⁵⁹ Il est toujours intéressant de voir le pragmatisme des penseurs en sciences politiques, qui conservent une certaine distance et objectivent avec les concepts qu'ils promeuvent et leurs rapports à la réalité. En effet, toujours dans *Power and Governance in a Partially Globalized World*, Keohane admet lui-même : « Even as Scholar pursues these areas of inquiry, they are in danger of over-looking a major normative issue: the democratic deficit that exists in many of the world's most important international institutions. [...] Democratic theory gives pride of place to the public role in deciding on the distributional and value tradeoffs inherent in legislation and regulation. But the practice of international institutions place that privileges in the hands of the elite of national government and of international organizations. [...] my argument is that the IMF, like central bank, can only be effective if it is insulated from direct democratic control. » . *Ibid.*, p. 34-35.

nivellement du local au global des normes environnementales). Les approches critiques accusent l'idéologie de cette coopération et constituent l'étendard des acteurs les plus marginaux de cette gouvernance qui en rejettent complètement les fondements que nous avons expliqués plus haut.

Dan Esty⁶⁰, l'un des auteurs contemporains les plus cités sur le sujet de la gouvernance environnementale, a lui-même fait le constat suivant :

Devised during the infancy of environmental awareness, when problems were perceived as largely local, relatively distinct and subject to technological fixes, the international environmental regime is weak, fragmented and lacking in resources and authority. A Web of over five hundreds international environmental agreements has been created over the last thirty years supported by dozens of separate secretariats and institutions. Yet the downward environmental trends continue in many areas.

Selon les observations d'Esty, les raisons de cette crise de la gouvernance resteraient les mêmes depuis 40 ans :

Some of the current fallings can be attributed to a history of management shortcomings and bureaucratic, but other aspects of the problem are deeper and more structural. Governments have failed to create a strong vibrant institutional architecture for the arrangement of ecological interdependence. The fact that other global challenges – *international economic affairs, population growth and various world health problems (e.g., eradication of polio and smallpox)* – have been addressed more successfully is notable.⁶¹

⁶⁰ Dan Esty est Hillhouse professeur de droit et de politique de l'environnement à la School of Forestry and Environmental Studies; et professeur clinicien en droit à la Yale Law School. Il dirige aussi le Yale Center for Environmental Law and Policy ainsi que le Yale World Fellows Program. Sa biographie complète est disponible sur le site de la Yale University, *Yale Law School Faculty*, en ligne, <http://www.law.yale.edu/faculty/estybio.htm>. Page consultée le 26 octobre 2009. Il a aussi collaboré à la fondation du Global Environmental Project dirigé par Maria Ivanova. Global Environmental Governance Project, *About the G project*, en ligne, <http://environmentalgovernance.org> et Yale University, *Yale Environmental Centre for Law and Policy*, en ligne, <http://envirocenter.research.yale.edu/>. Pages consultées le 26 octobre 2009.

⁶¹ Daniel C. Esty et Maria H. Ivanova. « Toward a Global Environmental Mechanism ». In *Worlds Apart*, sous la dir. de James Gustave Speth, p.67. Washington DC : Island Press, 2003.

Pour les tenants des études de la gouvernance, le manque de financement, le manque de coordination entre les différentes institutions et les différents acteurs étatiques et non étatiques, de même que les contradictions dans les accords et les lacunes en démocraties participatives sont responsables du manque d'efficacité de la communauté internationale face à la crise de l'environnement. Notre propos ici est qu'un tel constat est insuffisant pour comprendre tout le fonctionnement de la gouvernance environnementale. Nous statuons que la structure de la gouvernance environnementale et son manque d'efficacité sont empreints des rapports de force inhérents à la mondialisation néolibérale. Les conflits d'interprétation et de définition des problèmes environnementaux sont latents et affectent la prise de décision de même que l'application des politiques. Par ailleurs, l'absence de pluralisme démocratique dans la possibilité d'influencer les définitions entraîne des bénéfices inégaux. De ce fait, ignorer ces rapports de force et ces conflits revient à figer des concepts alors que ceux-ci évoluent dans le temps et l'espace, en constante interaction avec l'environnement qui les produit.

1.2.1 Le contexte sociopolitique de l'émergence du discours de la Banque Mondiale

Le Rapport Pearson, datant 1969 présentait une critique économique des politiques de la première décennie de la Banque Mondiale et ce, alors que la crise s'approfondissait dans les pays en développement et que les organisations sociales et politiques de ces pays, de même que les activistes des pays du Nord, accusaient la Banque Mondiale d'être à l'origine de catastrophes humanitaires et environnementales majeures⁶². Lors de son discours au congrès annuel de l'ECOSOC (Conseil Économique et Social des Nations Unies), le président de la Banque Mondiale de l'époque, M. Robert McNamara, dévoilait les conclusions du Rapport Pearson ainsi que de mauvais résultats économiques des pays en développement⁶³. Le Rapport Pearson fait un bilan mitigé des années 1960, 1970 de développement financés par les bailleurs de fonds internationaux. Il constate d'un côté certains progrès dans la croissance

⁶² Lester B. Pearson, *op. cit.*

⁶³ Michael Goldman, *op. cit.*, p.54.

économique et les efforts de modernisation, mais de l'autre côté, des problèmes économiques et sociaux tels que :

- l'appauvrissement d'une partie des populations, une modernisation de l'agriculture et sa spécialisation en denrées d'exportation ;
- les déséquilibres de balances commerciales qui firent que les profits à l'exportation furent insuffisants pour amener une augmentation sensible de la production afin de faire face aux besoins des populations locales ;
- des problèmes de corruption, de gestion et d'utilisation optimale de l'aide allouée⁶⁴.

Dès lors, selon le Rapport Pearson, le défi des prochaines décennies était d'ordre démographique avec l'augmentation de la population ; il consistait également en la nécessité d'assainissement des finances publiques et de lutte contre la corruption⁶⁵. Ce rapport accuse principalement les États des pays en développement et met en avant leur manque de vision économique à long terme. Il recommande que ce soit la Banque Mondiale qui soit en charge de la promotion et de l'application des nouveaux principes politiques de développement, à savoir : une vision économique des moyen et long termes, une gestion saine des affaires publiques et de l'aide au développement, de même qu'un meilleur partage des richesses dans une perspective de lutte contre la pauvreté et de réduction des problèmes environnementaux.

Comme nous l'avons vu plus haut, ces idées seront reprises et matérialisées en agrégats économiques par les *environmental economics studies*, et plus tard par le département dirigé par Mohamed El Ashry, soit le département de l'Environnement et du Développement de la Banque Mondiale. Le nouveau paradigme le plus important de ce que Le Prestre⁶⁶ semble présenter comme une autocritique de la Banque Mondiale est la prise en compte, pour la première fois, des risques économiques à court et long terme d'une dégradation irresponsable

⁶⁴ Lester B. Pearson, *op. cit.*, p.3-28.

⁶⁵ Philippe Le Prestre, *The World Bank and the Environmental Challenge*, Cranbury/ London/Mississauga, Association University Press, 1987, p.17.

⁶⁶ *Ibid.*, p.18.

de l'environnement au nom de la croissance, et d'une mauvaise utilisation des progrès technologiques⁶⁷.

Cette perspective d'interprétation soutenue par les institutionnalistes néolibéraux atteste d'une prise de conscience et d'un 'mea culpa' quant aux bilans humain et environnemental des premières décennies de développement. Dans son discours, Robert McNamara reconnaît la profitabilité à long et moyen terme de l'internalisation des coûts économiques dans les politiques de développement. Au niveau politique, Le Prestre met l'emphasis sur les accusations publiques subies par la Banque Mondiale ainsi que sur les importants mouvements civils de contestation. La Banque était prise entre la nécessité de ne pas être accusée de négligence écologique, et la crainte que ces contestations ne poussent les États à adopter des régulations à l'échelle nationale qui prendraient la forme de barrière protectionnistes. En effet, des États scandinaves et américains faisaient face à d'importants lobbys anti-pollution par exemple, et furent les terreaux, avec l'Australie, de la naissance de la plupart des mouvements écologistes occidentaux. Tout cela poussait la Banque Mondiale à légiférer en vue d'une coopération internationale pour l'environnement et le développement⁶⁸.

1.2.2 La gouvernance environnementale, un espace public des relations entre acteurs

Pendant les années 1980, les conséquences des PAS et des politiques de développement dans le tiers-monde initièrent des mouvements de contestation qui, mêlés aux indicateurs de développement, forcèrent la Banque Mondiale à une autocritique. Dans un plaidoyer pour l'urgence de la création de nouveaux mécanismes, les tenants du Yale Center of Forestry défendent la nécessité de renforcer l'effort global et de centraliser la gouvernance de

⁶⁷ Lester B. Pearson, *op. cit.*, p.27.

⁶⁸ Philippe Le Prestre, *op. cit.*, p.22.

l'environnement afin d'en améliorer l'efficacité⁶⁹. Nous présenterons ultérieurement en quoi les principaux mécanismes actuels ont une efficacité contestable, et comment ceux-ci sont le résultat de dynamiques contradictoires et de rapports de force. Toutefois, il convient tout d'abord de faire un bref détour par les études de la gouvernance globale et de discuter de la validité du concept de gouvernance à décrire la problématique de la concertation politique des différentes unités systémiques d'intérêt. En effet, nous partirons de l'affirmation que la transposition du concept de gouvernance dans sa version managériale au *système international* contribue à masquer la réalité des rapports de force constitutifs de la gouvernance. L'utilisation de cette formulation anglo-saxonne permet d'intégrer la notion de pouvoir dans les relations entre les acteurs. La multiplication des mécanismes de la coopération internationale et l'approfondissement de la mondialisation capitaliste et financière de ces vingt dernières années ont poussé des auteurs réalistes comme Susan Strange à redéfinir les fondements épistémologiques de l'analyse du système international pour accueillir le puissant acteur émergeant au delà de l'État : le secteur privé⁷⁰.

Ainsi, les qualificatifs semblent différents dépendamment de la littérature choisie pour comprendre l'architecture des lois traitées et des politiques de l'environnement mondial. Nous avons en effet choisi d'emprunter le terme utilisé par l'idéologie dominante de l'environnement et du développement à l'échelle mondiale, à savoir le concept de gouvernance environnementale.

1.2.2.1 Analyse éthique du concept de gouvernance

La petite histoire de la notion de gouvernance dans le discours international coïncide avec la deuxième vague de changements théoriques des politiques de la Banque Mondiale. Ce changement fait lui aussi suite à une deuxième crise appelée cette fois « crise de la dette » et

⁶⁹ Global Environmental Governance Project, *Fostering Governance Dialogue*. En ligne, <http://environmentalgovernance.org/>. Page consultée le 6 mars 2009.

⁷⁰ Susan Strange, *op. cit.*, p. 11.

à une montée des critiques et contestations de la part de la société civile occidentale. Face à l'échec des politiques de développement, la Banque Mondiale qualifia cette crise de *crise de la gouvernance*.

Le concept de gouvernance n'est un terme ni neutre ni technique. Comme celui de durabilité – elle-même érigée en norme suprême de l'idéal politique –, le terme gouvernance apparaît comme un qualificatif de l'ensemble des relations entre les différentes unités gouvernementales⁷¹. En effet, R. Keohane définit le concept de gouvernance comme « the processes and institutions, both formal and informal, that guide and restrain the collective activities of a group⁷² ».

Rosenau préfère y ajouter la définition du Club de Rome, soit « the command mechanism of a social system and its actions that endeavour to provide security, prosperity, order and continuity to the system ».

Selon un rapport de la Banque Mondiale publié en 1989, les États visés ont besoin de « moins d'État », et d'un meilleur État :

Despite the reforms in the 1980's, Africa's public administrations remain fully weak, the principal causes are:

- The uncontrolled expansion of staff in the civil services and public enterprises, which have often functioned as welfare agencies for unemployed school leavers.
- The rapid promotion and turnover of poorly qualified staff who have little in-depth understanding of either the institutions they manage or the broader context in which they are expected to function.

⁷¹ Goran Hyden, « Reciprocity and Governance in Africa ». Chap. in *The failure of the centralized state: institutions and governance in Africa*, sous la dir. de James Swunsch et Dele Olowu, p.246-293. Boulder: Westview Press, 1990. Cité dans Robert Charick, « Le concept de gouvernance et ses implications en Afrique ». In *Démocratie ou développement, mirage ou espoir raisonnable?* Sous la dir. de Michael Esoavelomandroso et Gérard Felt, p.20. Paris : Karthala, 1995.

⁷² Robert O. Keohane, *Power and Governance in a Partially Globalized World*, London, Routledge, 2002, p.40.

- Difficulties faced by managers in motivating and disciplining their staff owing to the social and political context in which they operate.
- Insufficient appreciation in government that public agencies work best if staffed and run by professionals according to objective and rule criteria.
- In an increasing number of countries the compression of civil services pay scales at the expense of higher level staff.⁷³

Ce modèle, élaboré d'abord pour l'État, fut très repris par le nouvel institutionnalisme comme outil d'analyse de la coopération internationale visant à analyser le bon ou le mauvais fonctionnement hiérarchique des accords internationaux et les relations entre les différents acteurs. Le nouveau concept inaugure la notion de responsabilité, définie comme l'aptitude à tenir les autorités publiques responsables de leurs actions⁷⁴.

À travers le discours fortement moralisateur de la Banque Mondiale, la gouvernance apparaît comme un idéal auquel il faut aspirer. Ainsi arrive-t-il comme alternative au désengagement de l'État et comme avènement d'une coopération plus « démocratisée ». Nous ne nous attarderons pas sur l'occidentalocentrisme des approches de la Banque Mondiale – très souvent critiqué – qui aborda alors l'élaboration de la théorie de la gouvernance comme concept central de sa politique, sous l'égide du travail pour le bien commun, le développement et la lutte contre la pauvreté⁷⁵. En effet, l'important est plutôt de définir ce que l'on entend par *gouvernance environnementale*. Les travaux de Marie-Claude Smouts sur le concept de gouvernance appliqué aux études des relations internationales nous rappellent qu'il fut d'abord un outil d'évaluation chargé de valeurs morales sur « la saine gestion des

⁷³ Banque Mondiale, *L'Afrique sub-saharienne : de la crise au développement durable, une perspective à long terme*, Washington DC, Banque Mondiale, 1989, p.56.

⁷⁴ Michael Esoavelomandroso et Gérard Felt, *op. cit.*, p.17-42.

⁷⁵ Durant la deuxième décennie du développement, le bilan de la Banque Mondiale était fortement critiqué et ce, dans un contexte de crise mondiale qui frappa durement les pays pauvres. Dans leurs documents de travail sur les causes de l'échec des politiques de développement, les économistes identifièrent que la cause principale des difficultés économiques persistantes était la mauvaise gestion des affaires publiques, compte tenu de la corruption et de l'autoritarisme présents dans la plupart des pays titulaires de l'aide au développement. Lire à ce sujet deux auteurs néo-marxistes spécialistes de la question : Samir AMIN (dir.), *Mondialisation et accumulation*, Paris, L'Harmattan, 1993 mais aussi, dans un registre plus simplifié, Michel CHOSSUDOVSKI, *La Mondialisation de la pauvreté*, Paris, Éditions Écosociété, 1997.

affaires publiques⁷⁶ » ; ce concept est aujourd'hui empreint de la théorie des régimes qui sont, ici, environnementaux.

Jusqu'à présent, la littérature en relations internationales n'a pas réussi à dépasser les cadres de pensée traditionnels pour faire de la gouvernance un outil spécifique pour des problématiques nouvelles. Soit la gouvernance est présentée comme un acquis, un ensemble de règles et de mécanismes de contrôle réparables, elle fait alors un double emploi avec les régimes en apportant seulement un peu plus d'attention aux acteurs non étatiques. Soit elle est présentée comme une activité, elle est alors décrite à travers des fonctions remplies depuis des décennies par l'activité multilatérale (G7, G5, Banque Mondiale), et elle fait double emploi avec le multilatéralisme. Dans tous les cas, elle est présentée comme un bien à poursuivre, un idéal à atteindre.⁷⁷

Comme l'explique Marie-Claude Smouts, le concept de gouvernance, ou plutôt de bonne gouvernance, est bien un concept néolibéral qui a accompagné le plaidoyer de l'État minimal dans la gestion des affaires publiques, avec une coopération accrue avec le privé visant le renforcement des capacités des différents acteurs engagés dans le développement. Même si la gouvernance est présente dans tous les textes des institutions et qu'elle peut servir d'outil d'analyse des interactions et intégrations dites horizontales (relation entre les acteurs) et verticales (application des politiques), elle comporte comme tout concept normatif le risque de simplifier une réalité bien plus complexe. Ainsi, nous allons nous demander ici si le concept de gouvernance environnementale, à travers sa présentation du rapport entre les différents acteurs sous l'égide de la théorie des choix rationnels et des gains relatifs à la coopération, ne viendrait pas cacher des rapports de force qui seraient les dynamiques principales de la gouvernance. Ce concept remplacerait ainsi la notion de mécanisme de « régulation conjointe » de R. Keohane et J. Nye, et déterminerait par là même le « jeu permanent d'échange, de négociations, et d'ajustement mutuel⁷⁸ ».

⁷⁶ Marie-Claude Smouts, « Du bon usage de la gouvernance en relations internationales », *Revue Internationale des Sciences Sociales*, no 155 (1998), p.90.

⁷⁷ *Ibid.*, p.90.

⁷⁸ *Ibid.*, p.95.

Selon Marie-Claude Smouts, la durabilité a pour finalité non pas la protection de la nature, mais la survie de l'espèce humaine, qui dépend de la pérennité de la disponibilité des ressources naturelles⁷⁹. Mais cette dernière idée demande à être quelque peu nuancée. Ainsi, le paradigme de durabilité émerge avec la considération que l'usage que nous faisons de nos ressources (la nature) est si irresponsable qu'il menace la survie de l'espèce humaine. Néanmoins, une idée supplémentaire est sous-entendue ici : c'est surtout la garantie du développement, énoncé certes comme un droit, mais qui peut aussi être vu comme la pérennité du système de production tel que nous le connaissons. Le développement durable n'est pas un paradigme progressiste ; il est plutôt issu d'une longue tradition épistémologique économique conservatrice centrée sur la croissance économique. Il procède lui aussi des rapports de force issus des dynamiques d'exploitation des ressources. Une lecture néomarxiste de cette dynamique sera faite dans notre troisième partie.

Ainsi, on peut lire dans l'Agenda 21, Article 2.5 :

Un système commercial multilatéral ouvert, équitable, sûr, non discriminatoire, prévisible, compatible avec les objectifs du développement durable, et conduisant à une répartition optimale de la production mondiale selon les principes de l'avantage comparatif est bénéfique pour tous les partenaires commerciaux. De plus, un meilleur accès des exportations des pays en développement aux marchés des pays développés, allant de pair avec des politiques macro-économiques et environnementales rationnelles aurait sur l'environnement une incidence bénéfique et apporterait de ce fait une contribution importante au développement durable.⁸⁰

Donc, il est indéniable que de 1970 à 1990, la Banque Mondiale opéra de grands changements dans ses approches quantitatives et qualitatives – changements interprétés soit comme une autocritique face à des bilans économiques et sociaux désastreux comme ceux relatés par le Rapport Pearson, soit comme une nécessité politique de maintien d'une

⁷⁹ *Ibid.*

⁸⁰ UN Department of Economic and Social Affairs, Division of Sustainable Development, Action 21, Chap. 31, article 2.5, en ligne, <http://www.un.org/esa/sustdev/documents/agenda21/french/action2.htm>. Page consultée le 26 octobre 2009.

hégémonie économique. L'adoption des études des *environmental economics* à partir desquelles s'est construit son discours environnemental. La notion de bonne gouvernance, quant à elle, fonde toutes les politiques de développement durable. L'idée qui ressort de ces différentes interprétations des revirements opérés par la Banque Mondiale, c'est que dans les deux cas, la société civile et ses organisations politiques ont contribué de manière discursive (ONG participant aux grandes réunions internationales, résistances des peuples autochtones), ou conflictuelle (lobbys, dénonciations, manifestations, boycotts, pressions au sein des gouvernements), à structurer les éléments modernes du discours environnemental. Mais la théorie institutionnaliste accorde peu de place à l'importance des prises de conscience et des révoltes populaires critiquant les politiques de développement néolibérales, issues directement des conséquences de celles-ci et du contexte environnemental de l'époque. Marteen Hajer fait intervenir le concept de « social scarcity⁸¹ » pour expliquer la prise de conscience populaire progressive concernant l'environnement. La rareté viendrait soit de l'appropriation de certains espaces, soit de la diminution de la qualité d'un environnement naturel. Vandana Shiva reprend une analyse similaire à propos quotidien des femmes et de leurs enfants dans un environnement rendu toxique à cause des produits chimiques⁸². Dans tous les cas, la prise de conscience viendrait de l'incapacité de jouir pleinement d'un environnement extérieur à cause, par exemple, de la pollution⁸³, si l'on considère uniquement la classe moyenne des pays développés. Par ailleurs, il est certain que les grandes mobilisations dans le tiers-monde s'opèrent sensiblement sur le même principe. En effet, de nombreux auteurs tiers-mondistes et écoféministes font le lien entre haine ethnique, guerres civiles et crise environnementale.

⁸¹ Marteen Hajer, *op. cit.*, p.23.

⁸² Vandana Shiva et Maria Mies, *Écoféminisme*, Paris, L'Harmattan, 1993, p.84.

⁸³ Marteen Hajer, *op. cit.*, p.78.

1.2.2.2 De la gouvernance globale aux rapports de force subtils

Toujours selon Marteen Hajer, l'avènement des paradigmes discursifs modernes de l'environnement à partir des *environmental economics* est le résultat de plusieurs visions contradictoires. Ainsi, toute l'architecture juridique reflète-t-elle ces mêmes contradictions dont elle est encore prisonnière. Ces contradictions ou conflits se reflètent également dans les définitions des problèmes environnementaux globaux et les termes de leur application à l'échelle locale⁸⁴. La dynamique locale/globale est au centre de tous les éléments théoriques et discursifs du discours environnemental moderne. Par exemple, Wolfgang Sachs a publié un ouvrage peu après la Conférence de Rio de Janeiro, dans lequel il montre que :

It is inevitable that the claims of global management are in conflict with the aspiration for cultural rights, democracy and self determination. Indeed it is easy for an ecocracy which acts in the name of one earth to become a threat to local communities and their life-styles. After all has there ever in the history of colonialism, been a more powerful motive for streamlining the world than the call to save the planet.⁸⁵

Il est également important de mentionner que l'expérience traumatisante des dangers de la technologie nucléaire – suite à l'explosion de la centrale nucléaire de Tchernobyl – fut créatrice de régimes mais aussi d'une prise de conscience populaire dans les pays du Nord: un nuage radioactif ou une marée noire ne connaissent pas les frontières territoriales. Dans un ouvrage faisant l'inventaire exhaustif de l'émergence du droit de l'environnement global, le juriste américain de l'Université Yale, Joseph Di Mento, commente le traité de 1963 bannissant les tests nucléaires dans l'atmosphère comme étant le pas de clerc de la reconnaissance d'une mondialisation des problèmes environnementaux. Cela déboucha sur une décision de l'UNESCO (United Nation Educational, Social and Cultural Organization), en 1968, d'organiser à Stockholm une grande conférence internationale sur l'Homme et son

⁸⁴ *Ibid.*, p.44.

⁸⁵ Wolfgang Sachs, *Global Ecology: a New Arena of Political Conflicts*, Halifax, Fenwood Books, 1993, p.19.

milieu⁸⁶. Mais tous les auteurs mentionnés ci-dessus s'accordent sur le fait que la Conférence de Stockholm (1972) initie la modernité des lois environnementales et leur coordination, soutenue en 1980 par la Convention de Vienne sur les traités⁸⁷. Pour Di Mento, la Conférence de Stockholm (1972) concrétise la structure d'une juridiction internationale de l'environnement. Mais Gustave Speth⁸⁸ et J.-P. Deléage estiment de leur côté que c'est à partir de ce moment que l'on peut parler de politisation internationale de l'environnement dans un rapport conflictuel Nord/Sud, avec l'élaboration à Stockholm d'un agenda dont la réponse sera la Conférence de Rio de Janeiro en 1992.

Steven Bernstein va présenter la gouvernance environnementale comme l'institutionnalisation de normes néolibérales visant à maintenir l'ordre économique actuel, ou même à soutenir et perpétuer son expansion. Face à la montée des contestations alter-mondialistes – militants pour une autre mondialisation –, l'auteur va même jusqu'à affirmer une victoire du néolibéralisme dans son progrès en tant que système juridique mondial⁸⁹.

1.2.2.3 Commerce et environnement : de Stockholm à l'Agenda 21

Nous avons vu précédemment ce qui ressort, par exemple, du Chapitre 2 de l'Agenda 21, soit le fait que les réglementations nécessaires à l'imposition d'un développement durable pour le bien de l'humanité ne doivent pas entraver le développement du commerce mondial et du libre-échange⁶⁰. L'article XX du GATT sur les Obstacles Techniques au Commerce (OTC) tolère ainsi certaines formes nationales de protectionnisme quand les politiques de libéralisation du commerce menacent la nature. Toutefois, il n'y a aucune précision sur ce qui

⁸⁶ *Ibid.*, p.37.

⁸⁷ Joseph Di Mento, *op. cit.*, p.17.

⁸⁸ James Gustave Speth, « Two perspectives on Globalization and the Environment ». Chap. in James Gustave Speth (dir.), *op. cit.*, p.3.

⁸⁹ Steven Bernstein, « Liberal Environmentalism and Global Environmental Governance », *Global Environmental Politics*, vol. 2, no 3 (2002), p.1.

est considéré comme une menace ; plusieurs décisions issues de litiges réglés par le tribunal de l'OMC et faisant maintenant foi de jurisprudence⁶¹ sont simplement mentionnées.

Ainsi, la gestion de l'environnement et ses paradigmes – ensemble qui est intégré au développement du commerce international et au système d'aide au développement lui-même lié à ce commerce – sont inséparables des défis que cette gestion a posés au libéralisme commercial.

Certains auteurs ont parlé de « développementalisme vert⁹⁰ », mais comme nous l'avons montré plus haut, l'environnement fut intégré au développement au point même de devenir une conditionnalité de l'aide au développement. L'Agenda 21 est dans le même ordre de pensée : l'aspect le plus récurrent de cette déclaration est non pas la gravité de la catastrophe écologique mais bien l'importance de poursuivre le processus de libéralisation des échanges.

1.3. Au cœur du débat sur la gouvernance environnementale : le statut du PNUE et les mécanismes de financement des Conventions de Rio de Janeiro

Tout au long des pages qui ont précédé, nous avons discuté des fondements du nouveau discours environnemental moderne et des institutions qui en sont à l'origine. Nous avons aussi montré comment la Banque Mondiale a opéré un rôle central dans l'élaboration de ce discours et quelle a été son intégration au système de l'aide au développement. Pour Dan Esty et ses collègues, comme pour les auteurs les plus critiques, l'ONU était l'institution favorite pour la gestion, la coordination et le financement des AME. Pourtant la situation est bien différente.

⁹⁰ Kathleen McAfee, « Selling Nature to Save It, Biodiversity and Green Developmentalism », *Society and Space*, 1999, vol. 17, p. 101.

Face aux critiques et à l'échec de nombreuses politiques de développement, la Banque Mondiale a été l'institution centrale à l'origine de ce que certains appellent la « révolution verte » ou le « développementalisme vert⁹¹ ».

The 1990's have seen the establishment of supranational institutions designed to regulate international 'environmental investments' and the transboundary flows of natural resources, including genetic information and knowledge about nature. These structures of eco-economic governance include environmental treaties, especially the Framework Convention on Climate Change (FCCC), the Convention on Biological Diversity (CBD), and the Global Environment Facility (GEF), among others. These new multi-lateral institutions work closely with the World Bank, United Nations agencies that have taken up green agendas, and mainstream conservationist organizations, many of which now claim 'global' mandates.⁹²

Comme nous l'avons vu précédemment, l'une des stratégies internationales ayant prévalu dans les organisations internationales lors de la construction des différents régimes environnementaux est l'identification et la classification de ces différentes problématiques. Cela avait pour but de faciliter l'élaboration de mécanismes de coopération et de financement dont le coût, la taille de l'enjeu et l'efficacité seraient mesurables à l'aide d'agrégats scientifiques et économiques. Cette stratification permettait également de mieux faire face aux dilemmes reconnus entre l'environnement, la croissance et le libre-échange. Comme le montre le Tableau 1.2⁹³, élaboré par le collectif du Global Environmental Governance Project⁹⁴, chaque type de problème environnemental est abordé non seulement par plusieurs traités et commissions, mais aussi par plusieurs institutions onusiennes. Mohamed El Ashry, qui fait partie de ce projet, a dirigé bon nombre des divisions environnementales de la Banque Mondiale ainsi que le Fonds pour l'Environnement mondial. Il participe à ce comité dont l'objectif est de produire des études afin de trouver des solutions pour, d'une part, dépasser le

⁹¹ *Ibid.*, p.133.

⁹² *Ibid.*

⁹³ Maria Ivanova, David Gordon et Jennifer Roy, *loc. cit.*, p.128.

⁹⁴ Global Environmental Governance Project, *Key Publications of the GEG Project*, en ligne, <http://www.environmentalgovernance.org/publications/>. Page consultée le 26 octobre 2009.

conflit entre commerce international et environnement et, d'autre part, améliorer l'efficacité des mécanismes environnementaux déjà présents.

Pour ces tenants de la gouvernance environnementale, l'ONU est la solution, mais son atomisation en institutions – chacune responsable d'un domaine et souvent en compétition les unes avec les autres – ainsi que son respect des principes de souveraineté l'empêchent d'être efficace. Voici donc ce que recommande le centre⁹⁵ :

- gagner en autorité, ce qui est miné par l'absence d'un organe central en charge de diriger l'application des AME ;
- gagner en cohérence car les contradictions sont nombreuses tant au sein des mécanismes environnementaux que dans les ONG ou organes nationaux qui travaillent en partenariat avec les OI (organisation internationales)⁹⁶ ;
- dépasser le dilemme de souveraineté contraignante des États ;
- favoriser la coopération avec le secteur privé car la coopération est annihilée par la multitude d'institutions en charge des différents aspects de la conservation de l'environnement, ce qui rend l'information difficilement diffusable⁹⁷.

Ce groupe de chercheurs, dont est membre Mohamed El Ashry⁹⁸ (également ancien président du Fonds pour l'Environnement mondial), plaide donc pour les avantages de la création d'une OME sur le modèle de l'OMC.

⁹⁵ Maria Ivanova, David Gordon et Jennifer Roy, *loc. cit.*, p.125-127.

⁹⁶ *Ibid.*, p.128.

⁹⁷ Konrad Von Moltke, *Why UNEP Matters*, Green Globe Yearbook, 1996, p.55.

⁹⁸ Mohamed T. El Ashry est Senior Fellow à la Fondation des Nations Unies. Il a servi comme chef de la direction et président du Fonds pour l'Environnement mondial de juillet 1994 à juillet 2003. Il a également servi comme président du FEM au cours de sa phase pilote (1991-1994). Avant de rejoindre le FEM, il a été conseiller principal de l'environnement auprès du président et du directeur du département de l'Environnement à la Banque Mondiale ; il a aussi été vice-président senior du World Resources Institute (WRI) et directeur de l'environnement qualité au sein de la Tennessee Valley Authority. Il a occupé des postes d'enseignement et de recherche à l'Université du Caire, à la Pan-American Oil Company-UAR, à l'Illinois Geological Survey, à la Wilkes University et à l'Environmental Defense Fund. Il a aussi servi comme conseiller principal en environnement au PNUD.

Mais examinons d'abord où sont les faiblesses du système onusien de la gestion de l'environnement, qui se reflète dans le débat autour du statut du PNUE (Programme des Nations Unies en Environnement), et de la création d'un organe de règlement des différends environnementaux. Notre argument ici est l'existence d'un rapport de force entre les pays riches, qui soutiennent le renforcement des prérogatives de la Banque Mondiale pour l'environnement, et les pays en développement qui sont plus favorables à une OME.

1.3.1 Le PNUE : ce que nous enseignent les négociations autour de sa création

C'est à la Conférence de Stockholm sur l'Homme et son milieu que l'Assemblée générale des Nations Unies, par la résolution 27999, approuva, avec la résolution 2997, la création d'un programme spécifiquement responsable de la coordination des activités – démarche qui visait deux objectifs. Le premier est de faire face aux préoccupations globales relatives à l'environnement, et le deuxième est de fournir un appui aux différents pays pour faire face au défi écologique⁹⁹. À la lecture de la résolution 2997, nous pouvons constater la volonté, à l'époque, d'un ambitieux programme voué à devenir la pierre angulaire de la gouvernance de l'environnement et des défis pour le développement des pays nouvellement décolonisés. Mais 35 ans après sa création, le constat est flagrant : le PNUE n'a pas le statut d'institution à part entière et son financement est cinq fois inférieur à celui du FEM.

La problématique de l'évolution du PNUE dans le système onusien est inséparable des mouvements de réforme qui ont traversé l'ONU au fil des années et des conjonctures internationales¹⁰⁰. Cela pourrait d'ailleurs faire l'objet d'une recherche en soi. En ce qui concerne notre objectif, qui est ici d'exposer le débat, les rapports de force et de pouvoir autour de la gouvernance environnementale et de voir comment ceux-ci affectent les accords

et comme conseiller spécial du Secrétaire général de la Conférence 1992 des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED) ; il a été membre de la Commission mondiale de l'eau.

⁹⁹ Konrad Von Moltke, *op. cit.*, p.54.

¹⁰⁰ Maria Ivanova, David Gordon et Jennifer Roy, *loc. cit.*, p.139.

et institutions. Nous retiendrons donc deux dimensions de la problématique autour de l'impossible défi de renforcement du PNUE. Le premier est l'objectif de créer une organisation génératrice de droit international. Le second est d'identifier le rapport de force qu'instigua la création de ce programme et de voir comment il se retrouve dans la gouvernance.

Mais revenons d'abord à la résolution 2997. Il est indéniable qu'à la lecture de cette résolution, deux dimensions devaient faire du PNUE la pierre angulaire de la gouvernance de l'environnement. Il s'agit d'abord de la volonté d'en faire un organisme producteur de droit environnemental, un organisme chargé de débattre des litiges entre pays et, dès lors, de produire du droit. Vient ensuite le désir d'en faire l'organe de financement par excellence des nouvelles initiatives environnementales avec un apport financier spécifique pour les PED (pays en développement). L'article III de la résolution 2997 porte sur le renforcement des prérogatives de financement du programme¹⁰¹ :

(..) decides that in order to provide for additional financing for environmental programs, a voluntary fund shall be established, with effect from 1st January 1973 in accordance with existing United Nations procedures.

Le programme Montevideo I, dans la section E de son compte-rendu de 1992, recommande la création d'un organe de règlement des différends environnementaux comme partie intégrante du programme de développement des cadres juridiques de l'environnement¹⁰² :

¹⁰¹ ONU, *Résolution 2997 sur le statut du PNUE, adoptée le 15 décembre 1972*, en ligne, [http://www.pnuma.org/deramb/UNGA_2997%20\(XXVII\).pdf](http://www.pnuma.org/deramb/UNGA_2997%20(XXVII).pdf). Page consultée le 17 octobre 2009.

¹⁰² Programme des Nations Unies pour l'Environnement. *Programme Montevideo I pour le développement et la révision périodique du droit de l'environnement. Adopté le 31 mai 1982*, en ligne, http://www.unep.org/law/PDF/Montevideo_Programme_I.pdf. Page consultée le 17 octobre 2009.

- (viii) Compulsory settlement for dispute, where appropriate by one of the following means:
 - a. binding arbitration, in accordance with procedures established under the instrument;
 - b. judicial settlement, by submission of the dispute to the international court of justice or other relevant international tribunal
- (b) consider the role that could be and has been played by the relevant international bodies such as UNEP, in the anticipation, avoidance and resolution of disputes relating to the environment.

D'après l'analyse des initiatives onusiennes en matières de droit de l'environnement, il apparaît que l'ONU a toujours voulu représenter, à travers ses différentes institutions et approches les aspirations et besoins de l'humanité entière ; mais il semblerait, et le PNUE reflète cette dynamique, que même si l'ONU fait la promotion du libéralisme économique dans sa forme la plus humaniste, elle se trouve souvent en conflit avec d'autres institutions internationales. Le PNUE avait donc comme objectif de rallier les efforts gouvernementaux pour une coopération institutionnelle environnementale concertée et équitable.

The Stockholm mandate required UNEP to act as a main fulcrum, both in terms of coordinating activities and programmes within the UN system as well as in terms of triggering international environmental cooperation. As a UN programme, in terms of hierarchy, it is responsible and reports to the general assembly through the Economic and Social Council.¹⁰³

Toujours à la lecture de la résolution 2997, la notion d'organisation regroupant des préoccupations environnementales fut réaffirmée à maintes reprises. Mais selon les tenants des études de la gouvernance, le scepticisme des pays en développement d'une part, et les systèmes de valeurs de la plupart des directeurs des autres organisations onusiennes d'autre part, firent qu'elle ne fut jamais considérée comme une organisation à part entière. L'idée de localiser son siège au Kenya, soit dans le PED le plus riche en diversité biologique du monde, a rendu cette organisation proche des institutions africaines certes, mais éloignée des principaux centres de décision, pour autant que cela ait une importance. Le statut d'agence à part entière lui aurait aussi été refusé parce que cela aurait résulté en une duplication des compétences des agences des Nations Unies comme l'UNESCO, la FAO (Food and

¹⁰³ Konrad Von Moltke, *op. cit.*, p.39.

Agriculture Organization), le PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement) ou l'ECOSOC. Voilà donc un aspect important qui étaye le constat de fragmentation des mécanismes environnementaux qui a suivi, au fil des années, l'inégalité de l'émergence des préoccupations. De ce fait, même si nous pouvons accorder au PNUE de grandes réalisations dans le cadre de sa fonction juridique, le programme n'a pas pu devenir un organisme contraignant responsable de régler les différends ou de poser les « limites » tant réclamées par le Club de Rome¹⁰⁴.

The birth of UNEP was a product of special circumstances. It emerged in the mist of deep suspicions among most of the participants at Stockholm Conference. If developing countries were concerned about any global framework being used to restrict their legitimate development goals, industrialised countries were not in favour of a powerful environmental Watchdog. [...] UNEP's ability to set the global environmental agenda came to be severely constrained by its organisational structure and unpredictable funding.¹⁰⁵

Nous l'avons bien compris, selon les tenants des études de la gouvernance, le même argument réapparaît à plusieurs reprises : le PNUE reflète la volonté de la communauté internationale de parer à certaines catastrophes environnementales, sans pour autant avoir le pouvoir d'imposer des changements drastiques aux États. Et surtout, pour les tenants des études de la gouvernance environnementale, les pays du Sud sont « les ennemis » de toutes les réglementations environnementales revendiquant leur droit au développement. Une telle analyse n'est pas fautive ; toutefois, selon nos recherches, elle nous apparaît premièrement bien réductrice de la situation des gouvernements des pays africains postcoloniaux par exemple, car elle reflète le dogme du monopole de la régulation institutionnelle de l'environnement néolibéral. S'il est question du Protocole de Kyoto, nous pouvons évidemment donner raison à une telle approche. Mais si l'on s'attarde sur la Convention sur la diversité biologique, puis en général sur les ressources naturelles, nous savons que les pays africains ont voulu importer des technologies et commencer de grandes industries, mais qu'ils

¹⁰⁴ *Ibid.*, p.55.

¹⁰⁵ Bahrat Desai, « UNEP: A Global Environmental Authority? », *Environmental Policy and Law*, vol.36, no 3-4 (2006), Amsterdam, IOS Press, p.140.

furent poussés par la Banque Mondiale à se spécialiser dans la production de matières premières. Troisièmement, suivant cette approche, nous réitérons l'argument développé plus haut qui énonce que l'un des éléments instigateurs de la révolution verte fut l'importance des mouvements contestataires des pays du Sud. Toutefois, nous ne pouvons accuser pour cela que le statocentrisme et l'économisme des théories d'inspiration néolibérale¹⁰⁶.

1.3.2 Le FEM

1.3.2.1 Les origines du FEM

Le nouvel ordre économique mondial, aussi appelé Nouvel Ordre vert, dont les grandes lignes sont énoncées dans la nouvelle théorie du *développement durable*, avait besoin d'un organe financier qui lui est propre. Le Fonds pour l'Environnement mondial est le nouveau visage de la Banque Mondiale, celui qui s'approprie tous les discours sociaux et qui est engagé dans la grande marche vers la *durabilité*, la lutte contre la pauvreté et la dégradation de l'environnement. Il fut créé par la Banque Mondiale en 1991, à temps pour le Sommet de Rio, avec un budget de plusieurs milliards de dollars. Jusqu'à aujourd'hui, il a été l'instrument de financement de centaines de projets environnementaux.

La majorité des projets qu'il finança le furent à travers la Convention Cadre pour les Changements Climatiques et la Convention de conservation de la biodiversité. Z. Young définit le FEM comme « an adaptation to the institution of this emerging global order, in response to the rise of environmental movements which were becoming a geopolitical force¹⁰⁷ ».

¹⁰⁶ Bruce Rich, *Mortgaging the Earth: The World Bank, Environmental Impoverishment, and the Crisis of Development*, Boston, MASS, Beacon Press, 1995, p.39.

¹⁰⁷ Zoé Young, *op. cit.*, p.3.

Le FEM fut créé par le directeur général de la Banque Mondiale ainsi que par des officiels des gouvernements américain et européens. Sa création visait à adapter le financement de l'aide au développement aux nouvelles données de la coopération internationale, qui se fait maintenant sous l'égide du développement durable mais aussi des transferts de richesses. Les discussions sur la conservation de l'environnement étaient marquées par les demandes, de la part des pays en développement, d'un organe de financement en vue de les aider à appliquer des conventions. Les pays du Nord avaient en effet convenu d'assumer la responsabilité des effets de la révolution industrielle. Il était donc nécessaire de créer un organe répondant à ces attentes afin que les pays dits du Sud signent les trois grandes Conventions du Sommet de Rio. De plus, il fallait étendre l'autorité de la Banque Mondiale aux nouveaux champs de la politique globale. Selon Z. Young, la plupart des pays en développement acceptèrent la création du FEM à condition qu'il soit indépendant de la Banque Mondiale, et qu'il ait comme priorité le *développement durable*. Cet organisme fut donc posé comme un « interim financial mechanism to implement the convention on climate change and biodiversity¹⁰⁸ ». Cependant, même si le PNUE et le PNUD avaient le mandat de la coordination et de la gestion des projets financés par le FEM, la Banque Mondiale resta le gestionnaire principal du Fonds. En 10 ans, le FEM émit 4,1 milliards de dollars provenant principalement de contributions européennes, américaines et japonaises. Mais cette somme n'est qu'anodine si l'on considère qu'elle représente 1% de l'aide au développement transférée vers le Sud pendant cette période. Z. Young émet un ratio encore plus significatif : un an de financement environnemental par le Fonds représente un jour de dépenses militaires américaines¹⁰⁹.

Au niveau de sa structure, le FEM est gouverné par 32 pays et son conseil d'administration est sous les commandes de Mohamed El Ashry. Les programmes du FEM doivent être guidés par le Scientific and Technical Advisory Panel du PNUE. Malgré la profusion et la complexité politique des débats au sein du Fonds, son administration reste technique et soumise à des critères économiques de rentabilité en termes de coûts-bénéfices. De même, sont toujours réaffirmés les principes du nouvel institutionnalisme des années 1990 : *bonne*

¹⁰⁸ *Ibid.*, p.7.

¹⁰⁹ *Ibid.*, p 21.

gouvernance, participation plus active des gouvernements nationaux, transparence, coopération entre secteurs public et privé, démocratie, et bien sûr *durabilité*¹¹⁰.

Comme pour la Banque Mondiale, les puissances industrielles ont donc parrainé la création du FEM qui fonctionne sous les mêmes principes que l'OCDE¹¹¹.

1.3.2.2 Le fonctionnement du FEM

Il est intéressant de noter que l'idée a d'abord germé dans l'esprit d'un banquier, Michael Sweatman, pendant les années 1980. Celui-ci était membre du comité exécutif de plusieurs firmes anglaises d'exploitation de minéraux. L'idée était de créer une banque pour financer des investissements ruraux. Le concept évolua et fut sujet à de grands débats à l'échelle des pays de l'OCDE. Mme Brundtland estimait que l'ONU devait parrainer la création d'un fonds global et d'un système de financement lié à la Banque Mondiale.

Le PNUD demanda au WRI (World Research Institute) la création de l'International Conservation Financing Program (ICFP), qui rassemble autorités gouvernementales, ONG, banques privées et quelques agences de développement. Les fonds devaient provenir d'investissements privés de même que de projets écologiques lucratifs comme l'écotourisme. Parallèlement, la Banque Mondiale créait ses propres divisions comme le Rain Forest Trust Fund pour la forêt brésilienne¹¹². L'Union Européenne préférait la création d'un organe global et non international mais tarda à élaborer une proposition concrète. La Banque Mondiale fut dès lors plus efficace et élaborait un projet pilote du FEM en 1990, avec un budget de départ de 1,5 milliards de dollars en 1990. Celui-ci répondait plus à la volonté de créer un organe de transferts financiers du Nord vers le Sud, une institution reflétant les

¹¹⁰ Camilla Toulmin et Tom Bigg, *Financing for Environment and Development*, Paris, IDDRI, 2004, p.10.

¹¹¹ Zoé Young, *op. cit.*, p.26.

¹¹² *Ibid.*, p.52.

demandes des pays du Sud en coordonnant la coopération internationale et en fournissant une expertise technique supportant les fonds¹¹³.

1.3.2.3 Le mandat du FEM

Le mandat initial du Fonds tourne autour de huit principes :

- Provide additional concessional grant finance to meet the incremental costs of creating global environment benefits.
- Support activities that benefit the global environment in four focal areas: climate change, biodiversity, international waters and ozone depletion; also land degradation as it relates to the focal areas.
- Be a financial mechanism to planed multinational environmental agreements.
- Be cost effective.
- Fund activities that are country driven and fit with national policies for sustainable development.
- Operate through Implementing Agencies (World Bank, UNPD and UNEP) and require no new bureaucracy.
- Be transparent and accountable to both donor and recipient governments.
- Be innovative and flexible.¹¹⁴

Nous pouvons voir dans ces huit principes que la Banque Mondiale tient à rester le principal organe de direction du Fonds. Nous y voyons aussi les fondements de l'institutionnalisme néolibéral dans la transparence, l'innovation et la flexibilité. Enfin, le mandat est teinté des principes de l'école des *environmental economics* : « Creating global environmental benefits [...] be cost effective », idées qui sous-entendent la création d'un marché vert, soit la solution, bien sûr, pour ces économistes à la crise environnementale¹¹⁵. Z. Young va aussi mentionner les absents de ces huit principes : il s'agit d'abord des institutions locales ou bien des engagements nationaux dans cette coopération. De plus, le principe de démocratie dans

¹¹³ *Ibid.*, p.57.

¹¹⁴ *Ibid.*

¹¹⁵ *Ibid.*, p.61.

l'accès au Fonds ou dans les projets soutenus par le FEM reste encore implicite, comme dans les chartes des grandes institutions financières internationales. Le déficit en démocratie de la gouvernance globale est aussi l'un des éléments que Keohane, père de l'institutionnalisme libéral, critique fortement:

Even as Scholar pursues these areas of inquiry, they are in danger of over-looking a major normative issue: the democratic deficit that exists in many of the world's most important international institutions. [...]. Democratic theory gives pride of place to the public role in deciding on the distributional and value tradeoffs inherent in legislation and regulation. But the practice of international institutions place that privileges in the hands of the elite of national government and of international organizations. [...] my argument is that the IMF, like central bank, can only be effective if it is insulated from direct democratic control.¹¹⁶

Nous pouvons donc voir le décalage entre la littérature néolibérale et son application à tous les niveaux. Ainsi, l'ordre économique actuel reste en décalage avec l'idéologie et les écoles qui font l'apologie de l'institutionnalisme néolibéral.

Comme nous l'avons mentionné tout au long de notre synthèse, le FEM canalise les espoirs de montrer un visage réformé de la Banque Mondiale, fortement critiquée depuis la crise de la dette. Il devait rassembler et coordonner l'action environnementale globale. Le PNUE, au contraire de toutes les autres institutions onusiennes, a souffert depuis sa création d'un manque de financement très critiqué. L'engouement autour du FEM a fait que celui-ci a bénéficié de plus de financements dans ses trois premières années que le PNUE depuis sa création¹¹⁷.

Le financement des projets reliés aux trois conventions de 1992 correspond à l'internalisation des coûts environnementaux dans les processus commerciaux. Le FEM est établi comme « a transformative facility ensuring that loans for the least cost option would be decided on the

¹¹⁶ Robert O. Keohane, *op. cit.*, p.34-35.

¹¹⁷ Zoé Young, *op. cit.*, p.71.

basis of total costs to society¹¹⁸ ». Il apparaît que 46 % des projets que finance le Fonds visent le soutien à l'application de la Convention pour la conservation sur la diversité biologique¹¹⁹.

¹¹⁸ *Ibid.*, p.62.

¹¹⁹ *Ibid.*, p.61.

CHAPITRE II

LE RÉGIME DE CONSERVATION DE LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE DANS LA GOUVERNANCE ENVIRONNEMENTALE

L'objectif de notre deuxième partie sera de comprendre la structure et le fonctionnement du régime de la Convention sur la diversité biologique. Cela nous permettra, tout au long de notre troisième chapitre, de mettre en évidence ses enjeux éthiques et politiques qui se traduisent dans la structure des projets financés par le FEM et leur inadaptation aux besoins réels et usages des populations rurales. Au terme de ce parcours, nous pourrions confirmer notre hypothèse de recherche de départ, à savoir que le régime environnemental moderne, en particulier celui de la conservation des ressources génétiques, procède des rapports de force et des inégalités entre acteurs qui ont structuré ses développement juridiques et ses issues.

La notion de régime en coopération internationale implique une régulation dans un cadre juridique distinct, précis et synchronisé, coordonné avec une allégeance des acteurs aux normes générées. Un régime quel qu'il soit n'est pas figé dans le temps; il évolue au fil des situations et des besoins, ce qui est la tendance dans le droit international de l'environnement. Cette utilisation instrumentaliste de la théorie des régimes nous permettra d'identifier, à l'aide d'une approche critique, les implications du discours au niveau de la structure de la conservation de la diversité biologique dans la mondialisation néolibérale.

Depuis sa signature en 1992, la Convention sur la diversité biologique – et par là même le régime de conservation des ressources génétiques végétales – a fait l'objet de nombreuses études et ce, autant de la part des tenants de l'écopolitique internationale que des critiques de l'économie néolibérale de l'environnement. L'objectif ici ne sera pas de dresser un inventaire

de la littérature sur le sujet, ni d'explorer chacune des caractéristiques de ce régime et de ses négociations. Les éléments qui seront exposés viseront plutôt à montrer que la Convention sur la diversité biologique a ouvert le débat sur les problématiques suivantes :

- la question de la souveraineté sur les ressources biologiques, avec l'abandon de la notion de patrimoine mondial et les besoins de régulation des accès (cela est traité à travers la notion de « partage juste et équitable des avantages de la conservation »);
- les droits de propriété intellectuelle sur le vivant et le savoir qui y est relié, à travers sa concordance voulue avec l'exploitation et la commercialisation des produits issus de la biotechnologie ou des produits agricoles et pharmaceutiques.

2.1 Le langage de la Convention sur la diversité biologique : la nature comme un ensemble de ressources génétiques

2.1.1 La Convention sur la diversité biologique

2.1.1.1 Une culture de l'extinction?

La possibilité que nous vivions la 6^e extinction de masse a amené les tenants de la *Deep Ecology* à dire que nous vivons dans une « culture de l'extinction », commettant ainsi un véritable « écocide ». Cette expression du philosophe historien Frédéric L. Bender¹²⁰ en dit long tant sur la radicalité de ce mouvement que sur l'ampleur du phénomène; en effet, au-delà du fait de refléter la faillite d'un modèle économique, cela vient accuser le paradigme philosophique de la modernité qui pose l'Homme au centre du monde et la nature au service de ses ambitions. Cette expression va instituer le « crime envers le vivant » comme l'essence

¹²⁰ Frédéric L. Bender, *The Culture of Extinction: Toward a Philosophy of Deep Ecology*, New York, NY: Humanity Books, 2003, p.11-15.

même de notre culture¹²¹. Cependant dans le discours environnemental moderne est construit autour de deux considérations éthiques : d'une part, l'être humain dans ses actions est responsable de l'extinction que nous vivons ; d'autre part, cette extinction est si dramatique qu'elle menace sa survie en tant qu'espèce sur la planète. Paradoxalement, il existe dans ce discours un plaidoyer qui fait de la science moderne et du droit les instruments clefs de la lutte contre la crise écologique.

Les chiffres de la catastrophe écologique diffèrent quelque peu d'un ouvrage à l'autre. Nous avons choisi de nous appuyer sur ceux de l'UICN (l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature) parce qu'ils sont la référence la plus citée dans les textes officiels. Les explications qui les accompagnent rejoignent une vision commune à l'origine de la volonté internationale de la création d'une Gouvernance de la diversité biologique. On recense aujourd'hui 30 à 50 millions d'espèces animales et végétales parmi lesquelles seulement 1,7 millions sont connues. Tous les quatre ans, l'UICN met à la disposition de la communauté internationale un rapport détaillé sur la conservation des espèces. Le dernier, paru en juillet 2009, chiffre à 44 838 le nombre d'espèces situées dans la liste rouge de l'UICN ; il présente également les résultats par groupes d'espèces, régions géographiques et habitats (marins, eau douce, terrestres)¹²².

Au-delà du Rapport Brundtland, qui parlait des besoins en développement des générations futures, la diversité biologique se retrouve dans les enjeux politiques et sociaux liés à la santé et à l'alimentation de l'humanité. Cette extinction aurait donc comme particularité son intensité : une espèce disparaîtrait toutes les vingt minutes, pour une moyenne de 10 000 à 25 000 par an. L'activité humaine serait alors responsable de la rapidité de cette extinction ; l'argument qui prévaut est par ailleurs lié au morcellement et à l'isolation des écosystèmes

¹²¹ *Ibid.*, p. 11.

¹²² Union internationale pour la conservation de la nature, *La liste rouge 2008*, en ligne, http://www.iucn.org/about/work/programmes/species/red_list/?3460/2/UICN-la-crise-que-traverse-la-vie-sauvage-pire-que-la-crise-economique. Page consultée le 15 octobre 2008.

engendrée par l'activité humaine et l'exploitation de la nature¹²³. En fait, 95% des espèces connues seraient localisées dans les forêts tropicales – zones particulièrement menacées par la déforestation. Pour chaque plante tropicale qui disparaît, 30 espèces disparaissent, principalement des bactéries.

Ce bref détour par un exposé de ce que l'on pourrait appeler le discours sur l'extinction de la diversité biologique a pour objectif de mettre en évidence le caractère, certes scientifique, mais aussi construit de celui-ci. En effet, dans son livre tant controversé, *L'écologiste sceptique*, Bjørn Lomborg rappelle à raison que la diffusion politique des découvertes scientifiques ne se fait pas sans un choix guidé par la nécessité. En effet, selon lui, le ratio d'une extinction moyenne de 40 000 espèces par an ne serait fondé que sur une probabilité calculée par l'écologiste Norman Myers puis reprise par Thomas Lovejoy avec des données de l'UICN à partir d'une enquête réalisée sur le défrichement de la forêt amazonienne dans les années 1990. Ce ratio est pourtant repris par la plupart des ouvrages portant sur l'extinction des espèces, sans toutefois être vraiment expliqué. Ce que Bjørn Lomborg montre, ce n'est pas que l'extinction n'existe pas, mais plutôt que nous n'avons pas encore de moyens infaillibles pour en évaluer l'ampleur et la gravité. Il montre par ailleurs que le problème n'est pas tant le nombre alarmant d'espèces disparues; comme nous l'avons vu dans notre premier chapitre, c'est plutôt le fait que les peuples, les cultures et les civilisations en dépendent¹²⁴.

Dès lors, il n'est pas inutile de prendre en compte l'importance et la complexité du lien entre la science et la politique, puis entre la science et le droit¹²⁵ pour envisager l'étude de la Convention sur la diversité biologique, Le ballet des acteurs de la gouvernance de la diversité

¹²³ *Ibid.*

¹²⁴ Bjørn Lomborg, *The Skeptical Environmentalist: Measuring the Real State of the World*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001, p.43..

¹²⁵ Serge Gutwirth, « Science et droit de l'environnement : quel dialogue ? » In *Quel avenir pour le droit de l'environnement?* Actes du colloque organisé par le CEDRE (Centre d'étude du droit de l'environnement - F.U.S.L.) et le CIRT (Centrum interactie recht en technologie - V.U.B.), sous la dir. de François Ost et Serge Gutwirth, p.25. Travaux et recherches, volume 71 des Publications des Facultés universitaires Saint-Louis, 1996.

biologique va déterminer les termes de ces liens à travers les choix politiques et les normes qui émergeront.

2.1.1.2 Définitions de la diversité biologique

Le concept de diversité biologique, appelé aussi biodiversité, a dépassé le cadre de la biologie et de l'écologie pour devenir un espace public où les acteurs concernés (institutions nationales et internationales, secteur privé, ONG, peuples autochtones) sont en situation de rapport de force. L'approche des choix rationnels appliquée aux dynamiques de la coopération internationale et de la gouvernance interpréterait ces conflits à travers la théorie des jeux. Loin de nier l'intérêt d'une telle approche pour comprendre les déterminants des choix des acteurs dans les négociations, nous lui préférons une analyse qui mettra davantage l'accent sur les inégalités de pouvoir entre les acteurs. À l'instar de ce que l'on retrouve dans la littérature contemporaine, qui pose la politisation du concept à travers le régime qui en gère l'exploitation et la conservation, nous soutiendrons ici que la politisation du langage de la biodiversité apparaît à travers l'enjeu économique qu'elle est devenue. La conservation de la biodiversité devient un champ social où se transcendent les inégalités économiques de la mondialisation.

Élaborée dans les coulisses de la gouvernance environnementale en 1986, avec tout un arsenal d'outils de mesure, sous l'égide de l'école des *environmental economics*¹²⁶, la Convention sur la diversité biologique a posé le cadre de la conservation des espèces dans l'économie néolibérale mondialisée, et a de ce fait généré des rapports de force inhérents à la mondialisation néolibérale. Pour beaucoup d'auteurs, derrière toute une symbolique de justice et de coopération pour la sauvegarde de la nature et de l'humanité, se révéleraient toutes les

¹²⁶ Catherine Aubertin et Franck-Dominique Vivien, *Les enjeux de la biodiversité*, Paris, Économica, 1998, p.11.

fondations qui vont achever de compléter le processus des droits de propriété sur le vivant¹²⁷. Tout au long de ce chapitre, nous identifierons les normes issues de ce régime, les incohérences, les débats, afin de soutenir notre hypothèse principale selon laquelle la gestion des ressources environnementales va au-delà des simples faits scientifiques nous urgeant à la sauvegarde de la nature mais qu'elle appartient à une vision du monde empreinte de rationalisme positiviste inhérent à cette idéologie contemporaine que nous appelons la modernité. Cette vision du monde s'oppose à celle d'autres acteurs (peuples autochtones, mouvements altermondialistes), avec un discours aux présupposés normatifs ayant des effets structurants sur la réalité.

La définition officielle de la diversité biologique est très vague, ce qui se répercute sur toute la Convention. En effet, l'article 2 de la CBD définit la diversité biologique ainsi :

La variabilité des organismes vivants de toute origine, y compris, entre autres, les écosystèmes terrestres, marins et autres systèmes aquatiques et les complexes écologiques dont ils font partie; cela comprend la diversité au sein des espèces, entre les espèces, ainsi que celle des écosystèmes.¹²⁸

Les biologistes identifient « trois niveaux organisationnels de la diversité biologique¹²⁹ » que nous trouvons dans la définition de la Convention. Il s'agit de la diversité des gènes – correspondant à la diversité des gènes au sein des espèces –, de la diversité spécifique – une espèce étant définie comme la population dont les membres peuvent se croiser de façon naturelle –, et enfin la diversité des écosystèmes, qui correspond à la diversité d'un niveau d'organisation¹³⁰. Ces différents niveaux sont utilisés pour quantifier, recenser et identifier les espèces, leur identité génétique et leur milieu. L'intérêt de ces divisions est très

¹²⁷ Vandana Shiva, *Biopiracy: the Plunder of Nature and Knowledge*, Boston, South End Press, 1997, p.10.

¹²⁸ PNUE, *Convention sur la diversité biologique*, en ligne, <http://www.biodiv.org/reports/list.aspx?type=all&alpha=K>. Page consultée le 26 octobre 2009.

¹²⁹ Parizeau, Marie-Hélène. « Introduction ». Chap. in *La biodiversité, tout conserver ou tout exploiter?*, p.21. Paris/Bruxelles : De Boeck & Larcier s.a, 1997.

¹³⁰ Catherine Aubertin et Franck-Dominique Vivien, *op. cit.*, p.11.

méthodologique et pratique, les trois niveaux étant interdépendants et leur distinction étant créée artificiellement¹³¹. La gouvernance environnementale a vu depuis les deux derniers siècles la création de plus de 400 accords multilatéraux visant à protéger la nature et les différents écosystèmes. De ceux-ci, 30% concernent la CBD et se retrouvent dès lors sous sa gouverne¹³².

2.1.1.3 Les fondements philosophiques et discursifs : la diversité biologique comme une construction sociopolitique de la gestion globale des ressources génétiques

La CBD est fondée sur une approche écosystémique qui a pour objectif d'évaluer des problèmes de perte de biodiversité par écosystème. Tout comme le modèle élaboré par les intellectuels de la Banque Mondiale et les organisations ayant participé à l'élaboration du texte, le régime analyse les problèmes des écosystèmes un par un, ce qui est fortement critiqué par la communauté scientifique. En effet, celle-ci objectera fréquemment que la nature n'est pas une somme d'écosystèmes distincts mais bien un continuum, qu'elle se fonde sur la coopération et non la compétition. Par exemple, il n'existe pas de ligne nette qui sépare le désert du littoral dans le Sahara occidental. Cette classification utilitariste des écosystèmes a un but d'efficacité quant à l'implantation des politiques de conservation et de réhabilitation de la diversité biologique. Dès lors, il existe dans ses plans d'implantation de nombreuses zones grises et de nombreuses questions subsistent. Par exemple, est-ce que la sauvegarde d'une espèce suffit ou faut-il parfois gérer tout l'écosystème¹³³?

Les catégories écosystémiques, prises comme norme pour aborder la gestion de la nature, répondent bien sûr à un besoin d'organisation des mécanismes d'implantation des politiques environnementales et de développement durable, mais elles sont aussi issues d'une vision

¹³¹ Marie-Hélène Parizeau, *op. cit.*, p.17.

¹³² Philippe Le Prestre (dir.), *Governing Global Biodiversity, the Evolution and Implementation of the Convention on Biological Diversity*, Brookfield, Ashgate Publishing, 2002, p.9.

¹³³ Marie-Hélène Parizeau, *op. cit.*, p.25-26.

issue de la modernité. Elles représentent surtout la chronologie d'émergence des préoccupations environnementales au cours du dernier siècle. Pour comprendre ceci, un bref détour par une histoire sélective du droit de l'environnement s'impose.

En effet, le dernier quart de siècle a généré plus de 250 instruments visant la régulation de l'environnement. Cependant, les premiers accords environnementaux dateraient du XIX^e siècle¹³⁴. En 1818, la « Convention Respecting Fisheries » et les autres régimes de contrôle de la pêche qui furent initiés à travers l'Europe reflètent plus l'allocation de droits d'exploitation que le souci environnemental. En 1900, fut initiée la Conférence internationale de protection des mammifères africains. Inscrit dans une logique coloniale, ce traité avait pour but de réglementer la chasse et les safaris¹³⁵. Il restreignait la chasse abusive (imposition de quotas selon la taille et l'âge, prohibition de certaines méthodes de chasse, création de réserves naturelles)¹³⁶. Ces réglementations, qui appartenaient à une vision occidentalocentrée de la conservation de l'environnement, excluaient la participation des communautés colonisées, allant même jusqu'à les chasser de leurs terres ancestrales à des fins de création de réserves. Par exemple, les parcs nationaux du Kenya sont un héritage du colonialisme britannique. À l'origine, ils furent créés comme des terrains de chasse. Dès lors, non seulement les populations qui vivaient des ressources naturelles de ces terres furent chassées, mais le colon accorda peu d'intérêts à la préservation des écosystèmes. Il favorisa plutôt la multiplication de certaines espèces convoitées comme les rhinocéros¹³⁷. La déstructuration des modes de vie de certains groupes sociaux généra une autre crise environnementale majeure : au regard de la rareté des ressources alimentaires et des espaces, ces groupes durent trouver d'autres moyens de subsistance comme le braconnage ; ils s'établirent par ailleurs dans des régions déjà surpeuplées, générant ainsi des conflits ethniques¹³⁸ à plusieurs endroits.

¹³⁴ Joseph Di Mento, *op. cit.*, p.9.

¹³⁵ John Akama, « The Evolution of Wildlife Conservation Policies in Kenya », *Journal of Third World Studies*, vol. XV, no 2 (1998), p.105.

¹³⁶ Joseph Di Mento, *op. cit.*, p.14.

¹³⁷ John Akama, *loc. cit.*, p.110.

¹³⁸ *Ibid.*, p.113.

Selon J.-P. Deléage, les premiers organismes internationaux voués à la protection de la nature furent créés au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. L'UNESCO convoqua le Congrès constitutif de l'Union nationale pour la Protection de la Nature en vue de sauvegarder l'ensemble du monde vivant et l'environnement naturel de l'Homme. Ce fut le départ de nombreuses recherches sur les grands biomes terrestres. Cette institution généra de nombreux accords régulant encore l'exploitation des eaux et la sauvegarde des oiseaux¹³⁹.

Dès lors, la hiérarchie des lois de la conservation de l'environnement, qui était souvent initiée par des accords bilatéraux, avait des objectifs locaux visant davantage à réguler les litiges possibles et existants issus de l'exploitation de zones communes, en particulier les fonds marins. Il est aussi important de mentionner que l'expérience traumatisante des dangers de la technologie nucléaire et de sa capacité de destruction fut créatrice de régimes mais aussi d'une prise de conscience globale: un nuage radioactif ou une marée noire ne connaissent pas les frontières territoriales. Cela déboucha sur une décision de l'UNESCO, en 1968, d'organiser à Stockholm une grande conférence internationale sur l'Homme et son milieu¹⁴⁰. La Conférence de Stockholm (1972) a initié la modernité des lois environnementales et leur coordination, soutenue en 1980 par la Convention de Vienne sur les traités de 1969¹⁴¹.

Une nouvelle dynamique des lois environnementales est amorcée dans les années 1970-1980 avec la découverte du trou dans la couche d'ozone causé par la pollution atmosphérique des ODC (*ozone-depleting-chemicals*). Les produits comme les vieux aérosols, les réfrigérateurs, les systèmes de climatisation, les mousses de plastique, certains pesticides agricoles, solvants et détergents rejettent des gaz halogénés (contenant du chlore et du brome) comme les chlorofluorocarbures (CFC) qui appauvrissent la couche d'ozone. En 1985 est signée et ratifiée la Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone. En 1987, 24 pays signèrent le Protocole de Montréal qui impose la suppression progressive des CFC et halons de tous les ODC. Le calendrier, étalé sur 20 ans, devait déboucher sur une réduction de

¹³⁹ Jean-Paul Deléage, *op. cit.*, p.36-38.

¹⁴⁰ *Ibid.*, p.37.

¹⁴¹ Joseph Di Mento, *op. cit.*, p.17.

moitié de l'appauvrissement de la couche d'ozone, et la résorption du trou au-dessus de l'Antarctique (le trou a atteint 28 millions de km² en 2003)¹⁴². En effet, il faut à peu près 10 ans pour que les CFC disparaissent dans l'atmosphère. Cependant, à cette époque, l'environnement n'était pas encore considéré dans sa dimension globale, et le développement économique n'était pas remis en cause. Certains chercheurs sont optimistes et prévoient qu'en 2050, la couche d'ozone reviendrait à son niveau de 1980. Toutefois, les CFC réduisent la couche d'ozone en période de très basse température. Ainsi, les instabilités climatiques comme les refroidissements inhabituels dans l'atmosphère au-dessus de l'Antarctique ont élargi à un niveau record le trou dans la couche d'ozone depuis 2003¹⁴³.

Le régime de conservation sur la diversité biologique est empreint de cette vision protectionniste¹⁴⁴ de la nature qui constitue la philosophie de l'UICN et de l'UNESCO, à un moment où pour conserver un site, le parc était la solution la plus favorable. Cependant, depuis l'avènement du paradigme du développement durable et de l'approche participative dans les projets de développement, il s'est constitué une rupture avec l'écologie profonde et conservationniste¹⁴⁵. Celle-ci préconise la protection de la diversité biologique et son utilisation « durable » avec la participation des communautés et le « partage des avantages¹⁴⁶ » de son utilisation. C'est une nouvelle vision de la protection de la nature qui n'évolue plus indépendamment de l'activité humaine¹⁴⁷.

¹⁴² Actu environnement, *Le trou de la couche d'ozone antarctique revient en force*, archives du 31 août 2005, en ligne : www.actu-environnement.com/ae/news/1220.php4. Page consultée le 26 octobre 2009.

¹⁴³ *Idem*.

¹⁴⁴ Catherine Potvin, « La biodiversité pour le biologiste, protéger ou conserver la nature ». In Marie-Hélène Parizeau, *op. cit.*, p.34.

¹⁴⁵ *Ibid.*

¹⁴⁶ Article 27 de la CBD trouvé sur le site du PNUE, *op. cit.*

¹⁴⁷ Catherine Potvin, *op. cit.*, p.45.

2.1.1.4 La Convention dans les faits : genèse et structure

Adoptée le 22 mai 1992, la Convention sur la diversité biologique est officiellement ouverte aux signatures le 5 juin 1992 à la Conférence des Nations Unies pour le Sommet de la Terre de Rio de Janeiro pour l'environnement et le développement, pour finalement entrer en application en décembre 1993¹⁴⁸. Elle est posée comme un cadre juridique visant à protéger les ressources génétiques en dehors des aires protégées, pour les générations futures¹⁴⁹. L'objectif recherché au départ était qu'elle englobe les conventions citées ci-après en vue d'une action concertée commune entre protection de la faune et de la flore et la conservation durable – qui implique la réhabilitation des espèces menacées par leur mise en culture et l'amélioration des conditions de vie des populations qui sont impliquées¹⁵⁰. Sa réussite sera un point que nous discuterons plus loin. Voici les accords qui sont maintenant gérés sous l'auspice de la CBD :

- CITES : La Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, ou Convention de Washington (entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1975).
- La Convention sur la conservation des espèces migratoires sauvages, adoptée par la Conférence des Parties à sa huitième session (Nairobi, 20-25 novembre 2005).
- La Convention sur les zones humides d'importance internationale ou Convention Ramsar, signée à Ramsar en Iran, en 1971.
- La Convention de Paris pour la protection du patrimoine naturel et culturel (Paris, le 16 novembre 1972)¹⁵¹.

¹⁴⁸ Philippe Le Prestre, *Governing Global Biodiversity*, *op. cit.*, p.3.

¹⁴⁹ Préambule de la CBD trouvé sur le site du PNUE, *op. cit.*

¹⁵⁰ Le détail du fonctionnement des projets liés à la convention sera exposé dans notre troisième partie, lors de l'analyse des projets de conservation du programme de microfinancement du Fonds pour l'Environnement mondial au Maroc.

¹⁵¹ Philippe Le Prestre, *Governing Global Biodiversity*, *op. cit.*, p.10.

En octobre 1982, lors du Congrès international des parcs et aires protégées de l'UICN, les juristes de la Commission de Droit de l'Environnement¹⁵² proposèrent une convention fondée sur les mêmes principes que ceux des conventions visant à protéger la nature. Cela avait trois buts : encadrer l'exploitation des ressources génétiques en dehors des aires protégées, pour les générations futures; coordonner l'ensemble des accords visant la protection du vivant; et finalement, explorer les possibles développements d'instruments internationaux pour l'exploitation des ressources génétiques naturelles. En 1987, le conseil d'administration du PNUE adopte la décision 14/26¹⁵³ pour l'amorce de la conception d'une Convention « parapluie¹⁵⁴ » régulant et coordonnant la diversité biologique et l'évaluation des obstacles légaux de cette initiative qui vise à mettre en place une convention globale de protection de la nature. Ainsi, le conseil d'administration avait aussi recommandé l'élaboration d'un protocole sur la biotechnologie affiliée à la CBD, en réaction à l'importance commerciale grandissante des ressources génétiques pour les industries de la biotechnologie¹⁵⁵.

La Conférence de Rio de Janeiro a été marquée par la signature de deux autres conventions environnementales avec des arrangements différents de ceux de la CBD.

¹⁵² La Commission sur le Droit de l'Environnement est une commission qui fut toujours très active et qui compte aujourd'hui plus de 550 membres. Sa mission est de contribuer à faire progresser le droit de l'environnement tant par l'élaboration de nouveaux concepts et instruments juridiques que par le renforcement institutionnel des sociétés afin de les aider à se servir du droit de l'environnement pour œuvrer à la réalisation de la mission de l'union. Elle a joué jusqu'à aujourd'hui un rôle considérable dans l'élaboration de la plupart des instruments juridiques environnementaux, en étroite collaboration avec le PNUE mais tout en restant très discrète quant à sa contribution. Pour plus d'information, voir Juliette, Olivier, *L'union mondiale pour la nature (UICN) : une organisation singulière au service du droit de l'environnement*, Travaux du CERIC, Bruxelles, Bruylant, 2005.

¹⁵³ PNUE, *CBD news, 10th anniversary, The Convention of Biological Diversity: From Conception to Implementation*, en ligne, <http://www.cbd.int/doc/publications/CBD-10th-anniversary.pdf>. Page consultée le 5 mars 2008.

¹⁵⁴ Cela implique qu'à la différence d'une convention cadre, elle s'applique rétroactivement sur des accords préexistants.

¹⁵⁵ Philippe Le Prestre, *Governing Global Biodiversity*, *op. cit.*, p.12.

- La Convention cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCUNCC).
- La Convention pour la lutte contre la désertification, et sa déclaration sur la gestion et le développement durable des forêts.

Ces recommandations ont été prises en compte par le Comité intergouvernemental avec le mandat de négocier les problèmes légaux, ainsi qu'au « Ad Hoc Group of Legal and Technical Experts on Biological Diversity ». Dès lors, plusieurs ONG et institutions internationales ont participé à l'élaboration du texte et des normes, notamment par le biais de recommandations. Ces institutions sont le WRI, l'UICN, la Banque Mondiale, l'UNESCO et l'OCDE (qui espérait que la CBD ait les mêmes arrangements financiers que la CCNUCC) .

D'après une analyse exhaustive du texte de la Convention, la CBD aborde les problématiques suivantes:

- **La problématique concernant les ressources génétiques**, leur accessibilité par les autres pays et les droits de propriété intellectuelle : même s'il en est davantage question dans le Protocole de Carthagène sur la Biosécurité, elle fait l'objet de quelques mentions assez vagues car elle fait encore l'objet de débat qui occupera la scène du commerce international jusqu'à aujourd'hui. Nous reviendrons sur ce débat lors de notre explication du génie génétique, dans l'Article 16 intitulé « L'accès à la technologie et au transfert de technologie¹⁵⁶ ».
- **La problématique du partage des avantages**, une problématique fortement liée à la conservation de la diversité que l'on retrouve d'abord dans le préambule¹⁵⁷ puis qui est

¹⁵⁶ PNUE, *Convention sur la diversité biologique*, « L'Article 16 : L'accès à la technologie et au transfert de technologie », *op. cit.*

¹⁵⁷ Dans le préambule de la Convention, on peut lire : « *Reconnaissant* qu'un grand nombre de communautés locales et de populations autochtones dépendent étroitement et traditionnellement des ressources biologiques sur lesquelles sont fondées leurs traditions, et qu'il est souhaitable d'assurer le partage équitable des avantages découlant de l'utilisation des connaissances, innovations et pratiques traditionnelles intéressant la conservation de la diversité biologique et l'utilisation durable de ses éléments (...) »

rappelée dans les articles 1 et 8 sur le partage des avantages de la conservation *in situ* ainsi que, bien sûr, dans l'article 15 sur les ressources génétiques¹⁵⁸. C'est l'aspect sur lequel l'entente fut la plus difficile à résoudre étant donné qu'elle rejoint directement la problématique de l'accès aux ressources naturelles des pays du Sud et de la biopiraterie. C'est ainsi que fut abandonnée la notion de patrimoine mondial en ce qui concerne le statut juridique de la Convention, au profit d'un accès négocié.

- **La problématique de la diversité agricole et de l'alimentation**, avec la prise de conscience des défauts de l'agriculture moderne. Ainsi, dans l'annexe 1, il est rappelé que le lien entre la diversité agricole et la survie des communautés dépend de la sauvegarde de certaines espèces dites cultivées ou domestiquées. Dans les documents de la FAO (Food and Agriculture Organization), il est rappelé comment l'agriculture et la diversité biologique sont liées. La conservation de la diversité des espèces entourant les cultures est importante pour la productivité; elle favorise l'adaptation de certaines espèces agricoles et le maintien de la fonction des écosystèmes. Réciproquement, les pratiques agricoles durables permettent la réhabilitation de certaines espèces en voie d'extinction¹⁵⁹.
- **La problématique des pratiques culturelles** d'utilisation de la diversité biologique. D'un point de vue politique, l'intégration des communautés culturelles à la conservation de la nature représente une rupture avec le conservationnisme colonial, qui maintenait que l'activité humaine était incompatible avec la création d'aires protégées. Dans le préambule mais aussi dans l'Article 6 de la CBD, intitulé « Utilisation durable des éléments constitutifs de la biodiversité », nous pouvons lire que :

¹⁵⁸ PNUE, *Convention sur la diversité biologique*, « Article 1-8, 15 », *op. cit.*

¹⁵⁹ Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, *Global Issues, Agricultural Biodiversity and the FAO*, en ligne, www.fao.org/biodiversity. Page consultée le 22 octobre 2009.

Chaque partie contractante [...] protège et encourage l'usage coutumier des ressources biologiques conformément aux pratiques culturelles traditionnelles compatibles avec les impératifs de leur conservation ou de leur utilisation durable [...], aide les populations locales à concevoir et à appliquer des mesures correctives dans les zones dégradées où la diversité biologique a été appauvrie.¹⁶⁰

- **La problématique de la conservation** à préconiser, qui oscille entre parcs naturels et utilisation durable par les êtres humains. La notion de conservation est combinée à la notion d'utilisation durable chaque fois qu'elle est mentionnée. La CBD recommande dans son préambule des types de conservation qui font l'objet des articles 6 à 10 quant aux notions de conservation *in situ* et *ex situ*. Dès lors, le discours sur la conservation durable permet de rattacher à la convention non seulement le Protocole sur la biotechnologie, mais aussi les conventions précédentes portant sur les aires protégées (CITES, Ramsar, UPOV (Union internationale pour la protection des obtentions végétales)).

De ce fait, puisque la CBD s'intéresse au vivant, elle peut être vue aussi comme la Convention qui rassemble à elle seule tous les dilemmes de la conservation de l'environnement ainsi que les rapports de force entre les acteurs dans la mondialisation néolibérale. D'après notre présentation du régime et des relations conflictuelles entre acteurs, des conflits d'intérêts et de l'incohérence, nous pourrions ainsi voir se dégager des problématiques qui sont liées aux conséquences de la progression du libre-échange de même qu'à ses effets sur la diversité des peuples mais aussi de la nature.

Selon P. Le Prestre, la CBD aurait échoué à devenir un parapluie et fonctionnerait comme une Convention cadre. La raison est qu'elle doit impérativement se fonder sur une stratégie élaborée à l'échelle nationale. De ce fait, le texte devait être suffisamment flexible pour permettre l'adaptation aux différentes législations. Par ailleurs, les pays dits riches en biodiversité ont tenu tout au long des négociations à réaffirmer leur souveraineté sur les ressources, ce qui rendit les négociations difficiles avec les pays importateurs de ressources

¹⁶⁰ Préambule de la CBD, PNUE, *op. cit.*

génétiques et dépendants des législations nationales d'accès négocié à ces ressources. Ces recommandations furent données à un comité intergouvernemental – avec le mandat de négocier les problèmes légaux – ainsi qu'au « Ad Hoc Group of Legal and Technical Experts on Biological Diversity¹⁶¹ ».

De Rio à Johannesburg, la Convention s'est renforcée et elle compte maintenant 193 États membres. Selon K.Tœpffer, directeur exécutif du PNUE, la CBD a été reconnue comme une institution globale clé pour la « conservation efficace et l'utilisation durable de la diversité biologique ainsi que le partage juste et équitable des bénéfices tirés de l'exploitation de ses ressources génétiques¹⁶² ». Lors du Sommet de Johannesburg, l'importance de cette convention a été réaffirmée, dans l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le développement, par la réduction du ratio d'extinction des espèces¹⁶³.

2.1.1.5 La CBD et la politique internationale

Comme nous avons pu le mettre en relief dans notre premier chapitre, les Conventions de l'environnement n'émanent pas d'un consensus idéologique et juridique international et institutionnel. En effet, nous pouvons observer à travers leur étude une concurrence entre les différents les pays voulant chacun faire valoir leurs intérêts

Le gouvernement américain principal acteur du Groupe de Miami composé de l'Argentine, l'Australie, le Canada, le Chili, non signataire de la CBD et du Protocole de Carthagène sur la biosécurité, a fait valoir à Rio de Janeiro 16 points non négociables ; il a également demandé l'extension de la session de négociations. Les réticences de ces pays concernaient la portée du principe de précaution s'il venait à être appliqué au commerce international. En effet, ces

¹⁶¹ Philippe Le Prestre, *Governing Global Biodiversity*, op. cit., p.27.

¹⁶² Préambule de la CBD trouvé sur le site du PNUE, op. cit.

¹⁶³ Philippe Le Prestre, *Governing Global Biodiversity*, op. cit., p.35.

pays soucieux de faire valoir leurs intérêts économiques agricoles et industriels, s'opposaient fermement à toute législation autorisant l'établissement des barrières protectionnistes ou de l'accès aux ressources génétiques. Le plaidoyer dans ses grandes lignes soutient que toute opposition au commerce international et à l'approfondissement du libre-échange est néfaste pour l'environnement ceci étant représenté par la courbe de Kuznets (voire 1.1.2). Les pays du Sud avec le groupe des Méga Divers soutenaient une convention permettant d'offrir des outils législatifs visant à encadrer le commerce agricole, l'utilisation des organismes génétiquement modifiés, la bio prospection, ou toute activité comportant des risques pour les écosystèmes, à un niveau supérieurs aux législations en vigueur à ce moment. La position parfois contradictoire de l'Union Européenne reflétait tant celle des intérêts de ses puissances économiques que celle de la forte opposition de la société civile, des agriculteurs et de l'opinion publique, particulièrement en France et en Allemagne. Même si elle contraignait les pays riches en diversité biologique convoités par les industries pharmaceutiques à approfondir le partage des avantages de la conservation et le libre accès à ses ressources, l'U.E finit par s'aligner sur la position des pays du Sud. En effet la position européenne est très intéressante surtout après la signature du protocole de Carthagène. Les très médiatisées oppositions à l'agriculture industrielle et aux cultures d'OGM soutenues par les traditions culturelles (le Terroir français) et mythiques (La Forêt Noire bavaroise) entourant la nature et ses fruits se transformèrent en revendications politiques au sein des institutions économiques internationales. Elle s'alignait ainsi sur les positions et le plaidoyer de l'association des peuples autochtones et celle des pays riches en biodiversité. Jusqu'à 2009, ces trois groupes négocièrent pour le renforcement de l'Article XX de la charte de l'OMC, et l'intégration de la notion de risque culturel.

L'autre aspect important pour notre propos est que le ballet des intérêts nationaux encore très présent dans la mondialisation, sur lesquels s'arriment souvent la société civile et le secteur privé, apparaît aussi dans la diversité des institutions internationales où ils peuvent trouver leur expression. Ainsi, L'OCDE, proposait que la CBD aurait les mêmes arrangements financiers que la CCNUCC et d'organiser les négociations à New York sous l'auspice de l'Assemblée générale. Selon Le Prestre, les deux conventions sont différentes parce que la CBD fut négociée à Nairobi sous l'auspice du PNUE et qu'elle porte davantage les exigences

des pays du Sud et de l'Union Européenne que la CCNUCC, elle-même fondée sur le principe du pollueur payeur et des quotas d'émission. Très peu contraignante à l'égard des pays aux émissions les plus importantes par rapport à l'urgence de la situation, la CCNUCC est donc favorable à une gestion en faveur de la croissance économique et de la production mondiale¹⁶⁴.

Malgré quelques victoires pour les pays du Sud, la Convention fut élaborée sur les mêmes concepts que l'école des *environmental economics* : l'on rappela que la biodiversité est essentielle pour le développement durable et qu'elle concerne les problèmes socio-économiques du développement. Selon cette approche, la conservation biodiversité, et ses ressources sont liées à la progression des nouvelles technologies du génie génétique et à la révolution verte agricole. Selon Le Prestre, le fait que la Convention ait été négociée d'une part pendant le Sommet de Rio sur l'Environnement et le Développement, et d'autre part en même temps que la CCNUCC – qui accaparait toute l'attention des États – a permis à la CBD de voir le jour malgré plusieurs difficultés et l'absence de consensus.

En ce qui concerne les aspects techniques, les principales divergences qui rendirent difficiles les négociations sont : le refus des États-Unis de signer, les imprécisions sur les types de transferts financiers à mettre en place et les controverses liées au financement de l'application de la Convention. Dans son préambule, la CBD réaffirme le principe de précaution dans sa formulation européenne, ce qui fut l'un des points de litige majeurs avec le gouvernement américain¹⁶⁵. L'autre question centrale sur laquelle le conseil d'administration a statué en 1989 fut de savoir qui accueillerait la Convention. L'UNESCO, était au départ l'organisation au profil le plus adapté à l'esprit conservationniste ayant déjà développé le concept de Réserve de Biosphère depuis les années 1970 avec une forme de labellisation portant la mention de terroir¹⁶⁶. Toutefois, d'une part le groupe des pays les plus riches en biodiversité

¹⁶⁴ Philippe Le Prestre, *Governing Global Biodiversity*, op. cit., p.23-27.

¹⁶⁵ *Ibid.*, p.14.

¹⁶⁶ UNESCO, *Man and Biosphère* MAB, en ligne, http://portal.unesco.org/science/fr/ev.php-URL_ID=6393&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html. Page consultée le 26 mai 2010.

s'opposait à ce que la diversité biologique ait le statut juridique de patrimoine mondial de l'humanité que lui conférerait l'UNESCO. D'autre part, l'on craignait que le PNUE – qui n'avait toujours pas le statut d'organisation – soit supplanté par l'UNESCO et donc voué à la disparition. Ayant perdu la CCUNCC au profit de l'Assemblée Générale, le PNUE fut finalement chargé de coordonner les négociations et de fournir les outils scientifiques nécessaires¹⁶⁷.

Lorsque que l'on s'attarde aux textes même de la CBD, il est possible d'y voir clairement chacune des positions des groupes mentionnés ci dessus. Ce qui rendit le texte très vague, imprécis et peu utile dans le renforcement du droit international de l'environnement.

2.1.1.6 La mise en application de la Convention

En termes d'implantation, selon l'approche théorique de l'effectivité et de l'efficacité des régimes, l'accord est fondé sur trois principes qui sont l'implantation nationale (intégration verticale¹⁶⁸), la bonne coordination avec les autres accords internationaux – comme la CCNUCC ou les accords commerciaux (intégration horizontale¹⁶⁹) – et la participation aux activités postnégociations avec la tenue de conférences et la supervision de groupes de travail *ad hoc*. Dans la promotion de son efficacité, il est rappelé que la Convention a trois caractéristiques, Compréhensivité / Complexité / Compromis, qui sont aussi les clefs du régime¹⁷⁰.

Faisant foi de texte de droit, les problématiques abordées par la CBD sont soutenues par un certain nombre de principes constituant une médiane entre les différents mots d'ordre

¹⁶⁷ Philippe Le Prestre, *Governing Global Biodiversity*, *op. cit.*, p.15.

¹⁶⁸ En anglais, « Vertical Linkage ».

¹⁶⁹ En anglais, « Horizontal Linkage ».

¹⁷⁰ Philippe Le Prestre, *Governing Global Biodiversity*, *op. cit.*, p.19.

énoncés dans des textes de droit ayant précédé ladite convention. Voici les trois principes juridiques de prévention que la CBD valide¹⁷¹.

Le principe de prévention et d'anticipation: il est conçu par les juristes comme le pilier du droit de l'environnement; c'est le premier principe universellement reconnu sur lequel se sont construites toutes les législations des pays de l'OCDE. Il fut consacré au rang de norme juridique par la CBD au point 8 du préambule: « *Il est important au plus haut point d'anticiper et de prévenir les causes de réduction ou de la perte de la diversité biologique à la source et de s'y attaquer.* »

Le principe de précaution : il est fondé sur la même démarche préventive. Il statue que l'absence de certitude scientifique ne peut être invoqué comme raison pour différer les mesures qui permettraient d'éviter le danger ou d'en atténuer les effets.

Le principe de la participation et de l'information tient de l'idée que la conservation de l'environnement est un devoir de l'État mais aussi des autres acteurs, notamment les communautés. Nous retrouvons ce principe dans la plupart des projets de conservation de la diversité biologique financés par les institutions internationales sous la vision de l'intégration et de l'approche participative des communautés et de leur éducation à la durabilité¹⁷². L'approche participative, qui plaide pour une implication des communautés locales, est devenue le mot d'ordre des projets de développement durable et de conservation de la nature¹⁷³.

2.1.2 L'économie de la biodiversité et les obstacles au commerce : vers une législation globale uniforme

Nous avons précédemment présenté l'idée émise par Marie-Hélène Parizeau selon laquelle le concept de biodiversité sous-tendait un mouvement d'artificialisation de la diversité

¹⁷¹ Michel Pâques et Michael Faure (comp.). *La protection de l'environnement au cœur du système juridique international et du droit interne. Acteurs, valeurs et efficacité*. (Université de Liège, Château de Colonster, 19-20 octobre 2001). Bruxelles: Bruylant, 2003, p.342.

¹⁷² *Ibid.*, p.347.

¹⁷³ Frédéric Lapeyre, Isabel Yopez, *op. cit.*, p 31.

biologique et ce, par la nécessité de réglementer autant sa conservation pour le bien de l'humanité que le statut de ressource pour le génie génétique. Le processus d'artificialisation du vivant, entraîné par les progrès de la Recherche et développement (R &D), implique une réflexion sur l'éthique du rapport de l'Homme avec la nature qui tient compte de l'étendue du pouvoir que le génie génétique confère et des changements que cela peut entraîner tant au niveau du droit que des représentations que la société se fait de l'environnement qui les entoure. Mais avant de toucher à ce domaine, nous allons approfondir les éléments de l'artificialisation née de l'avènement de la diversité biologique comme champ social de réflexion et de confrontation. Autrement dit, la réglementation de son utilisation en laboratoire n'est pas le seul élément : son intégration au processus économique et à la régulation par les prix est tout aussi révélatrice. En effet, comme nous l'avons exposé dans notre première partie, le paradigme de l'école des *environmental economics* est l'un des fondements de l'approche de conservation de l'environnement des institutions internationales. Ainsi, les travaux sur l'intégrité biogéochimique et biogéophysique de l'environnement¹⁷⁴ présentés lors de la *Conférence internationale sur la définition et la mesure de la durabilité* impliquaient une économie optimale et efficiente appliquée à la rareté des ressources¹⁷⁵. Donc, c'est un retour à l'un des principes fondamentaux de l'économie néoclassique, à savoir la distinction entre biens et services marchands et non marchands ou, plus vulgairement, la distinction entre biens économiques et biens gratuits. Les premiers sont des biens rares – la rareté sous-entend l'attribution de droits de propriété en vue d'échanges marchands. Ainsi, les prix sont-ils déterminés par le coût du bien à la production, le montant de l'offre par rapport à la demande. La demande est souvent supérieure à l'offre dans une situation où le bien ou service n'est pas libre d'accès à tous ni abondant, comme le sont les biens et services non marchands¹⁷⁶. Pour l'école des *environmental economics*, la solution à la crise environnementale était évidente : les ressources comme la diversité biologique sont

¹⁷⁴ Mohan Munasinghe, *Environmental Economics and Sustainable Development*, *op. cit.*, p.3.

¹⁷⁵ En anglais dans le texte de John Pezzey: « optimally economic efficiency applied to the scare of resources ». John Pezzey, *Sustainable development concepts, an economic analysis*, World Bank Environment Paper number 2, Washington DC, 1992, p.xvii.

¹⁷⁶ Catherine Aubertin et Franck-Dominique Vivien, *op. cit.*, p.47.

épuisables et, qui plus est, en voie d'extinction ; elles sont donc soumises aux lois concernant la rareté.

2.1.2.1 La valeur de la biodiversité, économie ou philosophie ?

La Convention sur la diversité biologique est certes fondée sur des principes juridiques. Mais comme elle est fortement imprégnée de l'école des *environmental economics* et qu'elle s'appuie sur le principe de partage des avantages de la conservation et de l'exploitation, elle a aussi posé les principes économiques sur lesquels doivent s'exercer la souveraineté des États et parallèlement les accès commerciaux pour l'utilisation de ressources.

Comme nous l'avons vu dans notre présentation du discours environnemental moderne, le défi de l'extinction et de la protection de l'environnement tourne autour de la question et de la notion de valeur à donner aux écosystèmes. Comme nous l'avons également présenté plus haut, la Convention qui a été négociée à Nairobi sous l'auspice du PNUE présente certaines caractéristiques que les autres accords environnementaux n'ont pas. Dans les rapports Nord/Sud, elle se traduit par certains gains pour les pays du Sud : précaution, abandon de la notion de patrimoine mondial au profit d'un accès négocié. Dans le discours environnemental moderne, elle a donné au concept de durabilité une nouvelle dimension éthique qui occasionna une rupture au niveau de l'économisme utilitariste de la Banque Mondiale en intégrant les contributions culturelles des communautés. Au niveau juridique, les importants litiges au sujet du partage juste et équitable des avantages de la biodiversité, de la biopiraterie et du brevetage abusif ont encouragé l'activisme et le développement des capacités (en anglais « empowerment ») desdits peuples autochtones. Un groupe de travail fut mandaté pour l'élaboration d'une déclaration reflétant le consensus international de reconnaissance des peuples premiers à l'intention du Comité des droits de l'Homme de l'assemblée plénière de l'ONU. Cela fut consacré par la Déclaration universelle des droits des peuples

autochtones¹⁷⁷. Ses implications juridiques et économiques ont d'ailleurs fortement pesé dans les négociations, les amendements au régime des droits de propriété intellectuelle sur le vivant, et le débat sur le statut juridique de protection du savoir et de la culture des peuples premiers comme impératif à la protection de la diversité biologique.

L'approche protectionniste¹⁷⁸ qui se reflète dans la CBD, ne peut être comprise sans un détour par certaines notions écophilosophiques qui proposent différentes réflexions sur la valeur à donner à la biodiversité, le rapport de l'humain à la nature et leur traduction politique dans la gestion des risques reliés à la perte de biodiversité¹⁷⁹. Un détour par l'axiologie environnementale à travers l'ouvrage de M-H Parizeau et de W. Fox est nécessaire pour identifier l'ensemble des théories voulant donner une valeur au monde dit non humain et les replacer dans une dimension éthique fondée sur plusieurs valeurs, allant de la vision la plus anthropocentrique du monde naturel jusqu'à l'écologie profonde¹⁸⁰. W. Fox propose de diviser les principaux courants autour du débat sur la notion de valeur en trois approches principales :

La théorie de la valeur instrumentale (en anglais dans le texte l'instrumental value theory) qui préconise que la nature n'a de valeur que par l'utilité qu'elle a pour l'humanité. Cette approche sous-entend que les êtres humains ont une valeur intrinsèque entre eux, mais pas la nature. En effet, la valeur de la nature, et donc son besoin de conservation, sont déterminés non pas par son existence en tant que telle mais par l'utilisation qui pourrait en être faite. Au niveau éthique cela suppose un rapport à la nature en termes de sujet/objet. Comme nous l'avons vu lors de notre présentation du discours environnemental

¹⁷⁷ Food and Agriculture Organization of the United Nations, *L'ADRD et les populations autochtones*. Document sur les politiques # 14, en ligne, <ftp://ftp.fao.org/SD/SDA/SDAR/sard/SARD-Indigenous-Peoples%20-%20french.pdf>. Page consultée le 28 mai 2008.

¹⁷⁸ Catherine Potvin, *op. cit.*, p.35.

¹⁷⁹ Marie-Hélène Parizeau, « Gestion des risques environnementaux et principe de précaution », dans M.-H. Parizeau et S. Kash, *De l'inégalité du dialogue entre les cultures : mondialisation, santé et environnement*, Coll. Bioéthique Critique, Québec : Presses de l'Université Laval, 2005, p. 268.

¹⁸⁰ Warwick Fox, *Toward a Transpersonal Ecology: Developing New Foundations for Environmentalism*, Albany, NY, State University of New York Press, 1995, p.149.

contemporain, cette approche éminemment utilitariste est celle avec laquelle le principe du développement durable se veut une rupture.¹⁸¹

La valeur intrinsèque du monde naturel est celle de préservation de l'environnement. Préservation vient du latin *pre, prae* signifiant *avant*, et *servare*, qui veut dire garder. Il cite les critères de l'écophilosophe William Godfrey Smith sur le « life support system argument » à l'échelle globale¹⁸². Au sein de la problématique entre conservation et développement pour la gestion du monde non humain, ce dernier concept de valeur intrinsèque met l'emphasis et/ou combine deux visions de Smith de la valeur de la nature, soit la *physical transformation value* et la *physical nourishment value*. Selon W. Fox, le principal problème des éthiciens de l'environnement est de trouver une théorie de la valeur intrinsèque adéquate à la fois pour la nature vue comme non humaine et pour la nature vue comme un tout dont nous faisons partie.

La troisième approche est l'un des fondements ontologiques du **développement durable**, et W. Fox va présenter cette approche comme dépendante du « maximum sustainable yield¹⁸³ ». Cette approche s'inscrit dans la réconciliation entre leur usage à outrance anthropocentriste et leur protection excessive biocentriste; elle symbolise aussi le consensus ou le débat entre les deux grands courants philosophiques sur la conservation de l'environnement¹⁸⁴.

Mais le premier élément qui interroge l'éthicien autant que le juriste et le politologue est l'ajout du Protocole de Carthagène sur la biosécurité relative aux organismes génétiquement modifiés, dont voici le débat.

¹⁸¹ Cette vision prend ses racines épistémologiques dans l'utilitarisme de John Stuart Mill et dans la tradition néolibérale britannique, qui prône une morale axée sur la poursuite ultime du bien-être de la communauté, bien-être évalué par des normes économiques. Voir Marie-Hélène Parizeau, « Gestion des risques environnementaux et principe de précaution », *op. cit.*, p. 269.

¹⁸² *Ibid.*, p.162.

¹⁸³ *Ibid.*, p.154.

¹⁸⁴ Marie-Hélène Parizeau, « Gestion des risques environnementaux et principe de précaution », *op. cit.*, p268.

2.1.3 Le Protocole de Carthagène sur la biosécurité

2.1.3.1 Définitions

Le Protocole de Carthagène sur la biosécurité est un accord multilatéral administré par la CBD. C'est une somme de principes, imprécis pour la plupart ou généraux, visant à réguler et administrer les OVM (organismes vivants modifiés). Ce protocole fut adopté à Montréal le 29 janvier 2000, après 5 ans d'intenses négociations, et il est entré en vigueur le 11 septembre 2003 avec 124 ratifications¹⁸⁵.

L'établissement d'un tel protocole a été suggéré lors de la COP2 (deuxième Conférence des Parties) et de la COP3 de la Convention sur la diversité biologique, sous l'égide d'une demande à l'intention de l'OMC. Cette demande visait la convocation d'un groupe de travail pour la question de l'impact du régime des droits de propriété intellectuelle sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique ainsi que sur le partage équitable des avantages de son utilisation¹⁸⁶. Les participants de la COP ont aussi invité les membres du secrétariat de l'OMC à participer aux prochaines COP afin d'établir une meilleure synergie entre les objectifs de la CBD et ceux de l'ADPIC¹⁸⁷. Le Protocole de Carthagène cherche à protéger la diversité biologique des risques potentiels posés par les OVM issus de la biotechnologie. Les pays ont le droit d'interdire ou de restreindre l'importation ou l'utilisation d'OVM là où il y a insuffisance de connaissances scientifiques ou absence de consensus concernant leur sécurité. Il établit par ailleurs une procédure d'accord informé préalable (AIP) pour assurer que tous les pays ont accès aux informations nécessaires

¹⁸⁵ À ne pas confondre avec la Convention de Carthagène sur la protection des mers de 1983.

¹⁸⁶ Ashish Kothari et R.V. Anuradha, « Biodiversity, Intellectual Property Rights, and the GATT Agreement: How to Address the Conflict? », *Biopolicy*, vol. 2, paper 4, PY 97004, 1997, p.1.

¹⁸⁷ Nous avons fait ici deux choix afin de circonscrire l'analyse du lien entre la CBD et l'évolution du commerce international. Nous omettons volontairement l'évolution de la problématique environnementale à l'OMC, qui aurait pu faire l'objet d'un travail en soi.

pour prendre des décisions informées avant d'accepter l'importation d'OVM¹⁸⁸. Le Protocole définit les OVM comme suit :

[...] any living organism that possesses a novel combination of genetic material obtained through the use of modern biotechnology. The Protocol also defines the terms 'living organism' and 'modern biotechnology'. In everyday usage, LMOs are usually considered to be the same as GMOs (Genetically Modified Organisms), but definitions and interpretations of the term GMO vary widely. [...] Common LMOs include agricultural crops that have been genetically modified for greater productivity or for resistance to pests or diseases. Examples of modified crops include tomatoes, cassava, corn, cotton and soybeans.¹⁸⁹

Le transgénisme a évolué depuis les années 1980, et il a commencé à pénétrer les marchés nationaux¹⁹⁰ vers les années 1990. D'un côté, cette technologie apparaît comme offrant un potentiel illimité pour l'exploitation et le développement des ressources génétiques. Néanmoins, les OGM sont très controversés quant aux risques pour la santé publique, pour l'environnement ainsi que pour la sécurité alimentaire.

2.1.3.2 La genèse du Protocole et les débats qui l'entourent

L'ONUDI (Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel) a élaboré un projet cadre avec le PNUE, l'OMS et la FAO, « le Code volontaire pour l'émission d'organismes dans l'environnement », dans le but d'aider la communauté internationale à établir un réseau sur la biosécurité¹⁹¹. Après Rio, le plaidoyer pour les effets bénéfiques des

¹⁸⁸ CTA connaissance pour le développement, *Protocole de Carthagène sur la Biosécurité à la Convention sur la diversité biologique*, en ligne, <http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/619>. Page consultée le 20 octobre 2008.

¹⁸⁹ PNUE, *Le Protocole de Carthagène sur la prévention des risques biotechnologiques relatif à la Convention sur la diversité biologique*. Mis au point et adopté à Montréal le 29 janvier 2000, en ligne, <http://www.cbd.int/biosafety/>. Page consultée le 12 novembre 2008.

¹⁹⁰ Marie-Hélène Parizeau, « Biodiversité et représentation du monde : enjeux éthiques ». Chap. in Marie-Hélène Parizeau (dir.), *op. cit.*, p.119-121.

¹⁹¹ Philippe Le Prestre, *Governing Global Biodiversity*, *op. cit.*, p.40.

biotechnologies sur l'augmentation des revenus à l'exportation des PED (pays en développement) par l'amélioration de la productivité agricole a été affirmé dans le Chapitre 16 de l'Agenda 21 intitulé « environmentally sound management of biotechnology, successful and environmentally safe application of biotechnology in agriculture and the environment and human healthcare ». Lors des COP2 et COP3 de la CBD, les représentants des pays signataires ont recommandé la création d'un protocole de régulation ayant un certain avantage pour les pays du Sud afin de résoudre également les oppositions relatives aux TRIPS (Trade Related Property Agreements)¹⁹².

Comme nous l'avons vu précédemment, le régime de conservation de la diversité biologique est donc fondé sur deux visions de la protection de l'environnement : l'utilitarisme et le biocentrisme¹⁹³. Ces deux visions représentent aussi la diversité des groupes consultatifs et des ONG impliqués avec les institutions internationales dans la gestion de la conservation globale de l'environnement.

Dès lors, la biodiversité n'est plus une simple contraction de mots pour décrire la diversité biologique dite « naturelle », mais elle est devenue un champ social d'interactions entre acteurs. Cela aurait été induit par l'artificialisation des termes de sa conservation et de son exploitation et ce, à travers la transformation en biens de consommation, en ressources pour le génie génétique¹⁹⁴. Le constat de la perte en biodiversité contraste ainsi avec l'explosion de la création de nouvelles espèces transgénique « artificielles » en laboratoire.

Au-delà du débat éthique que nous verrons plus loin, c'est la synergie entre ce régime et celui du commerce international qui est le plus problématique. Ainsi pouvons-nous réaffirmer,

¹⁹² Ashish Kothari et R.V. Anuradha, *loc. cit.*, p.2.

¹⁹³ Marie-Hélène Parizeau, *op. cit.*, p.128.

¹⁹⁴ *Ibid.*, p.122.

comme soutenu dans notre première partie, que le nom de la Banque Mondiale apparaît encore aux côtés de l'OMC et des accords de l'Uruguay Round sur l'agriculture¹⁹⁵.

Nous l'aurons compris, la problématique des semences issues de la biotechnologie principalement les OGM est complexe et diverse. Mais au-delà de l'aspect moral de l'utilisation du vivant en laboratoire, les problèmes sont avant tout les conséquences économiques de l'industrialisation de l'agriculture, de l'environnement et des cultures. L'industrialisation de l'agriculture, chapeautée par les accords du GATT puis de l'OMC, vise le développement et la sécurité alimentaire, sous couvert d'un plaidoyer pour la lutte contre la faim dans le monde. Ainsi, l'argument néolibéral sur la *bonne gouvernance* en Afrique invoque la gestion d'une préoccupation liée au bien commun, ou aux droits élémentaires des êtres humains par une coopération avec le secteur privé et la société civile. Néanmoins, comme nous l'avons vu lors de notre explication du paradigme de gouvernance, le discours cache souvent une réalité bien différente : celle des monopoles et des conglomérats industriels, celle du lobby économique et des rapports de force avec les plus faibles. Ce discours cache aussi une coopération avec les ONG qui est bien discriminatoire par rapport à l'ensemble des ONG. Des partenariats sont privilégiés avec le CGIAR (Consultative Group on International Agricultural Research) de la Fondation Rockefeller, la Fondation Bill Gates, les nombreux autres groupes consultatifs des membres du Commonwealth affiliés au groupe ACIAR (Australian Centre for International Agricultural Research¹⁹⁶). Par exemple, la FAO ne sollicite pas les services de l'ONG Navdanya de Vandana Shiva, physicienne et lauréate du Prix Nobel Alternatif, fervente combattante pour la diversité agricole traditionnelle et la démocratie.

Loin de représenter un exemple idéal de gouvernance globale pensée par R. Keohane, clef d'une démocratie mondiale, la gouvernance de l'agriculture et de son rapport à la diversité biologique est tristement dominée par les intérêts des grandes firmes de biotechnologie

¹⁹⁵ *Ibid.*

¹⁹⁶ Vandana Shiva, *Le terrorisme alimentaire : comment les firmes multinationales affament le tiers-monde*, Paris, Fayard, 2001, p.23.

comme Cargill et Monsanto¹⁹⁷. Il est donc aisé d'imaginer que toutes ces contradictions entre commerce et environnement dans la gouvernance entre la CBD, l'OMC, la FAO et la Banque Mondiale sont loin d'être consensuelles, et encore moins synchronisées.

Avant de s'attaquer plus en détail à cet aspect, il convient de faire une fois de plus un détour par le droit de l'environnement et les divers accords et conventions reliés au commerce qui n'ont pu s'abriter sous le parapluie de la CBD.

2.1.3.3 La révolution verte en agriculture et les enjeux pour la négociation de la CBD

Nous voici donc au cœur du débat, ou plutôt des débats, car la problématique de la conservation de la diversité biologique vient, comme nous l'avons tant de fois mentionné, rassembler tous les enjeux de la mondialisation. Le développement des biotechnologies et du commerce mondial, les efforts des économistes pour créer une économie de la biodiversité, les résistances des représentants des communautés contre le brevetage de leur patrimoine naturel et leur combat pour la reconnaissance de leur patrimoine culturel, tous ces éléments contribuent à cristalliser le débat sur les droits de propriété intellectuelle, le bien commun et les dangers environnementaux et sociaux des biotechnologies. Dans cette partie, nous allons discuter plusieurs questions sujettes à controverse: le génie génétique empoisonne-t-il la planète avec ses OGM? Anti-OGM veut-il dire anti-progrès scientifique? Avons-nous besoin des OGM pour sauver la planète de la famine? Une compagnie privée peut-elle prétendre contribuer au bien commun?

La raison pour laquelle nous avons statué que la problématique de conservation de la diversité biologique est comme un microcosme des rapports de force de la mondialisation néolibérale. Elle est avant tout un enjeu commercial, et par la même juridique, au niveau international. En effet, au-delà du fait d'être le concept fédérateur de tous les écosystèmes de

¹⁹⁷ *Ibid.*

la planète, elle est avant tout une ressource, nous dirons même une ressource génétique que notre progrès scientifique nous permet d'extraire, de manipuler et de transformer. Comme elle fait partie d'un cycle de production, sa transformation finira en bien de consommation commercialisable, et donc appropriable. Dès lors, elle est au centre de deux grands enjeux mondiaux. Le premier est le progrès du génie génétique qui exploite le vivant (plantes, microorganismes) pour leur application dans la production alimentaire, les cosmétiques, les produits pharmaceutiques ou la médecine. Le second tient des conséquences de ces manipulations et transformations sur l'environnement et les individus. Ici, l'enjeu concerne l'agriculture industrielle qui, d'un côté, permet d'augmenter considérablement la production en diminuant les « inputs », mais de l'autre épuise les sols à force de pesticides et d'engrais, et laisse dans la nature des variétés de plantes transgéniques susceptibles de modifier la nature environnante¹⁹⁸. Des épidémies de champignons décimant les cultures céréalières comme la rouille du maïs des années 1970, ou l'actuelle rouille du blé, rappellent les dangers environnementaux de cultiver à grande échelle des plantes peu diversifiées génétiquement¹⁹⁹. L'appel à la création de nouvelles espèces pour lutter contre ces menaces, et à l'étendue de la modernisation de l'agriculture à tous les pays producteurs, est donc paradoxalement combiné à l'initiative de sauver l'agro-biodiversité, symbolisée par les projets de conservation *in situ* dans le tiers-monde, ainsi que par le très publicisé arche de Noé végétal²⁰⁰. Néanmoins, la

¹⁹⁸ L'Autorité Européenne de sécurité des aliments fut sollicitée à plusieurs reprises concernant la non-fiabilité supposée de certaines semences OGM, pointées par une étude commandée par l'Agence de la Santé et de la Sécurité Alimentaire, gérée par le Ministère fédéral de la Santé, de la Famille et de la Jeunesse, et réalisée par l'Université Vétérinaire de Vienne. Cette étude porte sur les semences Monsanto brevetées sous le nom de GM NK603. Des souris furent alimentées de cette semence sur plusieurs générations. L'étude relate des cas de stérilité croissants dans la deuxième et la troisième génération ainsi qu'une hypotrophie des individus par comparaison des poids des organes entre les générations. Dr. A. Velimirov, Dr. C. Binter, Univ. Prof. Dr. J. Zente "Biological effects of transgenic maize NK603xMON810 fed in long term reproduction studies in mice", publié par Department/Universitätsklinik für Nutztier und öffentliches Gesundheitswesen in der Veterinärmedizin, le 11 novembre 2008.

¹⁹⁹ Marc Hufty, « La biodiversité dans les relations Nord/Sud : coopération ou conflit? », *Revue internationale et stratégique*, vol. 4, no 60 (2005), p.150-154.

²⁰⁰ Le 26 février 2008, une banque de semences mondiale pour préserver la diversité agricole est inaugurée en Norvège par le Prix Nobel de la paix 2004, Wangari Mathai. Cinq millions de dollars furent versés par le gouvernement de la Norvège ; la coordination de cette banque est faite par le CGIAR et la FAO. La Fondation Bill Gates alloua 900 000 \$ pour rapatrier des semences conservées dans les différentes banques de semence. Pour plus de détails, voir le site du gouvernement

multiplication des épidémies, combattues le plus souvent avec des variétés existant dans les centres de conservation *in situ*, montre les limites de cette agriculture qui a besoin de la diversité traditionnelle²⁰¹.

Le paradoxe actuel est que l'extinction des espèces coïncide avec la création de nouvelles. Le génie génétique effraie autant qu'il fascine. Certains activistes connus comme José Bové vont quitter leur campagne pour faire de la lutte anti-OGM, d'autres vont vouer leur vie à repousser les limites du vivant au nom du progrès de l'humanité. Mais le débat sur les OGM ne revêt pas seulement une dimension scientifique et technique, comme semble le penser le commun des citoyens d'Europe et d'Amérique, qui a en outre du mal à s'y retrouver. D'après nos recherches, le débat sur les OGM se découpe en trois problématiques. La première est l'incertitude quant aux conséquences des OGM sur l'environnement, et surtout sur la santé des êtres humains. La deuxième concerne la certitude relative aux conséquences sociales pour les petits agriculteurs et la conservation des pratiques culturelles et gastronomiques²⁰². La dernière est le fait que le développement d'OGM soit géré par un lobby puissant de conglomérats de firmes de biotechnologie, ce qui pose aussitôt la question de la rentabilité au détriment du bien commun.

Ainsi, comme l'explique Marie-Hélène Parizeau, la compréhension des avancées récentes de la génétique éclaire une autre facette du concept de biodiversité. Celui-ci sous entend l'utilisation dite « durable » de la biodiversité par les êtres humains. Comme nous l'avons

norvégien sur le sujet disponible. The Norwegian Ministry of Foreign Affairs, *Norway Mission to the US*, en ligne, http://www.norway-un.org/NorwayandUN/Selected_Topics/Climate_Change/02252008_SeedsoftheWorld/. Page consultée le 15 mars 2008.

²⁰¹ Marc Hufty, *op. cit.*, p.152.

²⁰² Des études et négociations sont en cours depuis l'année 2000 au sein de l'organisation mondiale de la propriété intellectuelle, l'ADPIC, concernant la protection de la diversité culturelle, des produits du terroir et du folklore. Il a été récemment question d'amender le texte de l'ADPIC avec la notion d'indication géographique visant à protéger les savoirs locaux. Sur le sujet, voir Laurence Bérard et Marie Cegarra (dir.), *Biodiversity and Local Ecological Knowledge in France*, Paris, IDDRI, 2005.

montré plus haut lors de la présentation du paradigme économique de la CBD, la nature pour être conservée doit être intégrée dans l'économie de marché des biens et services²⁰³. Lorsque l'on parle de diversité biologique et de ressources génétiques, cela implique le monde animal et végétal, mais aussi des bactéries. En effet, depuis une vingtaine d'années, les industries pharmaceutiques²⁰⁴ et agroalimentaires exploitent les ressources génétiques pour la fabrication de produits pharmaceutiques ou en vue d'améliorer la santé et la productivité des cultures et du bétail. Mais l'être humain n'a pas attendu l'avènement des biotechnologies pour orienter la nature vers ses besoins. Les aliments ainsi que le bétail qui constituent notre nourriture sont le résultat de 10 000 ans d'agriculture, de sélection de graines et de création de lignées de bétail. Les récents développements d'exploitation des ressources génétiques concernent de grandes découvertes et avancées considérables en biochimie, génie génétique et biologie moléculaire²⁰⁵. Celles-ci sont exploitées par les domaines suivants : la médecine, la pharmacie, l'agriculture, le bétail, la biotechnologie environnementale et les armes biologiques²⁰⁶. Selon une étude, il existerait par exemple 35 000 plantes médicinales, alors que nous ne connaissons les propriétés que de 90 d'entre elles, 90 plantes dont les compagnies pharmaceutiques peuvent actuellement extraire 119 substances. On estimerait que deux tiers des 35 000 plantes aux propriétés médicinales connues dans le monde seraient localisées dans le tiers-monde²⁰⁷. Mais comme nous l'avons mentionné, les ressources génétiques de la nature restent encore à découvrir, et la connaissance de leurs bienfaits pour l'être humain réside en grande partie dans les savoirs traditionnels, souvent oraux, des communautés autochtones.

La première découverte relative à la biologie moléculaire, aussi appelée génie génétique, date des années 1970; elle consiste en l'isolation d'enzymes permettant de découper des fragments d'ADN issus de l'ADN d'un organisme vivant « donneur ». Classiquement, chaque fragment

²⁰³ Marie-Hélène Parizeau, *op. cit.*, p.117.

²⁰⁴ Romeo Casabona et Carlos Maria, *Biotechnology Law and Bioethics : a Comparative Perspective*, Bruxelles, Bruylant, 1999, p.20.

²⁰⁵ *Ibid.*

²⁰⁶ *Ibid.*, p.21.

²⁰⁷ Marie-Hélène Parizeau, *op. cit.*, p.117.

sera ensuite incorporé dans un autre organisme vivant « receveur » : pour cela, soit il sera inséré directement dans l'ADN même du « receveur » soit il coexistera sous forme d'ADN indépendant à côté de l'ADN propre au receveur; cela permet ainsi de dépasser la barrière des espèces²⁰⁸. Le génie génétique a « développé par des techniques de micro-injection de gènes ou de fusions embryonnaires des espèces transgéniques²⁰⁹ ». En agriculture, ces développements sont posés comme étant d'intérêt public. Les prouesses technologiques sont impressionnantes pour la recherche contre le cancer ou les accidents écologiques (bactérie modifiée pour dégrader les nappes de pétrole lors des marées noires²¹⁰, création d'animaux génétiquement modifiés (les souris de laboratoire de recherche pour le cancer) servant de modèles pour étudier des maladies, tomate transgénique pour résister à la sécheresse²¹¹. La FAO et ses collaborateurs (CGIAR, ACIRDA) soutiennent, à travers la modernisation de l'agriculture et leur lutte pour la sécurité alimentaire, le développement d'espèces d'OGM pouvant résister aux épidémies, à la sécheresse, ou augmenter la production et le caractère nutritif de certains aliments. Le développement le plus récent concernant les bienfaits de la biotechnologie pour le bien commun concerne une épidémie dans la production agricole. La dernière action en date fut la réunion, le 11 novembre 2008 à New Delhi, des pays exportateurs de blé – qui sont également dépendants de l'approvisionnement en blé – lors de la Conférence internationale sur la rouille des tiges du blé Ug99²¹². La souche Ug99 est un champignon qui peut décimer des plantations entières et qui se déplace avec le vent. Ayant déjà atteint l'Afrique de l'Est, le Soudan, le Yémen et l'Iran depuis son apparition en Ouganda en 1999, il continue de s'étendre et menace de ce fait la sécurité alimentaire de tous les pays producteurs de blé. C'est donc en urgence que plusieurs officiels venant de 175 pays se sont réunis à New Delhi sous l'auspice de la FAO avec les principaux groupes consultatifs

²⁰⁸ C'est à Arder Smith et Nathans que l'on doit la découverte de cette enzyme, et à Paul Berg celle de la recombinaison moléculaire de l'ADN.

²⁰⁹ Marie-Hélène Parizeau, *op. cit.*, p.118.

²¹⁰ *Ibid.*

²¹¹ Centre de ressources sur les semences et les espèces végétales, *Nouvelles biotechnologies et protection des cultures*, en ligne, <http://www.gnis-pedagogie.org/pages/docbio/chap3/intro.htm>. Page consultée le 26 octobre 2009.

²¹² FAO, *Newsroom*, en ligne, <http://www.fao.org/news/story/fr/item/8478/icode/>. Page consultée le 26 octobre 2009.

agricoles²¹³. Parmi les recommandations faites à l'issue de la conférence, nous constatons l'appel au développement de nouvelles variétés de blé en laboratoire. Le blé transgénique n'a jamais été commercialisé pour des raisons religieuses²¹⁴. Néanmoins, ce fléau dangereux pour la sécurité alimentaire des pays producteurs de blé sera combattu à l'aide de la biotechnologie par l'élaboration de variétés plus résistantes en laboratoire à l'aide de gènes de résistance au champignon. Si le problème est affronté comme il le fut pendant les années 1970 avec la rouille du maïs, l'agrotechnologie aura besoin de la diversité des graines pour sa survie :

Emphasis should be given for identification of diverse sources of resistance in improved varieties, landraces and wild relatives; incorporation of diverse resistance sources in adapted backgrounds; cloning of important genes for preparation of multiple gene cassettes; and utilization of non-host resistance such as rice immunity to rusts. Major genes should be used in combinations to enhance the longevity of the resistance and genes should be strategically deployed over time and space. Marker assisted selection should be applied to develop combinations involving genes viz., *Sr22*, *Sr25*, *Sr26*, *Sr27*, *Sr32*, etc. for multiple disease resistance. Use of non-race specific (durable) adult plant resistance conferred by minor genes should be utilized in developing high yielding wheat varieties. Adult plant resistance gene identification, marker development and cloning should be ensured for a successful breeding program. Strategies for combining minor and major genes should be devised. Shuttle breeding approach in order to accelerate fast multiplication of material and advancement of generation should be followed for accumulating adequate adult plant resistance together with other necessary traits.²¹⁵

²¹³ La Conférence internationale sur « la rouille noire du blé Ug99 - Une menace pour la sécurité alimentaire » a été organisée par le ministère de la Recherche agricole et de l'Éducation de l'Inde (DARE), le gouvernement de l'Inde (IGE), le Conseil indien de recherche agricole (ICAR) et de l'alimentation et l'agriculture (FAO) des Nations Unies (ONU), du 6 au 8 novembre 2008 à New Delhi. La conférence a réuni 175 participants dont 101 sont venus de 36 pays étrangers. CIMMYT, CARDA, le CSIRO, la FAO, ACIAR, La Melinda & Bill Gates Foundation, etc. BGRI.

²¹⁴ Entrevue avec Marie-Hélène Parizeau : « Aucune variété de blé transgénique n'a jamais pu être acceptée, même aux États-Unis. La raison est simple, aucun pays n'accepte que l'on joue au sorcier avec le « pain de Dieu. » D'ailleurs, c'est dans le monde arabo-musulman que sont effectuées les recherches sur des variétés de blé transgéniques. Le département de Botanique de la Faculté des Sciences de l'Université Tanta au Caire a publié en 2005 les premiers résultats d'une recherche sur une variété de blé dans laquelle il aurait été implanté un gène permettant de résister à l'aridité des climats du Moyen-Orient. Pour plus de détails, voir Salwa Badr, Ahmed Bahieldin, Bassem Abdelgawad et Abdelfattah Badr, « Construction of a Dehydrin Gene Cassette for Drought Tolerance from Wild Origin for Wheat Transformation », *International Journal for Botany*, Vol.1, Issue 2, 2005, pp. 175-182.

²¹⁵ Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture, Recommandations, Conference on "Wheat Stem Rust Ug99 - A Threat to Food Security", New Delhi, Inde, 6-8 novembre

2.1.3.4 Culture, justice et biodiversité : le principe de précaution

Comme nous l'avons mentionné plus haut, il y avait la volonté claire de faire de la CBD une convention « parapluie » et non une convention cadre du fait que l'on estimait important qu'elle régle tous les accords qui sont reliés à sa problématique. Même si Le Prestre ne le mentionne pas alors qu'il parle d'obstacles légaux, nous émettons ici l'hypothèse que le principal obstacle à cela est le conflit avec les accords du GATT et de l'OMC autour du principe de précaution.

La notion de principe de précaution est apparue pour la première fois à la fin des années 1960 en Allemagne. Les pouvoirs publics ont ainsi adopté le *Vorsorgeprinzip*²¹⁶, qui les autorisait à prendre toutes les « mesures nécessaires et raisonnables » pour faire face à des risques éventuels et ce, même sans disposer des connaissances scientifiques nécessaires pour en établir l'existence. Ce principe a ensuite été, dans les années 1990, consacré par de nombreux textes internationaux, de valeurs juridiques inégales. Il figure ainsi dans un texte fondateur adopté lors de la seconde Conférence internationale sur la protection de la mer du Nord en novembre 1987. Il est également formulé dans le préambule de la CBD dans la Déclaration de Rio publiée le 13 juin 1992 à l'issue de la deuxième Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, déclaration ratifiée par la France le 20 juin 1994 :

(...) notant également que lorsqu'il existe une menace de réduction sensible ou de perte de la diversité biologique, l'absence de certitudes scientifiques totales ne doit pas être invoquée comme raison pour différer les mesures qui permettraient d'en éviter le danger ou d'en atténuer les effets.²¹⁷

2008, en ligne,

http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/newsroom/docs/Confirmed_recommendation_and_roadmap.pdf. Page consultée le 14 février 2009.

²¹⁶ En effet, les pouvoirs publics allemands ont recommandé de prendre les « mesures nécessaires et raisonnables » pour faire face à des risques éventuels et ce, même en l'absence de certitudes scientifiques. Pour plus d'informations, voir Olivier Dubigeon. *Mettre en pratique le développement durable: Quels processus pour l'entreprise responsable ?* Pearson Education, Paris, 2005, p.207-209.

²¹⁷ PNUE, *Le Protocole de Carthagène sur la prévention des risques biotechnologiques relatif à la Convention sur la diversité biologique*, op. cit.

Le principe 15 de la Déclaration de Rio indique :

Pour protéger l'environnement, des mesures de précaution doivent être largement appliquées par les États selon leurs capacités. En cas de risque de dommages graves ou irréversibles, l'absence de certitude scientifique absolue ne doit pas servir de prétexte pour remettre à plus tard l'adoption de mesures effectives visant à prévenir la dégradation de l'environnement.²¹⁸

Le principe de précaution a été introduit en droit communautaire par le traité de l'Union Européenne, signé à Maastricht le 7 février 1992. L'article 130 R §2, qui énumère les principes devant fonder la politique de la Communauté dans le domaine de l'environnement, précise que celle-ci « est fondée sur les principes de précaution et d'action préventive, sur le principe de la correction, par priorité à la source, des atteintes à l'environnement et sur le principe du pollueur-payeur ». Par ailleurs, la Commission européenne a adopté, le 2 février 2000, une communication sur le principe de précaution. Elle a retenu que l'Union Européenne dispose du droit de fixer le niveau de protection de l'environnement, de la santé et des consommateurs qu'elle estime approprié, tout comme les autres membres de l'Organisation mondiale du commerce. Enfin, le Conseil européen de Nice de décembre 2000 a adopté une résolution sur le principe de précaution dans laquelle est évoquée la nécessité d'en préciser les lignes directrices d'application²¹⁹. Préciser les lignes directrices et quantifier les niveaux d'incertitude acceptables et inacceptables, voilà le problème du principe de précaution. C'est pour cette raison que l'OMC, la seule institution capable d'imposer une contrainte et des sanctions visant le respect du principe de précaution, n'a pas encore consacré celui-ci.

Conformément à l'approche de précaution consacrée par le Principe 15 de la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement, l'objectif du présent protocole est de contribuer

²¹⁸ Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, *Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement*, en ligne, <http://www.un.org/french/events/rio92/rio-fp.htm>. Page consultée le 26 octobre 2009.

²¹⁹ Consultation nationale pour la Charte de l'Environnement, *Le Principe de Précaution*, en ligne : <http://www.ecologie.gouv.fr/IMG/pdf/Le%20principe%20precaution.pdf>. Page consultée le 12 juin 2008.

à assurer un degré adéquat de protection pour « le transfert, la manipulation et l'utilisation sans danger des OVM résultant de la biotechnologie moderne, qui peuvent avoir des effets défavorables sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique, compte tenu également des risques pour la santé humaine, en mettant plus précisément l'accent sur les mouvements transfrontières²²⁰ ». On note donc avec l'OMC deux philosophies différentes entre le droit de l'OMC et celui du régime de la CBD qui atteste une fois de plus l'empreinte du PNUE et des revendications des pays en développement sur le régime de conservation de la diversité biologique. En effet, si l'un revendique la protection commerciale, l'autre est voué au libre-échange. L'accord SPS (mesures sanitaires et phytosanitaires) envisage bien des mesures restrictives, mais c'est pour mieux éviter les mesures protectionnistes. L'ORD (l'Organe de Règlement des Différends) déclare que le principe de précaution ne l'emporte pas sur les dispositions de l'accord SPS. Mais l'opposition Protocole Biosécurité/accord SPS n'est pas figée. C'est plutôt l'accord OTC (Obstacles Techniques au Commerce) adopté en 1994 qui pose problème²²¹.

Reconnaissant que rien ne saurait empêcher un pays de prendre les mesures nécessaires pour assurer la qualité de ses exportations, ou nécessaires à la protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux, à la préservation des végétaux, à la protection de l'environnement, ou à la prévention de pratiques de nature à induire en erreur, aux niveaux qu'il considère appropriés, sous réserve que ces mesures ne soient pas appliquées de façon à constituer soit un moyen de discrimination arbitraire ou injustifiable entre des pays où les mêmes conditions existent, soit une restriction déguisée au commerce international, et qu'elles soient par ailleurs conformes aux dispositions du présent accord²²² (...)

²²⁰ PNUE, *Le Protocole de Carthagène sur la prévention des risques biotechnologiques relatif à la Convention sur la diversité biologique*, op. cit.

²²¹ Jacques Bourrinet et Sandrine Maljean-Dubois (dir.), *Le commerce international des organismes génétiquement modifiés*, Paris, La documentation française, 2002, p.75.

²²² Organisation mondiale du Commerce, *Article XX : exceptions générales, Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT 1947)*, en ligne, http://www.wto.org/French/docs_f/legal_f/gatt47_02_f.htm#articleXX. Page consultée en août 2007.

[...] À cette fin, les règlements techniques ne seront pas plus restrictifs pour le commerce qu'il n'est nécessaire pour réaliser un objectif légitime, compte tenu des risques que la non-réalisation entraînerait. Ces objectifs légitimes sont, entre autres, la sécurité nationale, la prévention de pratiques de nature à induire en erreur, la protection de la santé ou de la sécurité des personnes, de la vie ou de la santé des animaux, la préservation des végétaux ou la protection de l'environnement. Pour évaluer ces risques, les éléments pertinents à prendre en considération sont, entre autres, les données scientifiques et techniques disponibles, les techniques de transformation connexes ou les utilisations finales prévues pour les produits.²²³

En effet, le droit international de l'environnement est bien jeune par rapport au droit de l'OMC. L'affaire « Hormones » de 1998 constitue le premier litige qui impliqua la confrontation des dispositions du principe avec le droit de l'OMC en ce qui concerne la sécurité alimentaire. L'ORD de l'OMC a statué qu'en dehors du droit international de l'environnement, le principe de précaution n'a pas encore fait l'objet d'une formulation faisant autorité et qu'il existe des lacunes quant à la définition et au contenu dudit principe²²⁴. L'accord OTC et l'accord SPS exigent que les États prennent les mesures restrictives permises par l'article XX du GATT sur la base d'une évaluation elle-même fondée sur des preuves scientifiques disponibles. Donc, même si le principe de précaution est fondé sur « l'absence de certitude scientifique », cette incertitude doit être fondée sur des preuves tangibles et quantifiables, ce qui crée un paradoxe vis-à-vis de l'essence même de ce principe qui est justement l'insuffisance de preuve²²⁵.

Dans le langage institutionnaliste, nous pourrions décrire l'objectif de cette partie comme étant l'examen de certains mécanismes d'implantation de la Convention sur la diversité biologique. Nous avons déjà discuté des mécanismes financiers que nécessitent les pays du Sud pour l'application de la Convention, de même que nous avons déjà présenté les institutions responsables de cette application, leur vision et leur approche. Nous avons aussi mis l'emphasis sur le type de conservation et l'artificialisation de la diversité biologique du fait qu'elle recouvre deux principaux enjeux. Le premier est l'impératif moral de conserver

²²³ *Ibid.*

²²⁴ Jacques Bourrinet et Sandrine Maljean-Dubois (dir.), p.76.

²²⁵ *Ibid.*, p.85.

l'environnement, et le deuxième l'impératif économique de coordonner et gérer l'exploitation de cette diversité à des fins industrielles, de son utilisation à sa modification par le génie génétique.

La dynamique qui semble ressortir est encore une sorte de système de gouvernance à deux voies concernant les mêmes enjeux : celle de l'ONU, plus humaniste, et celle du GATT et de l'OMC, concentrée sur la progression du libre-échange et la croissance économique. Dans notre très générale présentation de l'effectivité des régimes, nous avons mentionné à plusieurs reprises l'effet structurant de leurs normes dans le temps au fur et à mesure que les problématiques sont institutionnalisées les unes après les autres. Nous avons également réitéré à plusieurs reprises l'importance – même dans une analyse critique qui veut mettre l'emphase sur les rapports de force et les pressions sur les populations les plus démunies – des contributions de différents univers théoriques de la discipline des relations internationales et, de ce fait, l'importance de leur description de la gouvernance environnementale. Ainsi, cet effet structurant des normes sur le type de discours peut servir à expliquer plus rationnellement la décision si controversée de l'OTC.

CHAPITRE III

DES SOLUTIONS GLOBALES POUR DES PROBLÈMES LOCAUX : LES MYTHES ET LIMITES DU GLOBALISME

We don't have anything written,
we don't have anything made in government office,
we don't have any run of the mill platitudes.
We bring you something concrete_reality_because we live in it.

Jaime Da Silva Araújo, *Mortgaging the Earth:
The World Bank, Environmental Impoverishment, and the Crisis of Development.*

Dans notre première partie, nous avons vu les dynamiques de la gouvernance environnementale moderne et ses fondements discursifs. Dans notre deuxième partie, nous avons analysé comment ces dynamiques agissent au niveau d'un problème précis de gestion de l'environnement. Nous nous sommes principalement fondés sur les données produites par les tenants de l'institutionnalisme néolibéral, et nous avons également vu comment ces auteurs, au-delà du domaine de la recherche universitaire, sont recrutés par, et travaillent directement avec, les institutions internationales (David W. Pearce par exemple). Cela montre que la recherche des nouveaux paradigmes liant économie de marché et préservation de la nature s'est faite conjointement entre les universités, les ministères et les institutions internationales. Nous avons montré les limites éthiques du paradigme de l'école des *environmental economics*, sans toutefois présenter d'alternatives. Il est donc maintenant pertinent de discuter des impacts locaux. L'objectif de notre dernier chapitre est de proposer un cadre d'analyse des conséquences locales et ce, à travers l'étude d'un projet financé par le programme de microfinancement du Fonds pour l'Environnement Mondial. En effet, comme nous nous sommes intéressés aux institutions internationales et aux bailleurs de fonds tout au

long de notre démonstration, nous pensons qu'il est maintenant des plus pertinent de confronter les observations retenues sur le terrain avec notre cadre d'analyse.

Dès lors, nous considérerons la contribution de certaines théories néomarxistes à la lecture de l'économie politique de l'environnement. C'est le cas de Bunker, Arrighi et Chew, partisans des « World System Studies ». Les démonstrations qui seront utilisées affichent une rigueur empirique avec un mode de raisonnement hypothético-déductif dans une mise en relation des notions d'accumulation du capital, d'extraction des ressources naturelles et de structure sociopolitique. Mais avant de présenter ces approches ainsi que le projet, nous estimons qu'il est nécessaire d'énumérer certains éléments de base du libéralisme classique et ce, afin de pouvoir analyser la rhétorique du discours issue de cette doctrine et d'aller plus en profondeur dans la critique des éléments de la gouvernance environnementale.

3.1 Modernité et environnement : aux origines de l'appropriation de la nature

Ce détour par les structures idéelles de la propriété vise à appréhender le problème qui se pose par rapport aux savoirs traditionnels des peuples autochtones lié à la biodiversité et à l'agriculture. En effet, nous ne pensons pas que les problèmes auxquels fait face le régime des droits de propriété intellectuelle soient uniquement liés à un problème d'asymétrie juridique entre les États, ou à une simple hégémonie américaine sur la production du droit qui rencontrerait bon nombre de résistances dans des pays voulant affirmer leurs intérêts. Une réflexion sur les droits de propriété intellectuelle ne peut saisir tous les éléments de la complexité des enjeux qu'ils représentent pour les populations du monde sans une réflexion sur les fondements historiques, ontologiques et normatifs de l'appropriation. Cela nous permettra de réfléchir sur les implications éthiques et morales que représente cette idéologie.

3.1.1 Aux origines de la propriété

Penser l'appropriation des communaux comme nécessaire à une régulation mondiale des ressources naturelles pour résoudre les rivalités entre les acteurs et la surexploitation²²⁶, c'est valider un certain nombre de présupposés philosophiques et politiques érigés au rang de dogme non discutable par le paradigme néolibéral dominant. Ainsi, nous estimons que la meilleure critique du régime des droits de propriété intellectuelle passe, comme nous l'avons fait dans notre première partie, par la critique des présupposés de l'idéologie moderne. Cela va également nous permettre d'éclaircir considérablement les dilemmes actuels, les revendications des peuples autochtones, et même l'échec de certains programmes de conservation. Ainsi, parler d'accomplissements et d'échecs du régime des TRIPS actuels ne suffit pas à comprendre le débat ainsi que la place du savoir traditionnel des peuples autochtones.

3.1.1.1 L'histoire du système juridique d'appropriation

La problématique générale des droits de propriété en général réside dans l'ambivalence du régime et de sa philosophie : celui-ci est un incitateur économique garantissant des revenus au créateur ainsi qu'une rémunération à ses investisseurs. Il est donc établi sur deux logiques : l'une d'incitation, l'autre de rente²²⁷. Dans le système juridique Français par exemple, tous les développements des droits d'auteur s'inscrivent dans une vision de lutte contre la contrefaçon par l'introduction juridique de règles de responsabilité des acteurs. Mais pour le très critique le juriste François Ost, les droits de propriété intellectuelle appliqués au vivant s'intègre dans une vision anthropocentriste du rôle de la nature :

²²⁶ Franck-Dominique Vivien. « Les droits de propriété dans le domaine de la biodiversité ». Chap. in Catherine Aubertin et Franck-Dominique Vivien, *op. cit.*, p.11.

²²⁷ Monique Canto-Sperber (auteur), *Les droits d'auteur et le téléchargement*, Questions d'éthique. Produit par Monique Canto-Sperber. Paris : Radio France/France culture, 6 juin 2009. Support audio, 58 min.

Cet environnement perdra bientôt toute consistance ontologique, dès lors qu'il se ramène à un simple réservoir de ressources, avant de devenir dépotoir de déchets _l'arrière cour, en somme, de notre technosphère. C'est que le projet moderne entend construire une nature à la mesure de nos désirs et de notre volonté de puissance.²²⁸

L'évolution du régime des droits de propriété intellectuelle est inséparable des discussions autour de l'appropriation du bien commun ainsi que de l'évolution des modes de production depuis la révolution industrielle. Mieux encore, cette « fiction est comme l'épine dorsale de la modernité et du débat autour de ses paradigmes scientifiques qui sont accusés, au même titre que la Genèse, d'avoir débarrassé l'homme de toute responsabilité morale avec la nature²²⁹ ». Ainsi, ce régime est-il considéré par certains comme le lien entre la science et le droit, ou pour d'autres comme le moteur de l'innovation scientifique garantissant à l'inventeur la reconnaissance qui lui est due de même que l'authenticité de son invention – que d'autres ne pourront s'approprier.

Il faut scruter un peu l'histoire. La protection de l'environnement y est partout présente, au moins dans les textes. [...] D'une part, elle dépend de systèmes juridiques organisés autour d'individus, non de groupes ; elle ne peut donc être défendue que comme prérogative individuelle, la victime de la nuisance agissant contre son auteur ; et ceci fait obstacle à toute action d'envergure cohérente. D'autre part, cette protection indirecte n'est jamais envisagée pour elle-même : là où nous parlons d'environnement, nos pères parlaient de propriété, de voisinage ou de promiscuité.²³⁰

Dans son ouvrage *La nature hors la loi*, François Ost date l'émergence du cadre juridique de l'appropriation à partir des Lumières²³¹, soit à partir de l'émergence du paradigme scientifique et des principes de rationalité individualiste²³². Le droit connut donc aussi la

²²⁸ François Ost, *La nature hors la loi : l'écologie à l'épreuve du droit*, Paris, La Découverte, 1995, p.23.

²²⁹ *Ibid.*, p.12-15.

²³⁰ Martine Rémond-Gouillond, *Du droit de détruire : essai sur le droit de l'environnement*, Collections « Voies du droit », Paris, Presses Universitaires de France, p.41.

²³¹ Cette expression fait référence au mouvement intellectuel, culturel et scientifique. Le terme « siècle des Lumières » est donc souvent utilisé dans la littérature historique comme synonyme du XVIII^e siècle européen.

²³² Martine Rémond-Gouillond, *op. cit.*, p.47.

« révolution copernicienne²³³ » et la Révolution française de 1789, dont le premier slogan – « Liberté, égalité, propriété²³⁴ » – consacra la propriété privée à l'aide de l'article 544 du Code civil. Cet article définit la propriété comme « [...] le droit de jouir et [de] disposer des choses de la manière la plus absolue, pourvu que l'on n'en fasse pas un usage prohibé par les lois ou par les règlements²³⁵ ». L'article 546, quant à lui, disposait que « la propriété d'une chose soit mobilière, soit immobilière, donne droit sur tout ce qu'elle produit, et sur ce qui s'y unit accessoirement soit naturellement, soit artificiellement²³⁶ ». Selon Ost, le processus fût finalisé quand la *Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen* consacra le droit à la propriété comme un droit naturel inaliénable dans l'Articles 17 : « La propriété étant un droit inviolable et sacré, nul ne peut en être privé, si ce n'est lorsque la nécessité publique, légalement constatée, l'exige évidemment, et sous la condition d'une juste et préalable indemnité.²³⁷ »

Ainsi, le droit a-t-il suivi et non pas généré une révolution philosophique et économique. Dans la plupart des ouvrages, comme ceux choisis dans ce travail – tels ceux de François Ost, Franck-Dominique Vivien ou Martine Rémond-Gouillond –, la propriété privée et le système de valeur et de normes sont accusés d'être l'ultime justification morale de la dégradation de la nature. Cela a ainsi pour effet de mettre l'humain au centre de toutes choses, comme le sujet créateur par la pensée, celui qui utilise la nature, elle-même ne devenant alors qu'un ensemble de matière. La philosophie de la propriété s'appuierait alors sur deux paradigmes principaux : l'Homme est un être doté de raison, et le travail est l'activité créatrice qui le définit.

²³³ *Ibid.*, p.51.

²³⁴ *Ibid.*, p.52.

²³⁵ République française, *Droit français: Code civil créé par la Loi 1804-01-27 promulguée le 6 février 1804*, en ligne, <http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006070721&idArticle=LEGIARTI000006428859&dateTexte=20081124>. Page consultée le 15 octobre 2009.

²³⁶ *Ibid.*

²³⁷ *Ibid.*

En effet, les bases de la raison objective de l'Homme furent posées par le *Fabula mundi*, dans lequel Descartes créer un univers qui n'existe qu'à travers le cogito²³⁸. Le *Cogito ergo sum*, pris par la littérature critique comme l'un des mythes fondateur de la modernité, est vu comme une « cosmogénèse mécanique²³⁹ » du monde extérieur par Catherine Larrère, recréée et possédée par et pour l'esprit humain. Cette révolution philosophique qui, après celle de Copernic et Galilée – cette dernière place le Soleil et non la Terre au centre du système – redonna à l'Homme le pouvoir par la pensée. L'âme de l'Homme ne peut se concevoir en termes physiques comme celle des animaux. Cependant, la scolastique de Descartes ne fait pas de l'homme un dieu. En effet, Descartes met en garde contre les dérives égotiques qui pourraient être faites de l'interprétation de la puissance de la pensée et de la raison. C'est dans la compréhension logique des choses dont, selon Descartes, on ne peut garantir l'existence, et ce, grâce aux sciences mathématiques (voir extraits des lettres pdf p.428)²⁴⁰. Pour Descartes, la nature ne serait que matière; pour Bacon, elle n'est plus une mère mais une « fille publique enchaînée à nos désirs²⁴¹ ». Les discussions autour des fondements de la modernité pourraient faire l'objet d'une recherche en soi. De Hobbes à Bacon en passant par Portalis²⁴², sans oublier Locke et Hume, la genèse de la rationalité de l'appropriation et le renforcement du paradigme individualiste judéo-chrétien²⁴³ ont combiné à l'idéal « scientifico-politique²⁴⁴ » de la modernité un rapport à la nature dont on ne peut ignorer la forte portée morale, fondant l'idée du bien sur Dieu et la raison²⁴⁵. Autrement dit, il s'agit de l'œuvre de l'Homme sur la matière à laquelle, grâce au cogito et à ses découvertes

²³⁸ Catherine Larrère et Raphaël Larrère, *La crise environnementale* (INRA, 13-15 janvier 1994). Paris : INRA Éditions, 1997, p.42.

²³⁹ *Ibid.*

²⁴⁰ *Ibid.*, p.43.

²⁴¹ Cette expression est attribuée à Francis Bacon; cité dans *ibid.*, p.43.

²⁴² Il est désigné comme membre de la commission de rédaction du *Code civil des Français*, aux côtés de Tronchet, Bigot de Préameneu et Maleville, sous la direction de Cambacérès. Il est, pour certains, « le père du *Code civil des Français* »; il en rédige le *Discours préliminaire*, qui reprend en effet de nombreux extraits de ses écrits antérieurs.

²⁴³ Cela est plus communément appelé anthropocentrisme dans la littérature écologique.

²⁴⁴ François Ost, *op. cit.*, p.57.

²⁴⁵ René Descartes, *Discours sur la méthode* Hachette, Paris, 1840, p 28.

scientifiques: il se retrouve maître de celle-ci. Comme l'affirme la Bible, il serait maintenant capable, à l'image de Dieu, du « grand ouvrage de la création²⁴⁶ ». Voilà donc le deuxième élément qui suit la suprématie de l'Homme moderne rationnel, la suprématie de la science sur le droit et sur tout champ social, dont le premier pas serait le travail créateur. L'Homme social, seul à être doté de raison, est capable de modifier son environnement extérieur par son labeur et il se trouve donc, selon Locke, en droit de posséder la nature. Néanmoins, l'homme doit poursuivre le Bien et se soumettre à Dieu.

Nous retiendrons par exemple que le paradigme de la priorité des faits scientifiques et du principe du libre examen est symbolisé par la petite phrase qu'aurait murmurée Galilée lors de sa condamnation – « et pourtant elle tourne²⁴⁷ » –, et qu'il cautionne l'indépendance de la science. Ce détour par les fondements éthiques, moraux et philosophiques de l'appropriation permet de préciser la compréhension de la complexité du débat qui entoure le régime des droits de propriété intellectuelle, et les termes du développement durable.

S. Gutwirth déduit de cette observation que :

La vérité de la science se situe absolument en dehors du champ d'application des processus sociaux de nature politique et juridique. Cette revendication d'un monde échappant au jugement ou à la politique des hommes et connaissable uniquement par la voix de la science n'est pas des moindres : elle traduit non seulement la prétention moderne d'extériorité des scientifiques, mais aussi l'idée de soumission du droit à la science, du juste au vrai, et, dans la foulée, elle consacre une vision instrumentaliste du droit qui le réduit à entériner la vérité scientifique.²⁴⁸

En effet, dans son texte, S. Gutwirth tente à travers cet exemple de montrer les effets pervers de la logique moderne du droit qui, selon lui, n'a pas la possibilité d'être le médiateur entre

²⁴⁶ *Ibid.*

²⁴⁷ *Ibid.*, p.60.

²⁴⁸ Serge Gutwirth, *op. cit.*, p.31.

les différents acteurs et les différents intérêts de la gouvernance environnementale²⁴⁹. Dès lors, comme nous l'avons mis en évidence lors de la réflexion autour du principe de précaution, dans la délibération de l'ORD, il était primordial de donner une caractéristique scientifique au niveau d'incertitude.

Donc, comme le montre François Ost, l'appropriation renvoie au « monde immobile », à des « fortunes immobilières », à la « propriété-circulation » par sa consécration en bien échangeable, louable, hypothécable, et est donc soumise à la loi de la valeur. Mais l'appropriation du vivant atteint son paroxysme avec ce qu'Ost nomme la propriété-transformation. Il explique que :

[...] C'est donc sur l'ensemble de la nature que s'abat le filet de l'appropriation: aux choses corporelles et concrètes, on appliquera la propriété privée ; aux éléments abstraits, comme une nouvelle variété végétale, on adaptera les mécanismes de la propriété intellectuelle ; quant aux choses non maîtrisables et non appropriables en bloc, comme l'air et l'eau par exemple, on en fera l'objet de la souveraineté publique (qui est au droit public ce que la propriété est au droit privé) tout en tolérant l'appropriation privative de leurs éléments constitutifs.²⁵⁰

Donc, l'optique avec laquelle nous aborderons l'analyse du régime des droits de propriété sur le vivant va employer les rapports de force présents dans la gouvernance, rapports qui font que le brevet est conçu comme « un instrument dynamique d'accès et de contrôle d'un marché et ce, au profit d'entreprises industrielles disposant des capitaux suffisants pour orienter le cours de la recherche et investir les marchés créés par les produits et procédés que ces recherches permettent de commercialiser²⁵¹ ». Cette approche est défendue par des auteurs de toutes disciplines ayant en commun la critique de la modernité capitaliste et la

²⁴⁹ Notons que dans son texte, il n'invoque pas cette notion mais exprime son idée de la manière suivante : « [...] alors que le propre du droit, c'est justement d'être médiateur entre les pouvoirs dans le but d'éviter les dérives absolutistes. Aujourd'hui, face à l'extension des idées de bonne gouvernance et de l'ouverture de l'espace étatique aux acteurs privés, nous pourrions étendre donc cette réflexion à la conception contemporaine de la gestion des affaires, celle-ci étant maintenant adaptée à une situation de désengagement de l'État. »

²⁵⁰ François Ost, *op. cit.*, p.48.

²⁵¹ *Ibid.*, p.71.

volonté de dénoncer des rapports de domination créés par des dérives juridiques, politiques et économiques de la mondialisation néolibérale. Nous avons fait une sélection assez hétéroclite mêlant activistes, juristes et politologues. Au centre de leur argumentation se trouve l'occidentalisation du monde. Mais il convient avant tout de faire un détour par les fondements ontologiques de la propriété dans la pensée libérale

3.1.1.2 La propriété dans la pensée moderne

La philosophie de la propriété découle directement de l'individualisme méthodologique de la l'ontologie libérale. En effet, c'est la liberté qui justifie l'accès à la propriété, l'Homme étant libre de disposer de sa personne, de ses gestes, de son travail et donc des fruits de son travail. Ce processus de déconstruction des fondements idéels constitutifs du discours néolibéral est fondamental pour comprendre la position réelle des mouvements critiques d'inspirations féministe et marxiste qui se matérialise à travers l'existence de nombreuses ONG comme celle de V. Shiva. Une réflexion sur le propriétaireisme et le travail est nécessaire à la compréhension de toute la structure du discours environnemental moderne et de ses mythes. En effet, nous avons brièvement évoqué certains « mythes », idées ou hypothèses ainsi que des fondements normatifs et ontologiques qui sont les piliers de la gestion globale de l'environnement, et dont l'identification est nécessaire pour comprendre pourquoi des rapports de force surgissent et initient des mouvements de résistance et de contestation.

La tradition libérale énonce la propriété comme un droit humain fondamental. La propriété est fondée donc une conception rationnelle de l'individu et du rapport des individus à la société. Il est donc nécessaire d'en décrire les fondements normatifs.

3.1.1.2.1 Libertés fondamentales et individualisme

En fait, c'est la liberté qui justifie l'accès à la propriété, l'Homme étant libre de disposer de sa personne, de ses gestes, de son travail et donc des fruits de son travail²⁵². Cette liberté sous-entend aussi une place donnée à la rationalité individuelle dans la poursuite du bonheur, de l'émancipation mais aussi du bien commun. Ces principes, comme ceux de la révolution scientifique des Lumières, sont posés comme universels. Le droit de propriété, cité dans la Déclaration universelle des droits de l'Homme, nous impose par ailleurs un questionnement théorique fondamental. Aujourd'hui, les crises écologique et économique devraient nous pousser à remettre en question les bases de la civilisation occidentale, de la mondialisation. Pourtant, partout nous entendons des réaffirmations, la justification des mécanismes internationaux déjà en place, et surtout la pérennité du libre-échange considéré comme seul système pouvant garantir les droits humains et la démocratie. Certains principes positivistes sont devenus des normes universelles, et malgré les biais, leur justification morale et politique persiste, ainsi que des contraintes et obligations imposées par les institutions internationales²⁵³.

De prime abord, le libéralisme fut une pensée de l'émancipation de l'ordre féodal; il a donc comme premier principe la liberté de pensée et d'expression. Cela implique la revendication de la création d'une sphère d'autonomie dont l'État moderne fut l'application. Le second principe du libéralisme est l'individualisme. En effet, dans le libéralisme classique, comme dans les récents développements du néolibéralisme, l'individu reste l'unité d'analyse principale. Aucune théorie n'aurait isolé l'individu comme le libéralisme le fait au sein du social, de l'économie et du politique, « comme juge et mesure, comme source et critère de légitimité²⁵⁴ ». Le propriétaireisme découle donc directement de l'individualisme

²⁵² *Ibid.*, p.70.

²⁵³ Olivier Ansart, *La justification des théories politiques : la liberté et l'égalité considérées comme des suppositions*, Paris, L'Harmattan, 2004, p.7-9.

²⁵⁴ André Liebich, *Le libéralisme classique: choix de textes*, Québec, Presses Universitaires de Québec, 1985, p.14.

méthodologique de la philosophie libérale. La propriété implique tout d'abord la propriété de soi-même. Ce qui est important, c'est d'abord de reconsidérer la propriété de soi ainsi que la problématique de redistribution du pouvoir comme un paradigme fondamentalement nécessaire à la période historique précédant les Lumières, marquée par un système féodal en déclin²⁵⁵. Cette notion de propriété de soi implique impérativement que le pouvoir de contrôler ses propres activités revienne à soi et non à quelqu'un d'autre. C'est donc avant tout une théorie de limitation du pouvoir²⁵⁶ et l'affirmation de la suprématie du droit individuel contre l'État, le chef, la famille ou toute sphère sociale impliquant un système de hiérarchie. Comme nous l'avons vu dans les articles des documents issus de la Révolution française dont Robespierre fut le maître à penser, le l'orientation des droits individuels est déterminé par l'étendue du droit à la propriété²⁵⁷.

3.1.1.2.2 La propriété, un droit naturel

Au-delà du fait d'être un concept historiquement déterminé par des principes libertariens, « the concept of property is the concept of a system of rules governing access to control of material resources²⁵⁸ ». Dès lors, c'est toute la vision des droits fondamentaux qui est construite et fondée sur un concept économique : « [...] By making the intelligibility of rights depending on the institution of private property as a basic social form, the property conception favours capitalists rights as the only rights, or the only rights worth having.²⁵⁹ »

²⁵⁵ Attracta Ingram, *A Political Theory of Rights*, New York, Clarendon Press, 1994, p.24.

²⁵⁶ *Ibid.*, p.26.

²⁵⁷ *Ibid.*, p.27.

²⁵⁸ *Ibid.*, p.46.

²⁵⁹ *Ibid.*, p.67.

La genèse du droit de propriété est inséparable des réflexions et constructions théoriques autour de la notion de personne sociale, pour reprendre la formulation d'Éric Marquer²⁶⁰, de l'émancipation de l'individu de l'état de nature pour aller vers la création de l'état de la société. Ce qu'il est important de rappeler ici, c'est que la notion d'individu à l'état de nature est liée à la notion de peuple premier, du mythe du bon sauvage²⁶¹ mais qu'elle est avant tout une création, un postulat ontologique pour un individu présocial²⁶². Nous avons vu que modernité et libéralisme classique sont liés dans le sens où le second fut le moteur du premier. En effet, le libéralisme est une théorie – tant dans son contexte historique que dans ses fondements – de l'émancipation de l'ordre féodal, de la tradition, du communautarisme et de la nature. Ainsi, l'Homme libéral a-t-il pour seule autorité sa raison et son propre jugement, ce qui ne l'empêche pas de faire le choix libre de sacrifier quelque peu sa liberté à l'État (Hobbes).

Ainsi, les bases objectives de cette subjectivité sont érigées au rang de principe fondamental de l'action individuelle et de la loi naturelle. Les droits naturels sont érigés comme les droits fondamentaux de chaque être humain, et donc inaliénables. Le droit à la propriété est un droit naturel, de même que celui à la vie, à la liberté et à la sécurité. En effet, l'individu ne connaît pas de valeur supérieure à lui-même et sa raison s'exerce surtout pour le calcul de ses propres intérêts²⁶³. Même si l'on doit à Locke les principes justificatifs de la propriété privée comme droit naturel, celui-ci s'inspire et s'inscrit dans le mouvement de ses contemporains ou prédécesseurs (Hobbes, Montesquieu) qui ont notamment pensé le rôle de l'individu, de ses pouvoirs et responsabilités, et de ses droits d'une façon lui permettant l'appropriation des communaux. La propriété privée ne peut exister dans l'état de nature, mais elle ne le peut que

²⁶⁰ Hervé Guineret et Arnaud Milanese, *Propriété, le propre, l'appropriation*, Paris, Ellipse, 2004, p.127.

²⁶¹ Nous aurions pu pousser notre analyse plus loin et étudier la construction théorique du concept de peuple autochtone fondée sur cette conception purement abstraite de l'état de nature : le mythe du bon sauvage, le jugement de valeur d'un individu présocial.

²⁶² André Liebich, *op. cit.*, p.16.

²⁶³ *Ibid.*, p.17.

dans l'État civil qui va garantir et autoriser l'appropriation²⁶⁴. Cet aspect juridique important, fondateur des réflexions autour de l'État de droit, est inséparable de l'aspect théologique de ce que Dieu a légué à Adam et de la manière dont l'Homme se l'approprie. Mais son premier acte de propriété est bien lui-même, et par là même les fruits de son action, bonne ou mauvaise. Si celle-ci est bonne, l'État va garantir que l'Homme puisse bénéficier des fruits qui en découlent; si elle est mauvaise, dans ce cas l'État va devoir sanctionner. Donc, comme l'a élaboré Locke :

L'enseignement de la raison naturelle, selon lequel les hommes ont droit, dès leur naissance, à la conservation et avec elle, à la nourriture, à la boisson et à tous les objets dispensés par la nature pour assurer leur subsistance, s'accorde avec le récit de la révélation, selon lequel Dieu a donné le monde à Adam, à Noé et à ses fils, pour nous montrer clairement, comme l'a dit le Roi David (Psaume, cxv. 16), que Dieu a fait don de la terre aux enfants des hommes, qu'il l'a donnée en commun à l'humanité. [...] Tous les fruits qu'elle produit naturellement et toutes les bêtes qu'elle nourrit appartiennent en commun à l'humanité, en tant que production spontanée de la nature ; nul n'en possède privativement une partie quelconque, à l'exclusion du reste de l'humanité, quand ces biens se présentent dans leur état naturel ; cependant, comme ils sont dispensés pour l'usage des hommes, il faut nécessairement qu'il existe quelque moyen de se les approprier, pour que les individus déterminés, quels qu'ils soient, puissent s'en servir ou en tirer profit.²⁶⁵

C'est donc une idée d'un individu fortement marquée par la théologie chrétienne, ou la nature appartient bien à l'humanité entière, mais où le droit à la propriété est lié à l'activité humaine. Plus loin, Locke met aussi en garde contre l'abus d'un tel droit qui serait contre toute maxime morale et religieuse qu'il faut rechercher par la raison et la connaissance. Ce détour par le libéralisme classique et la justification rhétorique des droits de propriété permet de mettre en évidence la puissance d'une structure idéelle des rapports entre individus et sa « socialisation » à travers la parabole de la « tragédie des communaux²⁶⁶ ». Le retour aux

²⁶⁴ Hervé Guineret et Arnaud Milanese, *op. cit.*, p.127.

²⁶⁵ André Liebich, *op. cit.*, p.15.

²⁶⁶ La Tragédie des Communaux est une parabole élaborée par le microbiologiste Garrett Hardin pour expliquer les dilemmes de la gestion des communaux par la théorie des choix rationnels. Pour plus de détails, voir Philippe Le Prestre, *Protection de l'environnement et relations internationales : les défis de l'écopolitique mondiale*, Paris, Éditions Dalloz, 2005, p.19-31. Nous occultons volontairement sa critique dans le cadre d'une réflexion sur la propriété et l'environnement par

origines idéelles et sociologiques des droits de propriété va servir à notre étude de projet ultérieure et soutenir l'hypothèse suivante : au-delà de l'activité globale de conservation de l'environnement et de lutte contre la pauvreté, les projets financés dans le cadre des Conventions de Rio, de même que dans l'aide au développement, correspondent à une vision du monde qui est presque imposée. Il n'est donc pas surprenant que les normes générées par les droits de propriété intellectuelle liés à l'exploitation des ressources génétiques se heurtent à une forme de résistance très particulière : la culture. En effet, comme le font remarquer Ashish Kothari et Vandana Shiva, qui est une référence dans ces analyses, la culture de la plupart des peuples dits autochtones, dans les contrées reculées ne considèrent pas la nature comme une commodité à exploiter commercialement. Leur culture est fondée sur le partage et la réciprocité; le monde naturel n'est pas vu comme une compétition ou un monde de désordre – symbole du présocial hobbesien, ou la collectivité moderne – mais bien comme un système fondé sur la coopération. L'extinction d'une espèce peut condamner toute une forêt²⁶⁷. Dans un article militant pour l'importance du savoir traditionnel des femmes indiennes dans l'agriculture, Vandana Shiva montre que :

Quand les femmes conservent la semence, elles conservent la diversité, et aussi l'équilibre et l'harmonie. Navdanya ou les œufs semences sont le symbole du renouveau de la diversité et de l'équilibre, non seulement du monde végétal, mais aussi de la planète et du monde social. Une toile relationnelle complexe donne du sens à la biodiversité dans la culture indienne et a été la base de sa conservation pendant des millénaires.²⁶⁸

Comme présenté plus haut, le nouveau paradigme institutionnaliste néolibéral intègre à la fois le régime des droits de propriété intellectuelle et la mise en place d'un système juridique international dans le même sur la même morale qui fonde la pensée néolibérale.

impératif de synthèse, et parce que cette parabole fait déjà l'objet de nombreux ouvrages. Selon cette parabole, la crise serait vaincue par la réglementation et l'intégration des coûts environnementaux. Cela rejoint donc la vision de gestion de l'environnement dont nous avons évalué la plupart des fondements dans notre première partie.

²⁶⁷ Ashish Kothari et R.V. Anuradha, *loc. cit.*, p.2.

²⁶⁸ Vandana Shiva et Maria Mies, *op. cit.*, p.190.

Dans le des analyses mettant en évidence l'importance de la problématique de la gestion et de l'exploitation des ressources à l'échelle de la planète comme source du discours globalisant et universaliste des fondements du droit et de la rationalité individuelle comme base des relations sociales, le volet qui sera présenté ici de la théorie du système-monde s'intéressera à cette dynamique créée par les besoins de la production industrielle.

3.2 De l'effet structurant de la gestion des ressources environnementales : rareté et économies d'échelle

Nous allons donc discuter l'hypothèse selon laquelle les défis de la gestion des territoires et de leurs ressources ont un effet déterminant sur la répartition territoriale, les dynamiques productives et la démographie. Malheureusement, c'est le cas pour la révolution industrielle et ses besoins importants en matières premières qui ont coïncidé avec les conquêtes coloniales, parfois débouché sur l'extermination de peuples (Indiens d'Amérique) et déstructuré les modes de vie de régions entières .Selon l'économiste critique Sing Chew : « The history of civilization [...] and state is also the history of ecological degradation and crisis [...] as such [...] ecological relation as primary as the economic relation in the self-expansionary process of societal systems.²⁶⁹ » En effet, au contraire du paradigme néoclassique du développement durable et des *environmental economics*, les dynamiques locales et globales ne sont pas déterminées par l'effectivité des régimes, leur processus d'intégration verticale ou une réglementation juridique ou par l'influence des acteurs locaux. Le rapport local au global serait plutôt déterminé par les dynamiques centrales sur lesquelles se fonde cette approche néomarxiste : le processus historique d'accumulation du Capital à

²⁶⁹ Sing Chew. *World Ecological Degradation: Accumulation, Urbanization, and Deforestation 3000 B.C.-A.D. 2000*. Walnut Creek, CA, Alta Mira, 2001, cité dans Thomas J. Burns, Edward L. Kick et Byron L. Davis, « Theorizing and Rethinking Linkages Between the Natural Environment and the Modern World-System: Deforestation in the Late 20th Century ». *Journal Of World System Research*, vol. IX, no 2 (2003), p.357-388. En ligne : <http://jwsr.ucr.edu/archive/vol9/number2/index.php>. Page consultée le 26 octobre 2009.

l'échelle nationale et l'expansion de ce capitalisme mondialisé²⁷⁰. De plus, l'argument qui voudrait que la croissance économique et le développement, même durable, soient la solution à la crise écologique, est confronté à celui énonçant que la dégradation de l'environnement suite au développement ne fait que se déplacer du centre à la périphérie.

La colonisation et ses effets sur la gestion de l'environnement et l'exploitation des ressources pourraient faire l'objet d'un travail en soi. Nous nous proposons ici d'exposer, comme une suite à notre présentation du paradigme des *environmental economics*, une autre analyse issue des travaux de l'école de la théorie du système monde.

Selon B. Hornborg, pour pouvoir élaborer le lien entre écologie et économie dans l'intérêt d'une gestion équilibrée et juste des ressources mondiales et de notre environnement de même que dans l'intérêt des peuples et non des firmes multinationales, il faut redéfinir le concept de développement économique et de gestion de l'environnement.

Selon les travaux de S. Bunker pour comprendre la crise environnementale actuelle, il est nécessaire d'intégrer la dimension *locale* de la production à l'analyse de l'économie *globale*. Selon lui, les théories système-mondistes, de même que les sciences modernes en général, utilisent des métaphores spatiales pour conceptualiser les processus sociaux sans toutefois considérer les effets déterminants des espaces dans le processus matériel autour duquel les acteurs sociaux s'organisent économiquement et politiquement. Les analyses système-mondistes utilisent des termes et concepts spatiaux : centre, périphérie, monde, global. Mais elles occultent souvent le mécanisme le plus fondamental qui étend, structure et intensifie les relations sociales et matérielles du capitalisme à la Terre entière²⁷¹.

²⁷⁰ Samir Amin, « Introduction : mondialisation et accumulation capitaliste », dans Samir Amin (dir.) *Mondialisation et accumulation*, Paris, L'Harmattan, 1993. p 9. Ce groupe de système-mondistes était préoccupé de définir un nouveau cadre ontologique permettant d'intégrer deux phénomènes mondiaux importants : l'arrivée du capitalisme financier et la place spécifique du tiers monde dans le système mondial.

²⁷¹ Stephen G. Bunker, « Matter, Space, Energy, and Political Economy: The Amazon in the World-System » *Journal of World System Research*, vol. IX, no 2 (2003), p.219-258. p.233, en ligne, <http://jwsr.ucr.edu/archive/vol9/number2/index.php>. Page consultée le 26 octobre 2009.

La première raison de l'expansion spatiale du mode production capitaliste est que le développement industriel et l'extraction de la plus-value génèrent toujours un besoin de matières premières plus grand et plus varié. Ainsi, pour comprendre l'expansion de l'économie de marché et ses effets sur l'environnement, une analyse des dynamiques géographiques d'exploitation des matières premières est nécessaire : elle va en effet structurer et déterminer la répartition de la population dans ces espaces et les infrastructures technologiques mais aussi politiques et sociales. Si l'on formule cette idée autrement, le *local* serait donc un élément déterminant dans la croissance économique mondiale²⁷².

Donc, pour Bunker, le besoin toujours plus grand de matériaux bruts pousse la production capitaliste à investir de nouveaux espaces naturels. L'expansion dans l'espace augmente les coûts d'extraction, de transport, et donc de production. Ces coûts sont ceux de la force de travail, de la technologie nécessaire à l'extraction des matières premières et de leur transport vers la métropole. L'augmentation des coûts d'exploitation s'oppose à la nécessité de faire des économies d'échelle et aux critères de rentabilité et d'extraction de plus-value. Dès lors, l'espace, qui est vu comme un obstacle à l'échange et à l'exportation, détermine la composition matérielle et la localisation des différentes « économies d'extraction ». En s'appuyant sur les travaux d'Arrighi, Bunker note que « the scale of contradictions increases with each systemic cycle of accumulation ». Ces contradictions deviennent une dynamique du système, stimulant et favorisant certains types d'innovation technologiques à chaque cycle du développement industriel de même que les structures politiques, sociales et démographiques des espaces exploités. Notre auteur prend l'exemple de l'Amazonie et de l'exploitation du caoutchouc pour illustrer l'effet que la dichotomie entre économie d'échelle et expansion a sur l'évolution du capitalisme mondial. L'exploitation des forêts amazoniennes par les colons portugais n'était, dans l'absolu, pas rentable. L'espace était loin de la métropole; de plus, son climat et sa structure hydraulique n'étaient pas propices à une exploitation efficace du bois. Dès lors, les colons portugais durent trouver de la main-d'œuvre gratuite pour construire des infrastructures de transport et ils entamèrent alors des expéditions visant la capture massive des indigènes. Les guerres, les massacres, l'esclavage,

²⁷² *Ibid.*, p.234.

en plus des épidémies importées par les bateaux européens, changèrent dramatiquement la structure des zones de peuplement de l'espace amazonien, conduisant même jusqu'au dépeuplement. La seconde révolution industrielle du XIX^e siècle (charbon, machine à vapeur, métal) augmenta les besoins en matières premières comme le caoutchouc et accéléra de façon dramatique l'expansion du capitalisme vers des zones encore non intégrées. L'Amazonie et son caoutchouc firent les frais de ces besoins. Lorsque les Indiens furent presque décimés, la traite des Noirs combla le besoin en main-d'œuvre.

Donc, la tension latente entre les économies d'échelle et les coûts d'exploitation spatiale crée un dilemme technique et organisationnel qui détermine les changements des structures politiques, sociales et économiques des espaces exploités. Les acteurs internationaux et locaux comme les États et les grandes firmes font donc fonction de médiateurs entre les technologies changeantes, le marché du capitalisme, les espaces et leurs richesses matérielles²⁷³.

Le lien entre technologie, besoins de la production et espace offre une meilleure compréhension des dynamiques qui ont structuré et déterminé l'exploitation de la nature ainsi que les structures politiques et sociales qui en ont découlé.

3.3 Actions globales et impacts communautaires : le cas du PMF/FEM dans la conservation de l'environnement au Maroc et la lutte contre la perte en biodiversité

Le choix du thème « action globale et impacts communautaires » pour cette analyse de projets de développement durable n'est pas innocent dans sa formulation. Le slogan du PMF/FEM se situe à l'opposé car sa formulation est la suivante : « action communautaire pour des impacts globaux²⁷⁴ ». Nous voulons démontrer ici que la vision que la gouvernance

²⁷³ *Ibid.*, p.235-238.

²⁷⁴ Voir site web du programme. The GEF small Grants Program, en ligne, <http://sgp.undp.org/>. Page consultée le 26 octobre 2009.

environnementale et de la conservation de l'environnement, ainsi que ses modes de financement sont fondées sur une vision qui, à l'instar de ce qui est formulé, subordonne les considérations locales aux exigences globales du développement durable. Dès lors, tout ce que nous avons mis en évidence jusqu'ici – à savoir les fondements discursifs de la gouvernance environnementale et ses présupposés issus de l'économie néoclassique et de l'institutionnalisme libéral – vont prendre toute leur signification dans le projet qui sera présenté et commenté. Nous décortiquerons dans ce projet comment, au-delà d'activités ponctuelles de conservation *in situ* et *ex situ*, il s'agit d'un véritable processus de socialisation et d'initiation aux pratiques individualistes et économiquement rationnelles fondé sur la vision libérale de la vie sociale. L'approche participative et les principes de participation des communautés locales à la conservation de l'environnement prétendent intégrer les communautés dans la mise en œuvre du projet, mais aussi dans les bénéfices économiques du projet de conservation. Même si ces fonds ne sont pas prêtés mais plutôt légués, la logique de conditionnalité qui a fondé les politiques d'ajustement structurel si critiquées est encore au goût du jour. Les projets sont tous calqués sur un même schéma appliqué partout dans le monde entier : les communautés n'ont pas de choix, que ce soit des instruments ou du mode. Ainsi, c'est la dynamique globale qui structure les impacts locaux.

3.3.1 Le Maroc et son environnement

Dans l'univers de l'institutionnalisme néolibéral, beaucoup d'auteurs voient depuis les trente dernières années une prise de conscience symbolique ainsi qu'un virage théorique qui changèrent la place de l'environnement dans la hiérarchie des priorités des administrations économiques mondiale et nationales. Le Maroc est signataire de toutes les conventions environnementales de Rio. La situation géographique de ce pays, la diversité de son climat, de son relief et de ses milieux naturels font de lui l'un des pays les plus riches en diversité biologique en Méditerranée. Les zones littorales au Maroc sont d'un grand intérêt écologique. Elles sont en effet composées de plusieurs types d'écosystèmes (lagunes, estuaires, plages et falaises) et hébergent une flore et une faune extrêmement diversifiées. Le littoral marocain est le support d'une importante activité économique, touristique et industrielle. Il abrite ainsi

61% de la population urbaine des grandes villes, 80% des effectifs permanents des industries, 53% de la capacité touristique et 92% du trafic maritime. À cela s'ajoutent les oasis de la zone présaharienne, dont celle de Tafilalt, qui est considérée comme la plus grande au monde avec une superficie de 44 000 ha, dont 5,500 ha sont envahis par le sable. La surexploitation des ressources (la surpêche, la surexploitation des algues et des coraux, le surpâturage...), la perte d'habitats par la déforestation, l'urbanisation, le développement du tourisme et la perte des zones humides ainsi que la pollution des milieux de vie menacent un grand nombre d'espèces de disparition. Les ressources en eau connaissent une raréfaction de plus en plus marquée en raison d'une utilisation et d'une gestion peu rationnelles du potentiel en eau; les entreprises étrangères de désalinisation s'installent d'ailleurs déjà sur les côtes d'Agadir. La dégradation de l'environnement est accentuée par le vide juridique et réglementaire ainsi que par l'absence d'une hiérarchie de normes contraignantes²⁷⁵. C'est un paradoxe face à, d'une part, l'importance d'une société civile active dans l'application des conventions de l'environnement et, d'autre part, un ministère de l'Environnement si actif qu'il fait l'objet d'études de la part de nombreux gouvernements africains comme la Mauritanie. Il n'y a pas d'évaluation financière du coût annuel de la dégradation de l'environnement, mais il est clair que l'environnement et les populations les plus pauvres paient le prix d'un développement économique effréné depuis la mort du roi Hassan II²⁷⁶.

²⁷⁵ Secrétariat d'État du Royaume du Maroc, Département de l'Environnement, *Rapport sur l'état de l'environnement au Maroc*, en ligne, <http://www.minenv.gov.ma/dwn/pave/Chap3.pdf>. Page consultée le 26 octobre 2009.

²⁷⁶ Paola Gondolfi, « La société civile au Maroc : signification et issues des processus de changement social et politique », *Workshop 4 : Change of Regime? Change in Regime? The Dynamics Of Liberalization and Democratization in the Middle East and North Africa*. Fourth Mediterranean Social and Political Research Meeting, 19-23 mars 2003. En ligne, http://www.cespi.it/STOCCHIERO/Ascod-Marocco/società%20civile_Gandolfi.pdf. Page consultée le 20 mai 2010.

3.3.2 Présentation des activités du PMF/FEM et de ses collaborateurs nationaux au Maroc

Le Programme de Microfinancement du Fonds pour l'Environnement Mondial (PMF/FEM), ou appelle le petit fond par comparaison au FEM, est présenté comme un organisme ayant pour objectif de contribuer à conserver et à restaurer l'environnement tout en améliorant le bien-être des populations et leurs moyens d'existence, à l'échelle locale²⁷⁷.

D'après la documentation officielle, le PMF/FEM, exécuté par le PNUD, fut mis en place pour apporter un soutien financier et technique aux ONG et aux organisations communautaires de base en vue de la mise en œuvre de projets visant la conservation de l'environnement et l'amélioration des conditions de vie des plus défavorisés. Ainsi, le champ d'action du PMF/FEM se situe majoritairement en milieu rural, où vivent les populations les plus pauvres, avec un souci particulier tourné vers les strates les plus démunies ou les plus exposées, les plus pauvres et les femmes comme les femmes, et ce sur la même approche que celle de la lutte contre la pauvreté de la Banque Mondiale. Les domaines d'intervention prioritaires du PMF/FEM sont²⁷⁸ :

- La conservation de la biodiversité.
- L'atténuation des effets des changements climatiques et la lutte contre la déforestation.
- La protection des eaux internationales.
- La conservation des sols.
- Les polluants organiques persistants.

²⁷⁷ Site officiel du Small Grant Program of the Global Environmental Facility, *What does SGP do?* En ligne, <http://sgp.undp.org/>. Page consultée le 26 octobre 2009.

²⁷⁸ Steven Gitonga, « Relever les défis des changements climatiques, créer des opportunités pour les communautés », *Étude des initiatives communautaires appuyées par le Programme de microfinancement du Fonds pour l'Environnement mondial de 1992 à 2003*, novembre 2003, p.7.

Le modèle du programme s'appuie sur une vision de l'implication des communautés locales dans l'identification et la mise en œuvre de projets de conservation. Dans le jargon institutionnaliste, c'est ce que l'on nomme l'approche « participative²⁷⁹ ». En partenariat avec les populations locales, le PMF/FEM appuie le développement et le test de méthodologies / technologies dans le domaine de l'environnement. Tout au long de ce rapport, seront exposés les détails présentant ces méthodologies et technologies ainsi que les explications de cette approche participative et ses limites d'application. Il est néanmoins important de présenter le fonctionnement technique du fond avant d'en faire la critique

Les projets appuyés par le PMF/FEM développent également des partenariats durables avec les organismes locaux et les autorités gouvernementales. L'expertise fournie par le PMF/FEM vise la coordination des activités et la mise en place de réseaux avec les différents acteurs locaux intervenant dans la conservation de l'environnement. Ainsi, le renforcement de la capacité d'action des ONG, la création de réseaux entre ONG de même que les partenariats avec les institutions gouvernementales font partie des grandes réussites du programme²⁸⁰. Le roi Mohamed VI, créa de nombreuses institutions directement ou indirectement liées au développement, comme l'ADS (Agence de Développement Social) et le CBTHA (Programme de conservation de la biodiversité par la transhumance), et renforça le budget du département environnement du MATEE (ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de l'Aménagement de l'espace). En 2005 et 2006, le PMF/FEM développa des partenariats avec ces institutions. L'autre organisme clef qui est partenaire du PMF/FEM est le CBTHA. Celui-ci est localisé à Ouarzazate et apporte un financement minime mais un fort appui logistique et de plaidoyer. Le CBTHA est principalement financé par le Fonds pour l'Environnement mondial et la Fondation Mohamed VI²⁸¹. Les activités de reboisement sont gérées par l'équipe d'ingénieurs militaires de l'Office National des Eaux et Forêts, organisme

²⁷⁹ FAO, *Département du Développement durable*, en ligne, <http://www.fao.org/docrep/v9974f/v9974f04.htm>. Page consultée le 26 octobre 2009.

²⁸⁰ Lamiss Naciri. *Stratégie nationale du PMF/FEM pour l'utilisation des fonds alloués par le RAF pour la période 2007/2009*, Rabat : Documentation interne au PMF/FEM, 2007, p.1.

²⁸¹ PNUD Maroc, « Nouvelles du PNUD au Maroc », *Lettre d'information trimestrielle du PNUD au Maroc*. En ligne. N°01 (2007), p.3, www.pnud.org.ma/pdf/LettreInformationOctobre2007.pdf. Page consultée le 26 octobre 2009.

militaire créé par feu le roi Hassan II, qui avait pour but de gérer les ressources en eau et en bois du pays²⁸². L'ADS et le MATEE financent chacun 50% des projets ainsi que le salaire de deux chargés de projets au sein du fonds. Ces partenariats sont un élément clef de l'expansion des activités du programme. Ils permettent d'augmenter non seulement les activités en doublant les fonds possiblement alloués mais aussi le champ d'influence d'un projet. Le renfort de personnel permet au PMF/FEM d'accepter plus de projets, de réaliser un meilleur suivi et de garantir une meilleure disponibilité des gestionnaires aux ONG et associations.

Les financements accordés aux projets qui répondent aux critères d'éligibilité du PMF/FEM sont d'un montant maximal de 50 000 US \$, auquel s'ajoutent les contributions des partenaires qui permettent de doubler le montant total du projet. Ces partenaires, à travers leurs réseaux de bureaux partout dans le pays, offrent également un relais au PMF/FEM qui, lui, compte un seul bureau à Rabat pour tout le pays. Dans les faits, les ONG partenaires du PMF/FEM bénéficient non seulement des fonds mais aussi encadrés et contrôlés lors de l'élaboration et lors de la mise en œuvre de leurs projets afin que ceux-ci corresponde au model dicté²⁸³.

Les défis que posent les activités du fonds avec les grandes approches de l'institutionnalisme néolibéral promu par la Banque mondiale sont, bien sûr, la réalisation des activités sur le terrain et la faisabilité des activités du projet. C'est donc toute la validité des approches institutionnalistes et de leurs théories du développement durable qui est questionnée ici.

²⁸² ONF, site officiel de l'ONF, *Connaître l'ONF*, en ligne, <http://www.onf.fr/pres/index.htm>. Page consultée le 26 octobre 2009.

²⁸³ PNUD Maroc, *op. cit.*, p.5.

3.3.3 « Iguernane » : un projet pilote dans le cadre de la lutte contre la déforestation, le changement climatique et la perte en biodiversité²⁸⁴

Le projet intitulé « Conservation de la faune et de la flore au niveau du village de Tikkerte du site clef d'Iguernane par la diversification des revenus, le développement de l'écotourisme, le reboisement, la mise en défense et la lutte contre le braconnage » est un projet très important pour la coordination du PMF/FEM car il fait office de projet pilote pour plusieurs activités à mettre en place avec les population²⁸⁵.

Le projet, qui concerne le milieu rural sur les flans du Haut Atlas, est réalisé dans la zone du village de Tiguerite (56 ménages / 700 habitants), situé dans la province de Ouarzazate, dans le versant sud du Haut Atlas. Le site du projet est extrêmement important en matière de biodiversité, avec 445 espèces répertoriées, dont 148 endémiques nationales et 49 endémiques locales. Il s'agit également d'un site où vit encore le dernier troupeau de gazelles de Cuvier de la région. La biodiversité de la zone est fortement dégradée, et les études publiées par les experts recrutés par programme accusent le surpâturage de même que les coupes importantes pour le bois de feu et le fourrage. Le braconnage est également considéré comme un facteur important de menace pour le troupeau de gazelles de Cuvier ainsi que pour les oiseaux de la région. Ce projet a donc pour objectif de contribuer à diminuer les pressions sur la biodiversité de la zone et ce, par « l'amélioration des revenus des populations locales, la diversification des activités productives et l'amélioration de la prise en charge, par les communautés, de leur environnement²⁸⁶ ». En effet il apparaît donc à travers le discours tenu dans ce projet, similaire à temps, que l'approche théorique du fond se fonde

²⁸⁴ Dans le cadre d'un stage effectué en 2007 au PMF/FEM, je fus chargée de la mise en marche de 12 projets dont celui-ci.

²⁸⁵ Coordination du PMF/FEM, « Annexe A : Document de projet », Memorandum d'Accord du Projet N°MOR/OP3/1/05/12, Conservation de la faune et de la flore au niveau du village de Tikkerte du site clé d'Iguernane par la diversification des revenus, le développement de l'écotourisme, le reboisement, la mise en défense et la lutte contre le braconnage, Documentation interne au PMF/FEM, Rabat, 2005, p.8.

²⁸⁶ *Ibid.*, p.12.

sur la thèse environnementale néolibérale de la pauvreté comme cause première de la dégradation de l'environnement.

Lorsque l'on se promène dans cette zone, il est facile de trouver des traces de la misère environnementale de la région. On voit en effet des vallées reboisées ou en cours de reboisement avec des conifères non endémiques de la région (les plants de tamarix et de pins d'Alep remplacent les anciennes forêts de cèdre et de tuya²⁸⁷), ou même des touffes de végétation courte dont les feuillages ont été consommés par le bétail. Le principal revenu de la région est issu de l'agriculture par petite terrasse de culture de noix, de riz et de quelques arbres fruitiers. La roche des montagnes est aussi une source de revenu. On voit des petites carrières sauvages d'où sont extraites, à coup d'outils rudimentaires, de fines plaques qui serviront à orner les terrasses des riches villas des grandes villes. L'hiver, face à la faiblesse du revenu agricole (moins de 40\$ par mois et par ménage²⁸⁸), les hommes du village sont contraints de descendre dans les grandes villes pour travailler comme maçon, plombier ou éboueur. Dans beaucoup de villages marocains, il n'y a ni électricité ni réseau téléphonique. Ce projet pilote tenait à cœur à la coordination du PMF/FEM et ce, d'abord parce qu'il s'agissait de développer les capacités, l'expertise et l'autonomie d'une petite association sans expérience et avec très peu de personnes alphabétisées²⁸⁹. Il s'agissait également de d'impliquer une population majoritairement analphabète et très pauvre dans le projet. Dès lors, en 2004, lorsque l'association fit une demande au PMF/FEM, une longue mission fut organisée et une animatrice fut recrutée spécialement pour le projet. Le but de cette première visite fut de faire de nombreuses réunions avec la population et d'amener les acteurs à définir eux-mêmes les potentialités économiques de leur région. De plus, la participation de la population faisant partie des directives de la coordination, d'autres réunions furent organisées pour savoir à quelles activités la population accepterait de participer.

²⁸⁷ *Ibid.*, p.13.

²⁸⁸ *Ibid.*, p.8.

²⁸⁹ Observations recueillies pendant le stage lors de la visite du Parc National de l'Oukaimeden et du Parc National de la vallée de l'Ourika, les 14, 15 et 16 décembre 2007.

Les principales activités qui constituent le document du projet sont et qui sont présent dans tous les projets sont listées comme suit²⁹⁰:

- Un fonds roulant pour le développement communautaire et l'environnement.
- Une épicerie communautaire (pour la fourniture du gaz).
- Un hammam (bain maure) communautaire.
- Un four à pain communautaire.
- Le reboisement de 100 à 150 ha avec l'Office National des Eaux et Forêts.
- Des reboisements communautaires à proximité du village.
- Un système communautaire de mise en défense pour une gestion durable des ressources naturelles.
- Un système communautaire de surveillance du braconnage.
- Des actions de développement de l'écotourisme (charte communautaire / formation des villageois / définition de circuits / mise en place de pancartes indicatives / commercialisation du service offert par le village auprès des agences).
- Des actions d'éducation à l'environnement avec les enfants (scolarisés, non scolarisés ou en rupture de scolarisation, et dans les cours d'alphabétisation).

Chaque document de projet comprend des études d'impacts attendus et chiffré, comme c'est le cas pour les projets de la Banque Mondiale; pour ce projet, les impacts attendus sont fixés comme suit²⁹¹ :

- Au moins 100 espèces importantes conservées.
- Au moins 400 ha de reboisement gérés de façon durable.
- L'ensemble des familles du village bénéficiera du projet : 120 hommes / 56 ménages touchés / 120 femmes / 120 jeunes filles / 100 enfants.
- Augmentation de 20% environ des revenus des ménages à la fin du projet, sachant que le revenu moyen par ménage est d'environ 40\$ CAD par mois.

²⁹⁰ Coordination du PMF/FEM, *op. cit.*, p.10.

²⁹¹ *Ibid.*, p.11-16.

Dans les projets impliquant la lutte contre les gaz à effet de serre et le déboisement, il est demandé à la population de verser en moyenne 5\$ CAD pour l'achat de fours et ensuite de payer l'approvisionnement en gaz. La plupart du temps, cela est versé à un fond roulant visant des activités de conservation et de protection de l'environnement.

- Amélioration de la santé des femmes liée à la réduction de l'exposition aux fumées des fours à bois ménagers.
- Réduction de la lourdeur des travaux féminins (réduction de 30 à 50% du temps de collecte du bois et du fourrage).
- Amélioration du taux de scolarisation des femmes (réduction de 30% du taux d'abandon scolaire annuel des jeunes filles / augmentation de 50% du taux de participation au cours d'alphabétisation).

Les partenaires du projet sont l'Office National des Eaux et Forêts pour le reboisement et le CBTHA. L'explication des difficultés rencontrées par l'équipe lors de la mise en place des deux activités suivante permet d'avoir une meilleure compréhension pratique de l'impact des normes de la Banque Mondiale sur les acteurs locaux. La mise en place du fonds roulant fut l'un des principaux défis du projet ; elle est aussi l'une des activités les plus orientées d'un point de vue éthique et normatif. Ce fonds devait en partie servir à financer l'achat de gaz pour les fours des foyers, afin de libérer les femmes des corvées de bois, réduire la pression sur l'environnement et limiter l'exposition des familles aux fumées dans leurs foyers. Après concertation avec la population, les villageois auraient, selon la documentation fournie au sein de l'organisation, accepté de payer le gaz et certains fours. Ces équipements, achetés avec le fonds roulant, sont donc vendus pour la somme de 9\$ CAD aux villageois. L'argent récolté est placé dans un compte géré par l'association sous le suivi du PMF/FEM. Une fois la totalité du fonds roulant remboursé, l'association devra se concerter avec les villageois pour sa réutilisation à des fins de sauvegarde de l'environnement. Ce cycle devra se répéter plusieurs fois. L'association est tenue de fournir des rapports de suivi au PMF/FEM sur les dépenses et les remboursements du fonds²⁹². L'une des autres activités pilotes et aussi riche

²⁹² Coordination du PMF/FEM, *Fiche technique de mise en place du fonds roulant*, Rabat : Documentation interne, 2006, p.1-4.

morale néolibérale fut le reboisement communautaire avec la technique appelée El Ghorm. L'Office National des Eaux et Forêts avait livré des plants d'arbres qui seront plantés, entretenus et surveillés par la population. La technique El Ghorm a pour objectif une responsabilisation des villageois envers la conservation biodiversité, par ce les grandes lignes qui définissent les activités du fonds, basé sur la vision de la Banque Mondiale, accusent principalement la négligence des populations. Ainsi, dans le petit bois communautaire, les villageois sont libres d'utiliser les arbres à condition qu'ils versent une contribution monétaire à l'association ou qu'ils replantent un autre arbre. Nous verrons plus loin pourquoi et en quoi l'échec de ces activités (population refuse de payer les fours, et ne replante pas d'arbres), vient étayer notre hypothèse de recherche selon laquelle le global structure le local sous couvert d'approche participative permettant un semblant d'intégration des pratiques culturelles.

3.3.4 Identification et montage des projets : une participation relative des communautés

Lors de la demande de financement, les communautés locales font, à travers une association village ou une ONG, une demande de financement relative à un ou des problèmes environnementaux donnés. L'équipe du PMF/FEM va remettre un formulaire aux associations concernées et organiser plusieurs réunions afin d'appuyer l'association ou l'ONG pour ce qui est de monter le projet conformément aux critères et approches du PMF/FEM. Des séances de consultation des communautés (impliquant de façon générale les groupes les plus vulnérables) sont systématiquement organisées afin d'évaluer la faisabilité des solutions et des méthodes apportées. Des études de faisabilité sont demandées auprès d'experts dans différents domaines connexes pour donner une idée des impacts possibles et des difficultés potentielles. Dans les faits, la participation de l'ONG au montage du projet n'est qu'accessoire étant donné que les problèmes et les solutions sont déterminés à l'échelle globale. Puis, une mission de terrain impliquant la coordinatrice, la chargée du projet et un des partenaires (ADS ou MATEE) est organisée. Cette première visite permet aux représentants des différents bailleurs de fonds d'appréhender la réalité du terrain. Étant donné l'importance de la participation volontaire des communautés dans la stratégie, cette première

visite permet de s'assurer de la participation effective (nous verrons cela plus comme un consentement) des acteurs et de leur accord vis-à-vis des conditions et activités du projet. C'est à cette étape qu'est finalisé le document de projet, qui est appelé à ce stade « idée de projet ». Le Comité national de décision (CND), qui implique les chargés de projets du PNUD, les responsables de l'UNOPS (United Nations Organizational Program Support) ainsi que d'éminents professeurs et spécialistes, se réunit avec le PMF/FEM. L'ONG y présente le projet tel que monté. Pendant cette réunion, on peut considérer le projet comme déjà approuvé car il est élaboré conformément aux normes du PNUD et du PMF/FEM. Cependant, cette réunion est importante parce que des détails y sont discutés et des recommandations importantes y sont faites de toutes parts²⁹³.

L'une des caractéristiques de l'approche participative du PMF/FEM et de ses partenaires est le développement de la capacité des ONG à effectuer un suivi des activités du projet. Dès lors, un comité mixte de suivi est mis en place pour chaque activité du projet. Le PMF/FEM supervise étroitement la mise en place de ces comités et ce, pour plusieurs raisons. La première est que, d'une certaine manière, cela garantit l'implication des femmes dans les projets du fait des exigences de parité ou de quotas de représentativité quand l'activité concerne essentiellement les femmes. La seconde raison est de l'ordre du développement de capacités des ONG et des associations, de l'extension de leur implication dans le projet et de leur autonomie à mener à bien un projet dans sa totalité tel que définit par le CND. Enfin, la troisième raison est que cela permet au PMF/FEM d'avoir le plus de détails possibles sur le projet étant donné que l'équipe n'organise que quelques visites de terrain. Le PMF/FEM fournit et/ou encourage la rédaction de conventions pour le comité avec, dépendamment du suivi à réaliser, une part du budget consacrée à la rémunération d'une personne ou à l'achat d'équipement. De plus, l'équipe du PMF/FEM travaille activement à la production de fiches de suivi, de grilles et de documentation explicative sur la manière d'effectuer le suivi de telle ou telle activité. Par exemple, dans les bases de données du PMF/FEM, il y a de nombreuses fiches comme celle du fonds roulant et du four communautaire²⁹⁴.

²⁹³ Lamiss Naciri, *op. cit.*, p.3.

²⁹⁴ Lamiss Naciri, *op. cit.*, p.4.

Le Fonds pour l'Environnement mondial est présenté comme un mécanisme financier hétéroclite dans la mesure où il n'implique pas d'endettement. Il répond aussi aux nouvelles approches promues par les bailleurs de fonds, que l'on pourrait définir comme plus centrées sur les communautés et leur participation, pour rompre avec les années 1980.

3.3.5 La réalité de l'approche participative : le plaidoyer et les formations

Le développement sur des bases communautaires repose sur la vision de la Banque Mondiale et de l'ONU d'obtenir une plus grande participation de la société civile dans le développement : c'est ce que l'on nomme l'approche participative. Cette approche fut aussi le fer de lance de la stratégie du PMF/FEM et de ses partenaires. Étant donné que la majorité des projets sont en milieu rural et concernent des associations à faible capacité d'expertise, l'approche participative est soutenue par l'impératif de développement des capacités des ONG. De là découle un nombre très élevé de réunions avec les associations. Pour mieux cerner les termes de cette approche, voici un extrait d'une documentation de la FAO :

Le développement de l'approche participative en tant que méthodologie d'intervention en milieu rural est relativement récent. Il répond au souci des divers Gouvernements de la sous-région d'associer étroitement les populations à la restauration du milieu et à la gestion des ressources naturelles et forestières. La volonté politique d'encourager la participation des populations rurales aux diverses actions de restauration/gestion du milieu montre le changement d'attitude de l'ensemble des responsables et décideurs vis-à-vis du rôle précis que doivent jouer les populations. Ce changement d'attitude fait suite au constat d'échec des actions de grande envergure menées par le passé, dans le cadre notamment de la lutte contre la désertification. Ces actions effectuées en régie responsabilisaient très peu les populations dans la gestion proprement dite et le suivi des ressources forestières.²⁹⁵

On notera l'utilisation du terme « responsabilisation²⁹⁶ » des populations face à leur environnement. La réalité du terrain est bien différente. Lors d'une visite dans la vallée de

²⁹⁵ FAO, département du développement durable, *op. cit.*

²⁹⁶ *Idem.*

l'Ourika et à Ouarzazate, si l'on discute avec des paysans comme M. Idegh, de l'association Touroual, on prend très vite conscience que ces derniers sont les premiers à pâtir de leur dépendance envers l'approvisionnement en bois de feu et qu'ils ont conscience de la dégradation de leur environnement – ils en sont les premières victimes. Ils ont aussi conscience d'être les premières victimes des orientations économiques du Maroc, puisqu'ils voient au fil des années leur revenu agricole diminuer, et leur région délaissée par manque d'attrait économique. Ce premier aspect sert à introduire la constatation que la rupture avec les anciennes pratiques de développement ne s'est pas faite l'intégration du concept d'approche participative dans la pratique sur le terrain. Ainsi, la réunion du CND pour l'approbation d'un projet n'était qu'une formalité d'approbation de projets déjà montés conformément à la stratégie du PMF/FEM et du PNUD. Même si le PMF/FEM n'octroie pas de prêts – il donne des fonds –, aucun projet n'est exempt de contributions financières matérielles considérables de la part de la population. La technique du fonds roulant en est le meilleur exemple. La plupart des projets de lutte contre la déforestation et l'émission de gaz à effet de serre impliquent que la population, qui a déjà un revenu extrêmement faible, paye les fours achetés à l'aide des fonds du PMF/FEM afin de les réinjecter dans un fonds roulant. Les fours achetés pour le projet Iguernane doivent ainsi être vendus aux villageois et les fonds recueillis doivent servir à alimenter un fonds pour mettre en place des actions de lutte contre la déforestation, telles des barrières de roseaux. Même si, en bout de ligne, l'utilisation de ces machines devrait permettre d'optimiser la productivité des agriculteurs dont le revenu mensuel ne dépasse pas 400 DHS/mois (soit 50\$ CAD par mois), ces derniers ne sont pas libérés de l'étranglement financier que constitue un revenu qui ne leur permet pas de subvenir à leurs besoins les plus essentiels. L'orientation du PNUD et du PMF/FEM, responsabiliser à devenir des acteurs rationnels. Selon cette même idéologie, c'est l'irresponsabilité qui pousse les femmes à continuer à préférer ramasser du bois plutôt que de faire cuire la base essentielle de leur alimentation, le pain, au four communautaire, moyennant un paiement de 0,10\$ CAD par galette de pain. En effet, si l'on part de la vision des bailleurs de fonds, ce n'est pas la périphérisation de ces zones rurales – qui ont peu d'attraits économiques, qui sont soumises aux fluctuations des prix du marché des denrées agricoles et qui n'ont droit à aucune subvention de l'État au nom des exigences de l'OMC – qui en est la cause. Mais c'est plutôt leur supposée inconscience face au désastre environnemental qui pose problème. En visitant

le parc du Toubkal à l'Oukaimeden, devant la station de ski qui draine toute la bourgeoisie marocaine l'hiver, on peut voir l'un des panneaux d'information dont l'implantation fut financée par le FEM et le PNUD quelques années auparavant²⁹⁷. Sur ces panneaux, on peut lire toutes sortes d'information sur les espèces vivantes présentes sur le site et sur l'importance de respecter son écosystème et les cultures et traditions des « autochtones » de la région. La phrase qui retient le plus l'attention et qui représente toute cette idéologie est bien celle qui recommandait aux touristes de ne pas donner de jouets, de livres ni de crayons aux enfants et ce, pour ne pas les habituer à la mendicité. Cela est donc à mettre en rapport avec l'analyse de la rationalité économique dans le discours environnemental moderne que nous avons vu à travers l'analyse de Susan Strange puis celle de l'économie de l'environnement.

Lutter contre la pauvreté en éduquant les gens à des pratiques économiques rationnelles et à payer ce qu'ils faisaient gratuitement constitue une perspective économique moraliste décalée de la réalité du dénuement extrême de ces gens face au désengagement de l'État dans ces zones.

3.3.6 Les dessous de l'idéologie libérale du développement : un véritable consensus

Le deuxième *Atelier de formation et de réflexion participative sur les besoins prioritaires du Maroc*²⁹⁸ a mis l'accent sur la recherche/action et le renforcement des capacités en vue d'accompagner les communautés rurales dans la nécessaire adaptation aux changements climatiques. Cet atelier a rassemblé les représentants des principales ONG environnementales marocaines ainsi qu'une brochette de professeurs et d'étudiants. Le PMF-FEM fût représenté

²⁹⁷ Mostafa Madbouhi, *Processus d'élaboration du programme « Education Relative à l'environnement » du parc national du Toubkal*, en ligne, http://www.biodiv.be/maroc/manag_cons/educ_sens_ma/doc301089. Page consultée le 1^{er} février 2008.

²⁹⁸ ENDA Maghreb, *Troisième Rapport National sur la mise en œuvre de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification*. Rabat : ENDA Maghreb, 2004, p.3.

par Une des chargées de l'équipe et moi même. Le but de cet atelier était d'élaborer une stratégie concertée, à l'échelle nationale de toute la société civile marocaine, pour la lutte contre le changement climatique et ce, afin d'obtenir un financement de la part de l'ACDI et de la Banque Mondiale. Tous les ONG et professeurs participant ont présenté leurs approches ou projets. Beaucoup de militants y participèrent avec des exposés alarmistes et de dénonciations de l'inertie du gouvernement, des stratégies de développement, du tourisme sauvage. Mais, même si ces exposés très dénonciateurs furent très bien accueillis, ils furent retirés du troisième rapport. Ce rapport contient d'ailleurs une liste de recommandations en accord avec le discours des institutions internationales sur le développement de réseaux de même que le renforcement des capacités des ONG et de l'application d'une stratégie concertée regroupant l'application des trois conventions de Rio. De plus, le PMF/FEM était représenté ainsi que le PNUD. Aucune des stratégies déjà en place ne fut discutée, aucun projet ne fut ouvertement critiqué. Même si ce fut l'occasion de prendre conscience de l'importance de l'expertise marocaine dans le domaine de l'environnement, aucune pratique démocratique de discussion et de critique ne fut encouragée. C'était un véritable consensus silencieux et un alignement sur les approches des bailleurs de fonds.

La stratégie du PMF/FEM dans le domaine du développement durable et de la conservation de l'environnement possède donc beaucoup de failles. Au-delà des activités de conservation ponctuelle efficace comme le reboisement, ou de la formation visant à informer la population de nouvelles techniques de préservation de l'environnement, les autres activités sont fortement orientées d'un point de vue idéologique. Il y avait la volonté de créer des marchés dans ces contrées reculées, d'intégrer celles-ci à l'économie de marché, d'imposer des visions et des modes de gestion. Les activités qui avaient le plus de mal à démarrer ou à réussir étaient celles qui impliquaient un déboursement financier des ménages comme l'achat de fours ou de gaz, sans de réelles alternatives visant à augmenter leur revenu de façon considérable. Comme mentionné dans la présentation du projet Iguernane, l'un des impacts escompté fut une augmentation de revenu de 20%, soit une augmentation de 10\$/mois relative à un revenu de moins de 50\$ par mois et par ménage. Précisons que le salaire minimum marocain est de 375\$/mois. Les chiffres parlent d'eux-mêmes pour qualifier la soi-disant lutte contre la pauvreté des projets du PMF/FEM. En ce qui concerne la chargée de

projet devant soutenir les associations à produire les rapports et accompagner les experts, ses contrats d'embauche pour le suivi des cinq projets ne prévoyait de dégager qu'un total de 450\$/mois étalé sur 30 mois. Cette personne devait gérer sur le terrain cinq projets, voyager à dos de mulet ou sur des pistes et ce, dans un rayon de 200 km autour de Ouarzazate. Les compétences requises pour postuler furent une maîtrise en gestion de projet. Or, l'équipe du PMF/FEM était payée cinq fois son salaire et ne possédait que des certificats. Cela peut être conçu comme un problème d'éthique, ou simplement de décalage flagrant par rapport à la réalité²⁹⁹.

De plus, ce qui est surprenant, c'est que la plupart des établissements construits dans le cadre des projets n'ont rien de « durable » dans leur installation des installations. Par exemple, dans la région de Ouarzazate, il y a de réels problèmes de sécheresse; pourtant, aucune des écoles, hammams, gîtes qui furent construits dans le cadre des projets n'ont de mode de collecte des eaux de pluies ou de gestion des eaux usées. Mais il faut peut-être accuser pour cela le manque de temps et d'effectifs d'une équipe de quatre personnes pour 80 projets en cours.

Cependant, on peut tout de même féliciter le grand travail d'intégration des femmes et de valorisation de leur contribution au développement, ainsi que la dénonciation de la précarité de leur situation. L'autre aspect non négligeable est le développement des capacités des ONG et de leurs réseaux, qui acquièrent beaucoup d'expertise à la suite de plusieurs projets. De nombreux établissements tels des hammams furent construits, de nombreux documents d'expertise furent produits pour le PMF/FEM, qui s'est donc constitué une très précieuse bibliothèque. D'après les observations faites durant le stage, sur les 80 projets en cours, seuls quelques-uns fonctionnaient avec succès. Mais la coordination a refusé de dévoiler le ratio de réussite des projets.

²⁹⁹ Coordination du PMF/FEM, *Memorandum d'Accord du Projet N°MOR/OP3/1/05/12*, op. cit., p.10.

3.3.7 Les limites de l'approche communautaire promue par la Banque Mondiale : l'humain et son milieu

Pour clore ce dernier chapitre, nous avons choisi de réintégrer, dans une réflexion plus générale sur la pauvreté et l'environnement, les enseignements tirés de l'analyse de la politique du PMF/FEM dans le monde rural marocain. Dans un article discutant les approches les plus biocentristes de l'environnement, Hanna Siurua tente de trouver une alternative entre l'approche « community-based development » des institutions internationales, qui conçoit la pauvreté comme une menace envers l'environnement, et l'approche plus biocentriste, qui oppose traditionnellement les besoins de l'humanité et la protection de la nature ; cette dernière considère ainsi l'activité humaine comme généralement incompatible avec la protection de l'environnement.

Selon Hanna Siurua, aucune de ces approches ne saisit réellement la réalité locale de la conservation dans les contrées reculées du Sud:

(...) The portrayal of a necessary opposition between "feeding people" and "saving nature" is based on the false equation of development with meeting basic needs and is thus unfounded; in reality, hungry people and nature often find themselves on the same side in the confrontation with environmentally destructive "development" schemes. (...) The marginalization, criminalization, and impoverishment of local communities through conservation all over the South sparked widespread protests and confrontations which, in the absence of formal means of redress, often led to illegal hunting and grazing, timber theft, and other "everyday forms of resistance" against the perceived injustice of conservation policies.³⁰⁰

Les formes de résistance quotidienne de la population envers le projet de conservation que nous avons discuté se sont matérialisées dans l'échec de tous les projets du système de fonds roulant de même que dans celui de la technique de reboisement. Le principal argument de Hanna Siurua est que ces formes de résistance sont souvent exposées comme une absence

³⁰⁰ Hanna Siurua, « Nature Above People: Rolston and "Fortress" Conservation in the South », *Ethics & the Environment*, vol. 11, no 1, Indiana University Press, Bloomington, IN, 2006, p.72.

d'intérêt et de responsabilité face à la nature qui les entoure. Or, comme l'a exposé Stephen Bunker, dans une telle vision, la dégradation de la nature ainsi que l'organisation de sa préservation et de son exploitation sont le contingent de l'histoire de l'appauvrissement de ces populations. Autrement dit, Siurua montre que l'approche communautaire dans la conservation de l'environnement échoue souvent à réellement intégrer les communautés et leurs cultures, et qu'à regarder l'histoire, la dégradation de l'environnement n'est pas la conséquence des conditions de vie précaires des populations rurales démunies, mais elle tire plutôt ses origines de la pénétration de forces extérieures. Ces dernières vont déterminer l'organisation de la gestion des ressources naturelles. Siurua en résume très bien l'enjeu, et nous choisissons d'ailleurs de clôturer notre chapitre avec sa remarque sur la conservation communautaire :

Community-oriented conservation is no magic solution. It is fraught with theoretical and practical difficulties, often rooted in the problematic notion of "community" which assumes a degree of integration, shared values and interests, geographical distinctness, and stability over time which holds true for few if any groups of people in the real world.³⁰¹

³⁰¹ *Ibid.*, p.87.

CONCLUSION

Nous voici donc à la fin de notre démonstration. Au fil de la complexité du débat de la gouvernance environnementale, nous avons tenté d'analyser la structure du discours scientifique au sein de la coopération environnementale, ses acteurs dominants et les conséquences au niveau local. Nous avons ouvert plusieurs pistes d'analyses comme celle des résistances à la mondialisation, ou celle de l'évolution de la Banque Mondiale depuis sa création. Elles auraient toutes mérité de faire l'objet d'une recherche en soi. Mais la multitude des problématiques qui ont émergé au fil de nos recherches ne sont que le reflet de la complexité des débats au sein de la gouvernance environnementale, sous-estimée et parfois négligée dans le discours officiel. Nous avons tenté de démontrer que le discours néolibéral adapté à l'environnement domine la scène de la coopération parce qu'il est celui des institutions internationales.

L'idée de ce projet de recherche est partie d'une question simple : pourquoi la coopération internationale ne parvient-elle pas à gérer la crise environnementale ?

Nous répondrons à celle-ci de la manière suivante : nous ne pouvons parler de succès ou d'échec de la coopération internationale de l'environnement car celle-ci transcende les rapports de forces existant entre des acteurs. Ce n'est pas un décalage entre la gouvernance environnementale et la gouvernance économique internationale qui a été exposé, mais bien les problèmes issus d'une gestion économiste de l'environnement, qui, depuis la publication du Rapport Pearson, n'a cessé de montrer ses limites et de générer des résistances locales. Cette gestion économiste de l'environnement apparaît aussi à travers l'identification d'une hiérarchie existant au sein des institutions internationales : l'ONU avec ses programmes environnementaux n'est pas l'institution centrale de la gestion de l'environnement. Nous y avons accordé beaucoup d'attention, au détriment du traditionnel sujet des rapports Nord/Sud

au sein de la mondialisation capitaliste. Mais, comme l'a développé Susan Strange, malgré le fait que l'État reste l'acteur central des relations internationales, l'exercice de son pouvoir reste limité et ce, par le pouvoir des autres acteurs d'influer sur les résultats des négociations. Ce projet de recherche se rapporte à la question qui divise la communauté savante des relations internationales : l'État est-il encore l'acteur central du système international ?

Notre étude de la gouvernance environnementale ne vient pas démontrer le contraire, mais simplement évaluer, à partir des AME, l'existence d'une hiérarchie au sein des institutions et les résistances de communautés constituées au sein de réseaux transnationaux.

En fait, dans notre premier chapitre, nous avons voulu trouver une origine et une dynamique évolutive du système international de l'environnement et, à travers celui-ci, de son discours. Nous sommes pour cela partis de quatre textes fondateurs arrivant chacun à un moment déterminant pour la constitution de la gouvernance environnementale. Nous avons alors pu en dégager trois pistes nous permettant de définir la gouvernance environnementale d'un point de vue éthique et politique : la Banque Mondiale est un acteur central de la coopération environnementale tant dans la production du discours que dans le financement des accords. Cela vient du fait que la problématique environnementale a été immédiatement liée à celle de l'aide au développement. Il existe une hiérarchie dans les institutions internationales, qui confère à la Banque Mondiale le pouvoir de dicter des normes et d'élaborer des mécanismes de coopération à partir de celles-ci.

Dans la pratique, selon Marie-Claude Smouts, la gouvernance environnementale n'en est pas une dans le sens idéal du terme à cause de l'existence de rapports de pouvoir. En effet, les contestations des peuples autochtones et les différentes résistances sont directement liées aux critiques de l'idéologie de l'aide au développement.

À partir de là, nous avons pu examiner plus en détail l'un des trois accords de 1992 : la Convention sur la diversité biologique et le Protocole de Carthagène qui y fut rattaché. La diversité biologique devient un champ social de confrontations des acteurs et ce, par

l'artificialisation de ses fruits (les OGM), l'importance économique qui fait d'elle une ressource convoitée sur laquelle s'impose un brevet, et les conséquences culturelles des termes de son exploitation (biopiraterie, les ressources commercialisables sont privilégiées). Le débat se reflète dans différentes éthiques de l'environnement. Le développement durable prétend, dans sa dimension éthique et dans les normes internationales qu'il génère, rompre avec la tradition anthropomorphiste classique qui prévalait au XVIII^e siècle, et ce, à travers l'évaluation et la prise en compte du coût environnemental dans le processus économique. Néanmoins, dans la réalité, et à la lumière de nos recherches, le développement durable s'inscrit dans la pensée néolibérale.

C'est ainsi que nous abordons notre dernier chapitre, axé autour des thématiques *Local* et *Global*. Nous avons eu comme objectif de montrer que les acteurs locaux se voient imposer des normes générées par des institutions internationales en décalage avec leurs usages et pratiques, cultures et valeurs. Nous avons choisi de commencer notre démonstration par une analyse philosophique de la pensée libérale et un exposé historique néomarxiste de la colonisation en Amérique latine. L'objectif était de dégager deux hypothèses : dans un premier temps, l'aspect normatif du discours environnemental moderne, à travers le régime de droit de propriété et les valeurs et pratiques des individus qui sont produites; dans un deuxième temps, l'importance des dynamiques économiques spatiales dans l'évolution des sociétés. Selon la théorie néomarxiste, l'accumulation du capital vers les bourgeoisies des puissances capitalistes structure et hiérarchise les espaces et les sociétés en fonction de ses besoins. Dans notre exposé, nous avons voulu mettre l'emphasis sur l'importance des conséquences, sur les groupes sociaux, de la dégradation de l'environnement résultant d'une exploitation, de même que sur leurs pratiques. D'autre part, l'espace et ses contraintes ont été un important facteur dans les choix économiques des grandes puissances. Cela permet de mettre l'emphasis sur les conséquences directes à l'échelle locale de ces choix économiques. Le cas du projet Iguernane du PMF/FEM illustre l'imposition de normes néolibérales à une population rurale dans le sud du Maroc, allant jusqu'à induire la modification de pratiques traditionnelles.

Cela nous a permis de finalement conclure que les normes globales, mêlées aux activités économiques mondiales, sont de puissants éléments structurants de la réalité à l'échelle locale ; cela semble d'ailleurs être une caractéristique importante de la gouvernance environnementale.

Ce portrait sélectif de la gouvernance environnementale appellerait à être complété avec une analyse qui, à la lumière des différentes problématiques examinées tout au long de ce mémoire (rôle central de la Banque Mondiale, résistances et formation de mouvements internationaux), s'attarderait sur l'examen de l'étendue du rôle des Gouvernements des États-Unis dans l'évolution du droit de l'environnement.

BIBLIOGRAPHIE

Monographies et revues spécialisées

- Achy, Lahcen et Khalid Sekkat. 2007. *L'économie marocaine en question : 1956-2006*, Paris, L'Harmattan, 293 p.
- Akama, John. 1998. « The Evolution of Wildlife Conservation Policies in Kenya », *Journal of Third World Studies*, vol. XV, no 2 (1998), p.103-129.
- Ansart, Olivier. 2004. *La justification des théories politiques: la liberté et l'égalité considérées comme des suppositions*, Paris, L'Harmattan, 234 p.
- Arrighi, Giovanni et Jessica Drangel. 2003. *The stratification of the world economy and exploration of the semi peripheral zone*, Review 1019-74, 1986, cité dans Bunker, Stephen G. « Matter, Space, Energy, and Political Economy: The Amazon in the World-System », In *Journal Of World System Research*, p 219-258, Volume IX, Number 2, p 195-405, en ligne, <http://jwsr.ucr.edu/archive/vol9/number2/index.php>.
- Aubertin, Catherine et Franck-Dominique Vivien. 1998. *Les enjeux de la biodiversité*, Paris, Économica. 127 p.
- Barry, John. 2002. *Environment and Social Theory*, New York, Routledge, 350 p.
- Bender, Frederic L. 2003. *The culture of extinction: toward a philosophy of deep ecology*, New York, Humanity Books, 488 p.
- Bérard, Laurence et Marie Cegarra (dir. pub.). 2005. *Biodiversity and Local Ecological Knowledge in France*, Paris, IDDRI, 275 p.
- Bernstein, Steven. 2002. « Liberal Environmentalism and Global Environmental Governance », *Global Environmental Politics*, vol. 2, no 3, 16 p.

- Bourrinet, Jacques et Sandrine Maljean-Dubois (dir. pub.). 2002. *Le commerce international des organismes génétiquement modifiés*, La documentation Française, Paris, 217 p.
- Bunker, Stephen G. 2003. « Matter, Space, Energy, and Political Economy: The Amazon in the World-System », in *Journal Of World System Research*, p 219-258, Volume IX, Number 2, en ligne: <http://jwsr.ucr.edu/archive/vol9/number2/index.php>, p 195-405.
- Canto-Sperber, Monique (dir.). 1996. «Éthique : de la morale à l'éthique et aux éthiques », *Dictionnaire d'éthique et de philosophie morale Tome 2*, Paris, Presses universitaires de France, p. 688-695.
- Casabona, Romeo et Carlos, Maria. 1999. *Biotechnology Law and Bioethics : a Comparative Perspective*, Bruxelles, Bruylant, 428 p.
- Chew, Sing. 2003. *World Ecological Degradation: Accumulation, Urbanization, and Deforestation 3000 B.C.-A.D. 2000*. Walnut Creek, CA, Alta Mira, 2001, cité dans Thomas J. Burns, Edward L. Kick et Byron L. Davis, « Theorizing and Rethinking Linkages Between the Natural Environment and the Modern World-System: Deforestation in the Late 20th Century ». *Journal Of World System Research*, vol. IX, no 2, p.357-388. En ligne : <http://jwsr.ucr.edu/archive/vol9/number2/index.php>.
- Deléage, Jean Paul. « Les étapes de la prise de conscience », in *L'État du monde* sous la dir. de Michel, Beaud. Calliope, Beaud et Mohamed, Larbi Bouguerra. 1993. Paris, La Découverte, 603 p.
- Desai, Bahrat. 2006. « UNEP: A Global Environmental Authority? », *Environmental Policy and Law*, vol.36, no 3-4, Amsterdam, IOS Press, p.137-155.
- Descartes, René. 1840. *Discours sur la méthode*, Hachette, Paris, 371p.
- Di Mento, Joseph. 2003. *The Global Environment and International Law*, Austin, TX, University of Texas Press, 2003, 248 p.
- Dubigeon, Olivier. 2005. *Mettre en pratique le développement durable: Quels processus pour l'entreprise responsable ?* Pearson Education, Paris, 350 p.

- Duhamel, André, Nourredine Mouelhi et Syliane Charles (dir. pub.). 2001. *Éthique, histoire, politique, application*, Boucherville, Gaëtan Morin, 306 p.
- Dryzek, John S. Schlosberg, David (dir. pub.). 1998. *Debating the Earth: the Environmental Politics Reader*, New York, Oxford Press, 658 p.
- Foucault, Michel. 1971. *L'ordre du discours*, Paris, Gallimard, 88 p.
- Fox, Warwick. 1995. *Toward a Transpersonal Ecology: Developing New Foundations for Environmentalism*, Albany, NY, State University of New York Press. 380 p.
- Gitonga, Steven. 2003. « Relever les défis des changements climatiques, créer des opportunités pour les communautés », *Étude des initiatives communautaires appuyées par le Programme de microfinancement du Fonds pour l'Environnement mondial de 1992 à 2003*, Green Communication Design. 76 p.
- Godin, Benoît. 2009. *The New Economy: What the Concept Owes to the OECD*, en ligne, http://www.csiic.ca/PDF/Godin_21.pdf. 87 p.
- Goldman, Michael. 2005. *Imperial Nature: The World Bank and Struggles for Social Justice in the Age of Globalization*. New Haven and London: Yale University Press.
- Guineret, Hervé et Arnaud Milanese. 2004. *La propriété, le propre, l'appropriation*, Paris, Ellipse, 2004, 206 p.
- Gutwirth, Serge, « Science et droit de l'environnement : quel dialogue ? » In *Quel avenir pour le droit de l'environnement?* Actes du colloque organisé par le CEDRE (Centre d'étude du droit de l'environnement - F.U.S.L.) et le CIRT (Centrum interactie recht en technologie - V.U.B.), sous la dir. de François Ost et Serge Gutwirth. 1996. Travaux et recherches, volume 71 des Publications des Facultés universitaires Saint-Louis, 487 p.
- Hufty, Marc. 2005. « La biodiversité dans les relations Nord/Sud : coopération ou conflit? », *Revue internationale et stratégique*, vol. 4-60, p149-158.
- Ingram, Attracta. 1994. *A Political Theory of Rights*, New York, Clarendon Press, 1994, 232 p.

- Jonas, Hans. 1990. *Le principe de responsabilité : une éthique pour la civilisation technologique*, Paris, Les éditions du cerf, 388 p.
- Larrère, Catherine et Raphaël Larrère. 1997. *La crise environnementale* (INRA, 13-15 janvier 1994). Paris : INRA Éditions, 321 p.
- Liebich, André. 1985. *Le libéralisme classique: choix de textes*, Québec, Presses Universitaires de Québec, 625 p.
- Hajer, Marteen. 1995. *The Politics of Environmental Discourse, Ecological Modernization and the Policy Process*, Oxford/New York, Clarendon Press. 332 p.
- Hyden, Goran. 1990. « Reciprocity and governance in Africa », in *The failure of the centralized state: institutions and governance in Africa*, sous la dir. de James Swunsch et Dele Olowu, Boulder, Westview Press, 1990, 334 p.
- Ivanova, Maria, David Gordon et Jennifer Roy. 2007. «Towards institutional symbiosis: business and the United Nations in environmental governance», *Review of European Community and International Environmental Law*, Volume 16-2, p. 123-134.
- Jonas, Hans. 1990. *Le principe de responsabilité*, Paris, Les Éditions du cerf, 1990. 470 p.
- Kothari, Ashish et Anuradha, R.V.1997. « Biodiversity, intellectual property rights, and the GATT agreement: how to adress the conflict? » *Biopolicy*, Vol. 2, Paper 4, PY 97004, 19p.
- Keohane, Robert O. 2002. *Power and Governance in a Partially Globalized World*, Routledge, London, 298 p.
- Lapeyre, Frédéric et Isabel Yopez. « Le processus participatif dans les documents stratégiques de réduction de la pauvreté » Dans *Quels acteurs pour le développement?* sous la dir. de Géraldine Froger, Paris, Karthala, 2005, 288 p.
- Le Prestre, Philippe. 1987. *The World Bank and the Environmental Challenge*, Cranbury/London/Mississauga, Association University Press, 263 p.

- Le Prestre, Philippe (dir publ.). 2002. *Governing global biodiversity, the evolution and implementation of the Convention on biological diversity*, Ashgate Publishing, Brookfield, 428 p.
- _____. (dir. publ.). 2005. *Protection de l'environnement et relations internationales : les défis de l'écopolitique mondiale*, Paris Éditions Dalloz, 556 p.
- Lomborg, Bjørn. 2001. *The Skeptical Environmentalist: Measuring the Real State of the World*, Cambridge, Cambridge University Press. 515 p.
- Madbouhi, Mostafa. *Processus d'élaboration du programme « Education Relative à l'environnement » du parc national du Toubkal*, en ligne, http://www.biodiv.be/maroc/manag_cons/educ_sens_ma/doc301089.
- Macleod, Alex, Évelyne Dufault et Guillaume Dufour. 2002. *Relations internationales, théories et concepts*, Athéna éditions, Montréal, 239 p.
- McAfee, Kathleen. 1999. « Selling Nature to Save It, Biodiversity and Green Developmentalism », *Society and Space*, vol. 17, 159 p.
- Meadows, Donella, Dennis Meadows, Jorgen Randers et William Behrens. 1973. *Halte à la croissance! Rapport sur les limites de la croissance*, Paris, Éditions Fayard, 200 p.
- Munasinghe, Mohan. 1993. « Environmental Economics and Sustainable Development », *World Bank Environment Paper #3*, Washington DC. 112 p.
- _____. 1995. « Defining and Measuring Sustainability », *Washington DC, UN and the World Bank*. 440 p.
- Naciri, Lamiss. 2007. *Stratégie nationale du PMF/FEM pour l'utilisation des fonds alloués par le RAF pour la période 2007/2009*, Rabat : Documentation interne au PMF/FEM, 7 p.
- Olivier, Juliette. 2005. *L'union mondiale pour la nature (UICN) : une organisation singulière au service du droit de l'environnement*, Travaux du CERIC, Bruxelles, Bruylant. 372 p.

Ost, François. 1995. *La nature hors la loi : l'écologie à l'épreuve du droit*, Paris, La Découverte. 346 p.

_____. « Introduction », dans François Ost, In *Quel avenir pour le droit de l'environnement?* Actes du colloque organisé par le CEDRE (Centre d'étude du droit de l'environnement - F.U.S.L.) et le CIRT (Centrum interactie recht en technologie - V.U.B.), sous la dir. de François Ost et Serge Gutwirth. 1996. Travaux et recherches, volume 71 des Publications des Facultés universitaires Saint-Louis. 487 p.

Mehmet, Ozay. 1999. *Westernizing the Third World: The Eurocentricity of Economic Development Théories*, Routledge, London, 208 p.

Pâques, Michel et Michael Faure (comp.). 2003. *La protection de l'environnement au cœur du système juridique international et du droit interne. Acteurs, valeurs et efficacité.* (Université de Liège, Château de Colonster, 19-20 octobre 2001). Bruxelles: Bruylant. 467 p.

Parizeau, Marie Hélène. 1997 (dir. pub.). *La biodiversité, tout conserver ou tout exploiter?*, Paris et Bruxelles, DeBoeck&Larcier s.a, 214 p.

_____. « Introduction ». Chap. in. *La biodiversité, tout conserver ou tout exploiter?* Sous la dir. de Marie-Hélène Parizeau. 1997. Paris et Bruxelles, DeBoeck&Larcier s.a., 214 p.

_____. « Biodiversité et représentation du monde : enjeux éthiques ». Chap. in *La biodiversité, tout conserver ou tout exploiter?* Sous la dir. de Marie-Hélène Parizeau. 1997. Paris et Bruxelles, DeBoeck&Larcier s.a. 214 p.

Pearce, David W. Anil, Markandya et Edward Barbier. 1989. *Blueprint for a Green Economy*, Earthscan, London. 192 p.

Pearson, Lester B. 1969. *The Crisis of Development*, published for the Council on Foreign Relations, New York/Washington/London, Praeger Publishers, 177 p.

Pezzey, John. 1992. « Sustainable development concepts, an economic analysis », World Bank *Environment Paper number 2*, Washington DC. 192 p.

- Potvin, Catherine. « La biodiversité pour le biologiste, protéger ou conserver la nature ». Chap 2. in *La biodiversité, tout conserver ou tout exploiter?* sous la dir. de Marie-Hélène Parizeau. 1997. Paris et Bruxelles, DeBoeck&Larcier s.a. 214 p.
- Rémond-Gouillond, Martine. 1989. *Du droit de détruire : essai sur le droit de l'environnement*, Collections « Voies du droit », Paris, Presses Universitaires de France, 304 p.
- Rich, Bruce. 1995. *Mortgaging the Earth: The World Bank, Environmental Impoverishment, and the Crisis of Development*, Boston, MASS, Beacon Press, 1995. 376 p.
- Sachs, Wolfgang. 1993. *Global ecology: a new arena of political conflicts*, Halifax, Fenwood Books. 262 p.
- Shiva, Vandana et Maria Mies. 1993. *Écoféminisme*, L'Harmattan, Paris. 328 p.
- Shiva, Vandana. 1997. *Biopiracy the Plunder of Nature and Knowledge*, Boston, South End Press. 148 p.
- Shiva, Vandana. 2001. *Le terrorisme alimentaire : comment les firmes multinationales affament le tiers-monde*, Paris, Fayard, 2001. 179 p.
- Smouts, Marie-Claude. 1998. « Du bon usage de la gouvernance en relations internationales », *Revue Internationale des Sciences Sociales*, no 155.
- Solow, Robert M. « Sustainability: An Economist's Perspective », in *Economics of The Environment: Selected Readings*, sous la dir. de Robert N. Stavins. 2005. Harvard University Press, 534 p.
- Speth, James Gustave. « Two perspectives on Globalization and the environment », in *Worlds Apart: Globalization and the environment*, sous la dir. de James Gustave Speth. 2003. Washington DC, Island Press. 180 p.
- Timmons, John, Roberts, Bradley C. Parks et Alexis A. Vasquez, « Who ratifies environmental treaties and why? Institutionalism, structuralism and participation by 192

nations in 22 treaties», *Global Environmental Politics*, Volume 4, issue 3, Cambridge, August 2004.

Toke, Dave. 2000. *Green politics and neoliberalism*, London, Macmillan Press. 216 p.

Tietenberg, Tom H. 2005. «Economic Instruments for Environmental Regulation». In *Economics of the Environment: Selected Readings*, sous la dir. de Robert N. Stavins, p.279, New York, NY: Harvard University. 534 p.

Von Moltke Konrad. 1995. *Why UNEP Matters*, Green Globe Yearbook. 64 p.

Vivien, Franck-Dominique «Les droits de propriété dans le domaine de la biodiversité». Chap. in Catherine Aubertin et Franck-Dominique Vivien. 1998. *Les enjeux de la biodiversité*, Paris, Économica. 127 p.

Young, Zoe. 2002. *The New Green Order: The World Bank and the Politics of the Global Environmental Facility*, London, Pluto Press. 192 p.

Young, Oran R. «The Consequences of International Regimes», in *Régimes Consequences: Methodological Challenge and Research Strategies*, sous la dir. de Arild Underdal et Oran R. Young. 2004. Kluwer Academic Publishers, Dordrecht. 394 p.

Publications gouvernementales

ONF, site officiel de l'ONF, *Connaître l'ONF*, en ligne, <http://www.onf.fr/pres/index.htm>.

République française, *Droit français: Code civil créé par la Loi 1804-01-27 promulguée le 6 février 1804*, en ligne, <http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006070721&idArticle=LEGIARTI000006428859&dateTexte=20081124>.

_____. Consultation nationale pour la Charte de l'Environnement, *Le Principe de Précaution*, en ligne : <http://www.ecologie.gouv.fr/IMG/pdf/Le%20principe%20precaution.pdf>.

Secrétariat d'État du Royaume du Maroc, Département de l'Environnement, *Rapport sur l'état de l'environnement au Maroc*, en ligne, <http://www.minenv.gov.ma/dwn/pave/Chap3.pdf>.

The Norwegian Ministry of Foreign Affairs, *Norway Mission to the US*, en ligne, http://www.norway-un.org/NorwayandUN/Selected_Topics/Climate_Change/02252008_SeedsoftheWorld/.

Publication des organisations internationales et non gouvernementales

Banque Mondiale. 1989. *L'Afrique sub-saharienne : de la crise au développement durable, une perspective à long terme*, Washington DC, Banque Mondiale. 194 p.

Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, *Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement*, en ligne, <http://www.un.org/french/events/rio92/rio-fp.htm>.

Coordination du PMF/FEM, « Annexe A : Document de projet », Memorandum d'Accord du Projet N°MOR/OP3/1/05/12, Conservation de la faune et de la flore au niveau du village de Tikkerte du site clé d'Iguemane par la diversification des revenus, le développement de l'écotourisme, le reboisement, la mise en défense et la lutte contre le braconnage, Documentation interne au PMF/FEM, Rabat, 2005.

_____. *Fiche technique de mise en place du fonds roulant*, Rabat : Documentation interne, 2006, 42 p.

ENDA Maghreb, *Troisième Rapport National sur la mise en œuvre de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification*. Rabat : ENDA Maghreb, 2004, p.3.

Food and Agriculture Organization of the United Nations, *L'ADRD et les populations autochtones*, (2007) Document sur les politiques 14, en ligne : <ftp://ftp.fao.org/SD/SDA/SDAR/sard/SARD-Indigenous-Peoples%20-%20french.pdf>.

_____. *Recommandations*, Conférence sur "Wheat Stem Rust Ug99 - A Threat to Food Security", New Delhi, Inde, 6-8 novembre 2008, en ligne,

http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/newsroom/docs/Confirmed_recommendation_and_roadmap.pdf.

_____. *Global Issues, Agricultural Biodiversity and the FAO*, en ligne, www.fao.org/biodiversity.

_____. *Newsroom*, en ligne, <http://www.fao.org/news/story/fr/item/8478/icode/>.

_____. *Département du Développement durable*, en ligne, <http://www.fao.org/docrep/v9974f/v9974f04.htm>.

Global Environmental Governance Project, *Fostering Governance Dialogue*, en ligne, <http://environmentalgovernance.org/>.

_____. *Key Publications of the GEG Project*, en ligne, <http://www.environmentalgovernance.org/publications/>.

_____. *L'ADRD et les populations autochtones*. Document sur les politiques # 14, en ligne, <ftp://ftp.fao.org/SD/SDA/SDAR/sard/SARD-Indigenous-Peoples%20-%20french.pdf>.

Greenpeace, *OGM, le dossier*, en ligne, <http://www.greenpeace.org/france/detectivesOGM/ogm-le-dossier>.

Haut commissariat des droits de l'homme(1994), *Projet de déclaration des Nations Unies sur les Droits des peuples autochtones*, en ligne : [http://www.unhchr.ch/huridocda/huridoca.nsf/\(Symbol\)/E.CN.4.SUB.2.RES.1994.45.Fr?OpenDocument](http://www.unhchr.ch/huridocda/huridoca.nsf/(Symbol)/E.CN.4.SUB.2.RES.1994.45.Fr?OpenDocument)

Organisation Mondiale Du Commerce, «Article XX : exceptions générales», *Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT 1947)*, en ligne : http://www.wto.org/French/docs_f/legal_f/gatt47_02_f.htm#articleXX.

ONU, *Résolution 2997 sur le statut du PNUE, adoptée le 15 décembre 1972*, en ligne, [http://www.pnuma.org/deramb/UNGA_2997%20\(XXVII\).pdf](http://www.pnuma.org/deramb/UNGA_2997%20(XXVII).pdf).

OCDE, *Glossary of Statistical Terms*, en ligne,
<http://stats.oecd.org/glossary/detail.asp?ID=6423>.

PNUE, *Convention sur la diversité biologique*, en ligne,
<http://www.biodiv.org/reports/list.aspx?type=all&alpha=K>.

_____. *Le Protocole de Carthagène sur la prévention des risques biotechnologiques relatif à la Convention sur la diversité biologique*. Mis au point et adopté à Montréal le 29 janvier 2000, en ligne, <http://www.cbd.int/biosafety/>.

_____. *CBD news, 10th anniversary, The Convention of Biological Diversity: From Conception to Implementation*, en ligne,
<http://www.cbd.int/doc/publications/CBD-10th-anniversary.pdf>.

_____. CTA connaissance pour le développement, *Protocole de Carthagène sur la Biosécurité à la Convention sur la diversité biologique*, en ligne,
<http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/619>.

_____. *Programme Montevideo I pour le développement et la révision périodique du droit de l'environnement*. Adopté le 31 mai 1982, en ligne,
http://www.unep.org/law/PDF/Montevideo_Programme_1.pdf.

PNUD Maroc, « Nouvelles du PNUD au Maroc », *Lettre d'information trimestrielle du PNUD au Maroc*. En ligne. N°01 (2007), p.3,
www.pnud.org.ma/pdf/LettreInformationOctobre2007.pdf.

The GEF small Grants Program, en ligne, <http://sgp.undp.org/>.

_____. *What does SGP do?* En ligne, <http://sgp.undp.org/>.

The World Bank, *Environment and Social Development Unit*, en ligne,
http://www.worldbank.org/external/default/main?pagePK=64193027&piPK=64187937&theSitePK=523679&menuPK=64187510&searchMenuPK=64187283&siteName=WD&entityID=000009265_3961219103404.

Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, Novembre 2001, Conférence de la FAO, entré en vigueur le 24 juin 2004, en ligne : <http://www.fao.org/ag/cgrfa/French/itpgr.htm>.

Traditionnal knowledge library (TKDL), *About TKDL*, en ligne : <http://www.tkdl.res.in/tkdl/langdefault/common/Abouttkdl.asp?GL>.

UN Departement of Economic and Social Affairs, Division of Sustainable Development. « Chap 2: Coopération internationale visant à accélérer un développement durable dans les pays en développement et politiques nationales connexes », *Action 21* (1992), Conférence des Nations Unies pour l'Environnement et le Développement, programme d'action adopté par 173 pays le 14 juin 1992, en ligne : <http://www.un.org/esa/sustdev/documents/agenda21/french/action2.htm>.

Union internationale pour la conservation de la nature, *La liste rouge 2008*, en ligne, http://www.iucn.org/about/work/programmes/species/red_list/?3460/2/UICN-la-crise-que-traverse-la-vie-sauvage-pire-que-la-crise-economique.

Autres documents

Actu environnement, *Le trou de la couche d'ozone antarctique revient en force*, archives du 31 août 2005, en ligne : www.actu-environnement.com/ae/news/1220.php4.

Canto-Sperber, Monique (auteur), *Les droits d'auteur et le téléchargement*, Questions d'éthique. Produit par Monique Canto-Sperber. Paris : Radio France/France culture, 6 juin 2009. Support audio, 58 min.

Centre de ressources sur les semences et les espèces végétales, *Nouvelles biotechnologies et protection des cultures*, en ligne, <http://www.gnis-pedagogie.org/pages/docbio/chap3/intro.htm>.

ISEE 2008 Nairobi, en ligne, <http://www.ecoeco.org/conference08/home.php>.

The G project, en ligne, <http://environmentalgovernance.org> et Yale University, *Yale Environmental Centre for Law and Policy*, en ligne, <http://envirocenter.research.yale.edu/>.

Global Environmental Governance Project, *About the G project*, en ligne,
<http://environmentalgovernance.org>.

Global Environmental Governance Project, *Fostering Governance Dialogue*, en ligne,
<http://environmentalgovernance.org/>.

Yale University, *Yale Environmental Centre for Law and Policy*, en ligne,
<http://envirocenter.research.yale.edu/>.

Malki, Yasmina. « Rapport de stage au Programme de MicroFinancement du Fonds pour l'Environnement Mondial du Maroc », *Rapport de stage présenté à l'UQAM comme exigence du cours POM 8810 à Aziz S. Fall*, Montréal, le 30 février 2008.

Publications des Organisations Internationales

Food and Agriculture Organization of the United Nations, *L'ADRD et les populations autochtones*. (2007) Document sur les politiques 14, en ligne :
<ftp://ftp.fao.org/SD/SDA/SDAR/sard/SARD-Indigenous-Peoples%20-%20french.pdf>.

Haut commissariat des droits de l'homme (1994), *Projet de déclaration des Nations Unies sur les Droits des peuples autochtones*, en ligne :
[http://www.unhchr.ch/huridocda/huridoca.nsf/\(Symbol\)/E.CN.4.SUB.2.RES.1994.45.Fr?OpenDocument](http://www.unhchr.ch/huridocda/huridoca.nsf/(Symbol)/E.CN.4.SUB.2.RES.1994.45.Fr?OpenDocument).

Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, Novembre 2001, Conférence de la FAO, entré en vigueur le 24 juin 2004, en ligne :
<http://www.fao.org/ag/cgrfa/French/itpgr.htm>.

The World Bank, *Environment and Social Development Unit*, en ligne,
http://www.worldbank.org/external/default/main?pagePK=64193027&piPK=64187937&theSitePK=523679&menuPK=64187510&searchMenuPK=64187283&siteName=WD&entityID=000009265_3961219103404.

Traditional knowledge library (TKDL), *About TKDL*, en ligne:
<http://www.tkd.l.res.in/tkd.l/langdefault/common/Abouttkdl.asp?GL>.

UN Departement of Economic and Social Affairs, Division of Sustainable Development.
« Chap 2: Coopération internationale visant à accélérer un développement durable dans les pays en développement et politiques nationales connexes », *Action 21*(1992), Conférence des Nations Unies pour l'Environnement et le Développement, programme d'action adopté par 173 pays le 14 juin 1992, en ligne:
<http://www.un.org/esa/sustdev/documents/agenda21/french/action2.htm>.

Organisation Mondiale Du Commerce, «Article XX : exceptions générales», *Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT 1947)*, en ligne :
http://www.wto.org/French/docs_f/legal_f/gatt47_02_f.htm#articleXX.